

# DIALOGUE GLOBAL

8.3

3 numéros par an en 17 langues

## Entretien avec Nancy Fraser

Christine Schickert

Hauke Brunkhorst  
Christian Fuchs  
Andrea Silva-Tapia  
Hlengiwe Ndlovu  
Gerassimos Kouzelis  
Haryati Abdul Karim  
Esteban Torres Castaños  
Amy Austin Holmes  
Peter Wahl

## La démocratie à l'épreuve

## Hommage à Aníbal Quijano

Nicolás Lynch  
Raquel Sosa Elízaga

## Aux prises avec la pauvreté

Joshua Budlender  
Vassilis Arapoglou  
Juliana Martínez Franzoni  
Fabian Kessl  
Mustafa Koç

## Perspectives théoriques

Sujata Patel

## La sociologie en Pologne

Marta Buchole  
Jan Czarzasty  
Juliusz Gardawski  
Adam Mrozowicki  
Vera Trappmann  
Katarzyna Dębska  
Sara Herczyńska  
Justyna Kościńska  
Kamil Trepka  
Maciej Gdula

MAGAZINE



Association  
Internationale  
de Sociologie  
**isa**

VOLUME 8 / NUMÉRO 3 / DÉCEMBRE 2018  
<http://globaldialogue.isa-sociology.org/>

**DG**



# > Éditorial

**D**ans beaucoup de pays à travers le monde, les institutions et les processus démocratiques doivent faire face aujourd'hui à des difficultés et à des pressions croissantes. On observe des tendances autoritaires aussi bien dans les jeunes démocraties que dans les vieilles démocraties : Le leadership vertical reprend de l'importance, le nationalisme est en plein essor, tandis que la société civile se trouve affaiblie par la restriction des droits politiques. Les droits des femmes et des minorités sont particulièrement menacés. Dans l'entretien qui ouvre ce numéro de *Dialogue Global*, Nancy Fraser, l'une des philosophes féministes les plus réputées et les plus fécondes d'aujourd'hui, reprend certains des aspects de cette évolution lorsqu'elle aborde la question de la construction d'un mouvement féministe plus inclusif et expose son idée d'un féminisme pour les 99%.

Les articles de notre premier dossier sur « La démocratie à l'épreuve » examinent les pressions exercées sur la démocratie dans certaines régions du monde, qu'il s'agisse de la situation dans l'Afrique du Sud post-apartheid, de la politique d'austérité qui menace la démocratie dans un pays comme la Grèce, ou de l'effacement de la contribution des femmes dans les récits sur la révolution égyptienne. Si les auteurs s'intéressent à certaines évolutions récentes, telles que le tournant autoritaire pris par le capitalisme, ils analysent également les concepts et les idées visant à renforcer les processus démocratiques.

Au mois de mai 2018, Aníbal Quijano, un des plus grands sociologues du Pérou et d'Amérique latine, nous a quittés à l'âge de 90 ans. Son travail sur l'impérialisme et le colonialisme, et son concept de la « colonialité du pouvoir », ont influencé plusieurs générations de sociologues à travers le

monde. Dans ce numéro, deux de ses proches collègues et amis se remémorent sa vie et célèbrent son héritage.

Notre deuxième dossier, intitulé « Aux prises avec la pauvreté », réunit des articles qui analysent diverses manifestations de la pauvreté, depuis les répercussions des mesures d'austérité en Grèce jusqu'à l'augmentation du nombre de femmes pauvres en Amérique latine malgré une politique économique les favorisant. Six auteurs de différentes régions du monde ont été sollicités pour expliciter l'évolution spécifique de la pauvreté dans leur région, et les obstacles auxquels se heurtent les politiques de lutte contre la pauvreté.

Dans son article sur les modernités au niveau mondial, Sujata Patel, sociologue indienne de renom, se penche sur la nature et le contenu de cette théorie de la globalisation du monde, en offrant un aperçu historique et théorique de ce concept des modernités multiples et des critiques qu'il suscite.

Dès les débuts de notre discipline, les penseurs polonais ont joué un rôle important dans le développement de la sociologie, c'est pourquoi nous avons choisi d'offrir dans ce numéro un aperçu de l'histoire de la sociologie en Pologne. Mais ce n'est pas seulement son histoire qui nous a incités à examiner plus particulièrement ce pays, mais aussi sa sociologie si présente, engagée aujourd'hui sur les nombreux enjeux de notre époque. Les lecteurs pourront ainsi découvrir certaines recherches actuelles, sur les jeunes travailleurs précaires, sur le récent comportement électoral des Polonais, ainsi que sur les changements intervenus dans la sphère publique polonaise et ce que cela implique aujourd'hui pour la sociologie. ■

**Brigitte Aulenbacher** et **Klaus Dörre**,  
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> *Dialogue Global* est disponible en 17 langues sur [le site web de l'ISA](#).

> Les propositions d'articles sont à adresser à [globaldialogue.isa@gmail.com](mailto:globaldialogue.isa@gmail.com).

**ISA** Association  
Internationale  
de Sociologie

**DIALOGUE  
GLOBAL**



# > Comité de rédaction

**Rédacteurs en chef :** Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

**Assistants d'édition :**

Johanna Grubner, Christine Schickert.

**Rédactrice en chef adjointe :** Aparna Sundar.

**Responsables éditoriaux :** Lola Busuttill, August Bagà.

**Consultant :** Michael Burawoy.

**Consultant médias :** Gustavo Taniguti.

**Rédacteurs-consultants :**

Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlińska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Eliina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Nazanin Shahrokni.

**Équipes régionales**

**Monde arabe :** Sari Hanafi, Mounir Saidani.

**Argentine :** Juan Ignacio Piovani, Alejandra Otamendi, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

**Bangladesh :** Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, Juwel Rana, US Rokeya Akhter, Toufika Sultana, Asif Bin Aii, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Helal Uddin, Muhaimin Chowdhury, Md. Eunus Ali.

**Bésil :** Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Lucas Amaral Oliveira, Benno Warken, Angelo Martins Junior, Dmitri Cerboncini Fernandes.

**France/Espagne :** Lola Busuttill.

**Inde :** Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Nidhi Bansal, Pragya Sharma.

**Indonésie :** Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriayati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

**Iran :** Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Sina Bastani, Sayyed Muhammad Mutallebi, Vahid Lenjanzade.

**Japon :** Satomi Yamamoto, Sara Maehara, Masataka Eguchi, Riho Tanaka, Marie Yamamoto, Kaori Hachiya, Ayana Kaneyuki, Erika Kuga, Kaya Ozawa, Tsukasa Shibagaki, Michiaki Yuasa, Rikuho Baba.

**Kazakhstan :** Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul.

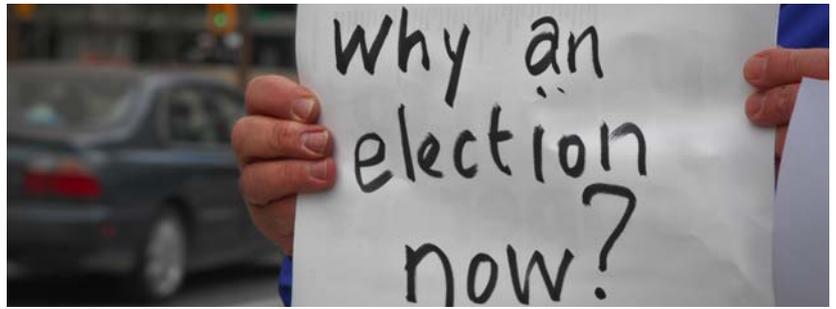
**Pologne :** Jakub Barszczewski, Iwona Bojadzjewa, Katarzyna Dębska, Paulina Domagalska, Krzysztof Gubański, Sara Herczyńska, Justyna Kościńska, Łucja Lange, Adam Müller, Zofia Penza-Gabler, Anna Wandzel, Jacek Zych.

**Roumanie :** Cosima Rughiniș, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Luciana Anăstăsoaie, Adriana Lavinia Bulumac, Cristian Chira, Denisa Dan, Diana Alexandra Dumitrescu, Radu Dumitrescu, Iulian Gabor, Alecsandra Irimie-Ana, Bianca Mihăilă, Andreea Elena Moldoveanu, Rareș-Mihai Mușat, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Alina Cristina Păun, Codruț Pînzaru, Susana Maria Popa, Adriana Sohodoleanu, Elena Tudor.

**Russie :** Elena Zdravomyslova, Anastasia Daur, Valentina Isaeva.

**Taiwan :** Jing-Mao Ho.

**Turquie :** Gül Çorbacioğlu, İrmak Evren.



*La démocratie se trouve aujourd'hui menacée dans de nombreuses régions du monde. Dans ce numéro, huit sociologues attirent l'attention sur les défis auxquels la démocratie est confrontée dans différents pays, analysent les luttes menées pour réclamer davantage de démocratie, et portent un regard critique sur les pratiques politiques actuelles.*



*Les sociologues se sont depuis toujours intéressés de près au problème de la pauvreté et à la situation des personnes qui y sont confrontées. Ici, cinq chercheurs analysent les mesures (ou l'absence de mesures) de lutte contre la pauvreté dans diverses régions du monde et les choix opérés dans certains domaines particuliers des besoins humains fondamentaux, tels que la sécurité alimentaire.*



*Cette rubrique évoque les débuts de la sociologie polonaise et présente un aperçu de la recherche sociologique actuelle dans ce pays.*



**Dialogue Global** est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

## > Dans ce numéro

Éditorial 2

### > PARLONS DE SOCIOLOGIE

Le féminisme à l'ère du néolibéralisme :  
Entretien avec Nancy Fraser

**Christine Schickert, Allemagne** 5

### > LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE

La crise de la démocratie

**Hauke Brunkhorst, Allemagne** 9

La montée du capitalisme autoritaire

**Christian Fuchs, Royaume-Uni** 11

D'une citoyenneté ethnicisée à une citoyenneté illégitime

**Andrea Silva-Tapia, Allemagne** 13

L'illusion de la démocratie en Afrique du Sud

**Hlengiwe Ndlovu, Afrique du Sud** 15

La démocratie à Athènes

**Gerassimos Kouzelis, Grèce** 18

Médias sociaux et démocratie, une arme à double tranchant ?

**Haryati Abdul Karim, Malaisie** 20

Le recul de la démocratie en Argentine

**Esteban Torres Castaños, Argentine** 22

L'effacement des femmes de la révolution égyptienne

**Amy Austin Holmes, Égypte** 24

Gouvernance mondiale et ordre mondial démocratique

**Peter Wahl, Allemagne** 26

### > HOMMAGE À ANÍBAL QUIJANO, 1928-2018

L'intellectuel par excellence

**Nicolás Lynch, Pérou** 28

La joie du combattant

**Raquel Sosa Elizaga, Mexique** 30

### > AUX PRISES AVEC LA PAUVRETÉ

La pauvreté post-apartheid

**Joshua Budlender, États-Unis** 31

Après les plans de sauvetage,  
le nouveau visage de la pauvreté en Grèce

**Vassilis Arapoglou, Grèce** 33

Pourquoi y a-t-il plus de femmes pauvres  
en Amérique latine ?

**Juliana Martínez Franzoni, Costa Rica** 35

L'économie de la charité, à l'ombre de l'État providence

**Fabian Kessl, Allemagne** 37

Le discours sur la sécurité alimentaire:  
Les défis pour le XXI<sup>e</sup> siècle

**Mustafa Koç, Canada** 39

### > PERSPECTIVES THÉORIQUES

La modernité mondiale

**Sujata Patel, Inde** 41

### > LA SOCIOLOGIE EN POLOGNE

Un regard rétrospectif sur la sociologie polonaise

**Marta Bucholc, Allemagne/Pologne** 44

Jeunes travailleurs précaires en Pologne et en Allemagne

**Jan Czarzasty, Juliusz Gardawski, Adam Mrozowski,  
Pologne, et Vera Trappmann, Royaume-Uni** 46

Pourquoi les gens votent à droite

**Katarzyna Dębska, Sara Herczyńska, Justyna  
Kościńska et Kamil Trepka, Pologne** 48

La place de la sociologie dans la nouvelle sphère publique

**Maciej Gdula, Pologne** 51

“ Dans notre monde d'aujourd'hui, il n'est plus possible de considérer les États-nations comme étant culturellement, racialement ou ethniquement homogènes. Écouter ceux qui ont été réduits au silence est une dette historique qui doit être acquittée en vue de consolider la démocratie. ”

Andrea Silva-Tapia

# > Le féminisme à l'ère du néolibéralisme

## Entretien avec Nancy Fraser



Nancy Fraser.

**Nancy Fraser**, professeure de philosophie et de science politique à la New School of Social Research de New York, est l'une des plus importantes théoriciennes et critiques féministes d'aujourd'hui. Dans plusieurs écrits qui ont trouvé un large écho, dont un débat avec Axel Honneth publié sous le titre *Redistribution or recognition? A Political-Philosophical Exchange* (2003), elle s'est intéressée aux notions de justice et d'injustice, en faisant la distinction entre deux concepts, celui de justice distributive et celui de justice de la reconnaissance. Fraser soutient qu'aussi bien la redistribution que la reconnaissance se trouvent au cœur de la lutte contre les injustices dans notre monde actuel. Forte de sa double identité de chercheuse et d'activiste, elle a également publié un grand nombre d'ouvrages et d'articles sur le féminisme et les questions féministes, dont *Fortunes of Feminism: From State-Managed Capitalism to Neo-liberal Crisis* (2013). Elle est ici interviewée par **Christine Schickert**, directrice administrative du Groupe de recherche sur les sociétés post-croissance du Département de Sociologie de l'Université d'Iéna (Allemagne) et assistante d'édition de *Dialogue Global*.

**CS :** Votre article « *Feminism, Capitalism and the Cunning of History* » est paru il y a bientôt dix ans. Dans cet article, vous montrez comment le féminisme dit *mainstream* ou libéral a été coopté par le capitalisme à ses propres fins. Pouvez-vous nous présenter ici les grandes lignes de votre argumentation ?

**NF :** J'ai écrit cet article à un moment très particulier, au moment où la crise financière internationale éclatait et où Barack Obama, en promettant le changement, avait été élu président. C'était une période où l'on avait le sentiment général d'être à un moment charnière de l'histoire, et il y avait vraiment l'espoir que quelque chose de diffé-

rent pouvait arriver. Il se passait quelque chose de particulier qui m'a amenée à réfléchir sur cette période et sur l'histoire du féminisme en général. Cela faisait déjà longtemps que j'étais insatisfaite de la direction qu'avait prise le féminisme *mainstream* ou libéral, et j'avais écrit précédemment là-dessus en évoquant l'importance trop grande accordée à la reconnaissance et le trop peu d'attention accordée à la distribution, mais ce moment de crise m'a apporté une vision encore plus claire sur le sujet.

J'avais le sentiment qu'il y avait eu un tournant majeur dans la nature de la société capitaliste, qui intervenait en même temps et parallèlement à la progression du féminisme. Lorsque la deuxième vague du féminisme s'est

>>

produite à la fin des années 60 et au début des années 70, nous nous trouvons véritablement à un tournant, alors que nous avons le sentiment de continuer à œuvrer dans un régime capitaliste sécurisé, social-démocrate ou géré par l'État. Nous pensions que les améliorations que ce régime avait apportées étaient plus ou moins acquises et que nous pouvions à partir de là nous orienter vers un monde égalitaire et démocratique plus radical dans lequel le féminisme jouerait un rôle essentiel.

Mais au lieu de cela, nous nous sommes retrouvés confrontés à la crise de la social-démocratie, et à la montée du néolibéralisme. Il s'agissait là d'une forme entièrement nouvelle de capitalisme, et les féministes – et pas seulement les féministes, mais aussi de nombreux acteurs progressistes issus des mouvements sociaux – ont mis beaucoup de temps à s'en rendre compte ; pour faire simple, nous continuions à raisonner en termes de reconnaissance, sans réaliser à quel point l'économie politique avait changé. Nous n'avions pas seulement oublié la redistribution : sans nous en rendre compte – ou du moins beaucoup d'entre nous ne s'en sont pas rendu compte – nous avons de fait contribué d'une manière essentielle et effective à l'essor du néolibéralisme. Nous lui avons donné une sorte de charisme et de légitimité, en le laissant utiliser notre propre charisme libérateur et émancipateur comme un instrument de légitimation ou comme un alibi en faveur du nouveau régime régressif d'économie politique qui était en train d'être mis en œuvre.

Tel était mon point de vue. Et parce que nous étions manifestement en 2008-2009 dans un moment de crise, j'ai pensé que c'était un moment où il devenait possible – comme je le disais à la fin de mon article – de voir grand, de penser autrement et d'introduire un nouveau type de féminisme moyennant un changement de cap nous permettant de faire partie intégrante d'un véritable projet anti-néolibéral.

**CS : J'imagine que beaucoup de femmes qui s'identifiaient comme des militantes ou des intellectuelles féministes ont eu le sentiment que leur travail en faveur de la cause féministe se trouvait remis en question par votre analyse, et ont adopté une attitude défensive.**

**NF :** Je m'attendais à ce que la publication de mon essai suscite beaucoup de réactions négatives. En réalité, elles ont été beaucoup plus limitées que je ne pensais, du moins dans les cercles d'intellectuelles féministes dans lesquels j'évolue. Même si on n'était pas entièrement d'accord avec moi, on estimait que j'avais touché là un point essentiel et que quelque chose avait mal tourné avec le féminisme. Il y avait le sentiment partagé que le monde que nous avions imaginé n'était pas le monde dans lequel nous vivions. Beaucoup plus de gens que je ne m'y attendais étaient désireux de réfléchir à cette thèse.

Je crois qu'il ne s'agit ni d'une accusation ni d'un reproche, mais plutôt d'un besoin pressant de comprendre comment une certaine forme d'hégémonie progressiste néolibérale a pu se construire et gagner la bataille du sens commun de l'époque. Je crois que nous avons besoin de comprendre quel est le rôle que nous avons pu jouer sans le vouloir, de façon à faire mieux et à rectifier le tir. Sans doute aucune féministe blanche n'a apprécié d'entendre dans la bouche de femmes noires que nous avons, sans le vouloir, reproduit nombre de postulats qui étaient soit liés à la suprématie blanche soit carrément indifférents à la situation particulière des femmes de couleur. Mais c'est quelque chose qu'il nous fallait écouter, et assimiler, et je crois qu'il en était de même de ma thèse. La première réaction est souvent défensive, mais on ne peut pas simplement rester sur cette position.

**CS : Cependant, j'imagine que les féministes dites « libérales » n'ont pas le sentiment de servir un agenda néolibéral mais ont au contraire le sentiment de lutter pour une égalité de genre plus accomplie...**

**NF :** La question à poser ici est : qu'entend-on par « égalité » ? L'égalité est encore un de ces concepts fondamentalement controversés pour lequel existent des interprétations divergentes. L'interprétation libérale est ce que j'appellerais une interprétation méritocratique. C'est l'idée qu'au bout du compte, les femmes sont des individus et devraient, tout comme les hommes, avoir la possibilité d'aller aussi loin que leurs talents le leur permettent en tant qu'individus. Ici l'égalité revient à essayer de supprimer les obstacles à l'origine des discriminations ; les inégalités sont un problème de discrimination, et donc en supprimant ces obstacles discriminatoires, ces femmes talentueuses peuvent arriver aussi loin que les hommes.

La première chose que je voudrais dire à ce sujet est qu'il s'agit là d'un idéal qui est lié à une classe sociale. Ce qui est recherché en fait c'est que ces femmes soient les égales des hommes blancs hétérosexuels de leur propre classe sociale. Pour moi, le féminisme se rapporte à une idée plus forte et plus radicale de l'égalité, qui consiste en fait non pas à diversifier la hiérarchie sexuelle mais à l'abolir – ou en tout cas à sensiblement la limiter. C'est pourquoi cette idée d'égalité méritocratique n'est à mon sens même pas de l'égalité. La méritocratie libérale en tant qu'interprétation de l'égalité a donné lieu à quelques avancées bien réelles, mais seulement pour une strate très restreinte de femmes. L'immense majorité des femmes ne brisent aucun plafond de verre ; elles restent bloquées au sous-sol, à nettoyer et balayer les éclats de ce plafond de verre. Je voudrais contribuer à développer un type de féminisme alternatif à ce féminisme méritocratique libéral.

**CS : Depuis l'élection d'un certain nombre de leaders de droite aux États-Unis et en Europe, la question s'est posée de savoir si l'accent mis sur « l'identi-**

>>

**té » par les mouvements sociaux de manière supposément partisane, au détriment de la question des inégalités économiques, est à l'origine des succès de la droite. Quel est le sens de ce débat pour un mouvement féministe qui semble avoir comme seul facteur de mobilisation notre identité partagée de femmes ?**

**NF :** Je crois qu'on peut aborder la question à différents niveaux. Au niveau conceptuel, j'ai toujours soutenu que l'idée qu'il y a certains mouvements qui sont des mouvements identitaires et d'autres qui sont des mouvements de classe repose sur un malentendu. Les mouvements fondés sur la classe sociale comportent deux aspects. Ils ont un aspect structurel, que j'essaie de théoriser en termes de distribution, mais qu'on peut expliquer autrement, et ils ont toujours aussi un aspect identitaire au sens où toutes les luttes des classes, même lorsqu'elles ne sont pas explicites, informent sur l'identité de ceux qui luttent – pour obtenir ou ne pas perdre quelque chose, etc. Je ne pense pas qu'il en soit autrement du féminisme ; la subordination des femmes dans les sociétés capitalistes est tout aussi ancrée structurellement que l'exploitation de classe. C'est pourquoi cela m'agace lorsque les gens disent que le féminisme est un mouvement identitaire et que l'autre lutte est un mouvement de classe. Je pense que nos revendications sont aussi profondément structurales et aussi « ancrées », selon l'expression consacrée, dans des contradictions fondamentales. En même temps, tous les mouvements ont un fondement identitaire.

L'élément identitaire peut cependant nous induire en erreur. Il y a désormais ce mot à la mode, « l'intersectionnalité ». J'ai certaines réserves sur ce terme, mais pour l'essentiel il est juste. Cet élément essentiel, c'est que toutes les femmes ne sont pas logées à la même enseigne, tous les gens de la classe laborieuse ne sont pas logés à la même enseigne, et tous les gens de couleur ne sont pas logés à la même enseigne. Il y a ces asymétries structurelles transversales – des asymétries de pouvoir, d'avantages et de désavantages, etc. Un féminisme qui dit « nous n'allons pas nous intéresser à ces questions, nous n'allons parler que des femmes » finira par ne parler qu'au nom d'une strate privilégiée de femmes. C'est à mon avis ce qu'a fait le féminisme libéral méritocratique. Le féminisme doit s'intéresser aussi bien à la classe qu'à la race et à tous les autres grands axes d'oppression existant dans les sociétés capitalistes.

**CS :** *Vous avez vous-même, avec un certain nombre d'autres penseurs féministes de premier plan, récemment traité de la nécessité de créer un mouvement féministe plus inclusif, et développé l'idée d'un « féminisme des 99% ». En quoi consiste plus précisément cette initiative ?*

**NF :** Nous avons emprunté cette expression à la rhétorique populiste du mouvement Occupy. D'un point de

vue strictement sociologique, l'expression peut manquer de rigueur, mais elle contient un pouvoir considérable de mobilisation et transmet de manière immédiate l'idée que ce féminisme n'est pas celui d'une Christine Lagarde ou d'une Hillary Rodham Clinton. Il s'agit presque d'une manière de se positionner, à coup de formules percutantes, contre le *lean-in feminism* [NdT : en rapport avec l'ouvrage de la numéro 2 de Facebook intitulé *Lean In*, littéralement « Bougez-vous », publié en français sous le titre *En avant toutes*], ce féminisme qui appelle à briser le plafond de verre. Il s'agit précisément d'une tentative pour changer de cap. Ce qui s'est passé ces dernières décennies, ainsi que je l'ai analysé dans cet essai, c'est qu'en un sens le féminisme – ou certains courants dominants du féminisme – a été d'une certaine manière entraîné dans une sorte d'alliance ou, pour reprendre les termes de Hester Eisenstein, de « liaison dangereuse » avec ces forces néolibérales, et leur a servi d'alibi. Et donc, l'antithèse des forces néolibérales qui représentent 1% de la population, c'est un féminisme qui représente les 99% restants. On a là une stratégie rhétorique très simple. Ce qui est intéressant à ce sujet – et seules quelques-unes d'entre nous l'avions imaginé – c'est que l'idée a été retenue et a suscité un certain intérêt, ce qui à mon avis montre qu'il y avait là une attente que quelque chose comme cela arrive. On avait le sentiment qu'un véritable besoin existait.

Ce féminisme pour les 99% se préoccupe véritablement de la situation de l'immense majorité des femmes qui assument l'essentiel de la reproduction sociale et du travail rémunéré et dont les conditions de vie sont en train de se détériorer sous ce régime de capitalisme néolibéral financiarisé. Cette forme de capitalisme nécessite nettement plus d'heures de travail rémunéré par ménage que l'ancienne forme de capitalisme, s'attaque aux aides sociales et à tous les régimes de protection sociale à l'échelle nationale, et use de la dette comme d'une arme. Les femmes se retrouvent en première ligne de cette attaque contre la reproduction sociale, et le féminisme des 99% s'intéresse en priorité à ces questions et les relie au problème de cette forme de capitalisme. Nous essayons de *définir* ce système, comme on disait au sein de l'organisation étudiante SDS (Students for a Democratic Society), et, alors que le féminisme libéral traite de la façon d'accéder au système, nous discutons des moyens qu'utilise le système pour rendre nos vies invivables.

**CS :** *Mais 53% des femmes blanches aux États-Unis ont voté pour Donald Trump en 2016, un candidat qui n'est pas seulement ouvertement sexiste mais qui ne se soucie absolument pas de l'égalité hommes-femmes. L'idée d'un féminisme pour les 99% de la population peut-elle toucher ces femmes-là ?*

**NF :** Pas toutes, mais à mon avis une bonne partie d'entre elles. Bien entendu, certaines sont simplement comme les hommes qui ont voté pour Trump ; ce sont des Républi-

caines qui détestent Hillary Clinton et qui tout simplement ne voteraient pas pour elle, pour le monde des affaires, pour les partisans du libre marché, etc. Beaucoup d'entre elles font partie de ceux qui votent traditionnellement républicain, mais pas toutes. Certaines font partie de la classe laborieuse des régions en voie de désindustrialisation qui ont été absolument ravagées par la délocalisation de la production hors des États-Unis, et certaines sont des femmes des états du Sud. Il y a eu une nouvelle industrialisation dans le Sud, souvent sans syndicalisation, qui a été elle aussi dévastée ces dernières années. Ces femmes ont elles aussi été gravement touchées. On trouve également des femmes du monde rural, des femmes des petites villes où le chômage est un véritable fléau, où la dépendance aux opiacés est endémique, etc. Le fait est que ce ne sont pas ces gens-là qui vont bénéficier du féminisme du plafond de verre, ou de quelque version que ce soit du néolibéralisme progressiste.

Il y a encore peu d'études ethnographiques sérieuses sur les raisons qui ont pu pousser les gens à voter comme ils l'ont fait, mais il y en aura. Dans les quelques interviews que j'ai vues – et ce n'est pas systématique – on peut se faire une idée de ce que les gens ressentaient. À l'écoute des enregistrements liés à l'émission *Hollywood Access* (juste avant l'élection, lorsque Trump se targuait de prendre les femmes « par la chatte »), ces personnes disaient par exemple que ces propos les mettaient vraiment mal à l'aise, qu'elles ne les appréciaient pas, que c'était un manque de respect, et qu'elles ne voulaient pas qu'il parle comme ça, mais que compte tenu du reste, Trump restait leur meilleure option. En outre, je crois qu'il y a aussi des gens qui, même s'ils n'appréciaient pas la manière dont Trump parlait des Mexicains ou des musulmans et trouvaient terrible qu'il exprime un tel manque de respect pour ces gens-là, n'en estimaient pas moins que pour ce qui les concernait, il allait améliorer leur sort.

Bien sûr, je ne suis pas en train de dire que tous les partisans de Trump sont des racistes. Parmi les gens qui ont voté pour Trump, il y en a qui sont vraiment racistes, mais ils sont hors de notre portée et ce ne sont pas eux qui me préoccupent. Je me préoccupe de ceux – et je crois qu'ils sont un certain nombre – qui pourraient être sensibles à la gauche. Nous savons qu'il y a eu 8,5 millions d'Américains qui ont voté pour Trump en 2016, qui avaient voté pour Obama en 2012.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'au moment de l'élection de novembre, la seule alternative possible était Hillary Clinton, c'est-à-dire celle du néolibéralisme progressiste. Bernie Sanders avait représenté une autre voie, mais à ce stade il était hors jeu.

**CS : Et donc à votre avis, comment la gauche peut-elle trouver un écho auprès de ces 8,5 millions d'Américains ?**

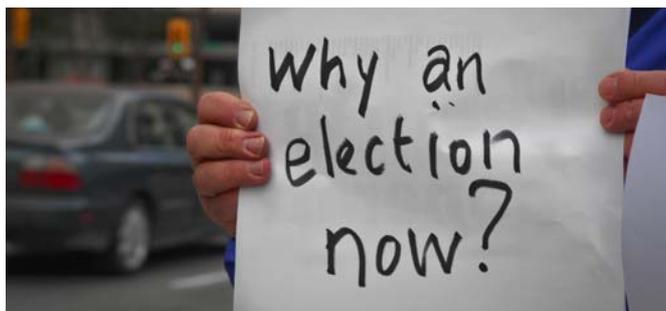
**NF :** La stratégie politique que je soutiens, dont le féminisme des 99% fait partie, consiste à essayer de raviver quelque chose comme l'option que représentait Sanders (je fais référence à lui pour faire court). Ceci implique de prendre chaque mouvement social progressiste, en essayant de séparer ceux qui sont pour les 99% de ceux qui sont pour les 1% – bien sûr c'est rudimentaire, mais l'idée doit être claire – et de les rassembler. Ce qu'on avait avec Sanders, c'était l'idée qu'on pouvait combiner quantité de problématiques matérielles en faveur de la classe laborieuse et des familles de travailleurs : entre autres, établir le Medicare pour tous, démanteler les banques, et assurer la gratuité des études universitaires.

Quand je parle de classe laborieuse, je ne parle pas seulement des hommes blancs. Aux États-Unis, la classe laborieuse compte beaucoup de gens de couleur et de femmes, qui se perçoivent de plus en plus en tant que classe laborieuse. Et donc prenez ces questions, liées à la vie quotidienne, qui peuvent bénéficier aux 99% de la population, et associez-les à des problématiques comme la réforme du système de justice pénale, qui est une question pressante pour les personnes de couleur, aux droits en matière de reproduction, qui sont un problème pressant pour les femmes, et à d'autres questions tout aussi structurelles et matérielles qui sont – bien qu'elles ne devraient pas l'être – perçues comme des questions identitaires. Et donc je pense que le féminisme des 99% est un exemple à suivre pour d'autres mouvements sociaux. Essayons, par exemple, d'avoir un mouvement de défense de l'environnement pour les 99%. Ces courants existent, mais désignons-les vraiment comme des mouvements des 99% et rassemblons-les ainsi de manière claire. ■

Toute correspondance est à adresser à Nancy Fraser <[fraser@earthlink.net](mailto:fraser@earthlink.net)>

# > La crise de la démocratie

**Hauke Brunkhorst**, Université de Flensburg (Allemagne)



Nombre d'analyses sociologiques partent aujourd'hui du constat d'une crise de la démocratie. Flickr/ItzaFineDay. Certains droits réservés.

**A**près un siècle de luttes des classes, de guerres civiles et de révolutions mondiales brutales, sanglantes et acharnées, l'État capitaliste est devenu l'État *cosmopolite* constitué (cf. par exemple les articles 23 à 26 de la Loi fondamentale allemande), *démocratique*, et *social* (cf. les articles 20 à 28 de cette même Loi). Dans les pays du Nord global, la justice est devenue un « concept existant » (Hegel).

Les rapports de production ont été partiellement socialisés, la propriété se retrouvant divisée selon de multiples modalités distinctes englobant le secteur public et le secteur privé. Le capitaliste et le travailleur passaient leurs vacances dans les mêmes stations balnéaires, le premier avec vue sur la mer, le second avec vue sur la rue. Mais il leur fallait nager dans la même eau, jouer sur les mêmes plages et envoyer leurs enfants – et c'est là le point crucial – à la même école publique. Le travailleur conduisait une petite voiture, le patron une grosse voiture, mais l'un comme l'autre se retrouvaient dans les mêmes embouteillages, car il n'y avait pas encore de gratte-ciels avec plateformes d'atterrissage pour les hélicoptères des nantis – ni de tours d'habitation sans protection contre l'incendie pour les pauvres.

Mais la prospérité du Nord s'est faite au prix d'une dévastation du Sud. L'État providence dans ses limites nationales était destiné aux *hommes*, *blancs* et *hétérosexuels*. Pas de justice existante sans une « contradiction existante » (Hegel). La démocratie s'est arrêtée – et elle l'a fait partout – à la « ligne de démarcation de la couleur » et à celle du genre. Depuis les années 1960, de nouveaux mouvements sociaux se sont à maintes reprises élevés contre cela, parvenant avec de plus en plus de suc-

cès à faire avancer les droits de l'homme, les droits civiques pour les personnes de couleur, l'émancipation des femmes, les droits des handicapés, le droit à l'autodétermination sexuelle, la protection de l'environnement et une culture cosmopolite. Lorsque étudiants et travailleurs ont fait cause commune dans le Paris de mai 68, le rêve d'une unification de la *critique artistique* et de la *critique sociale* du capitalisme moderne (Boltanski) semblait enfin devenir réalité. Il devenait réaliste d'exiger l'impossible. Ce qui est venu après, cependant, c'est la récession économique – qui a fait revenir la droite au pouvoir.

## > Des marchés encadrés dans l'État aux États encadrés dans le marché

Les sanglants coups d'État militaires au Chili (1973) et en Argentine (1976), qui ont bénéficié du généreux soutien des pays occidentaux, ont été l'*experimentum crucis*, tandis que les victoires électorales des néoconservateurs en Grande-Bretagne (1979) et aux États-Unis (1981) ont ouvert la voie, l'autodestruction du socialisme bureaucratique (1989) achevant de lever le dernier obstacle qui restait à la mondialisation néolibérale. En l'espace de seulement quelques années, les marchés encadrés dans l'État sont devenus des États encadrés dans le marché. La primauté du droit public a été remplacée par une vaste (et croissante) série de régimes transnationaux relevant du droit privé qui, comme jadis le droit romain, a pour but exclusif de coordonner les intérêts des classes dirigeantes d'un bout à l'autre de l'empire. Le formalisme juridique, qui nous émancipe tous de la règle informelle, a été complété par une loi informelle très changeante, révélant les contours d'un nouvel « État dual » (Fraenkel) reposant à la fois sur une loi écrite formelle et sur un droit dispositif informel.

>>

L'Eurogroupe est une illustration paradigmatique de cela. Réagissant à son exclusion de ce groupe au plus fort de la crise en 2015, le ministre des finances grec posa la question de la justification juridique de cette décision. Le président de l'Eurogroupe chargea ses avocats d'expliquer que le groupe n'avait pas de normes procédurales dans la mesure où il n'avait pas fondamentalement d'existence sur le plan juridique, et que ses membres pouvaient faire pratiquement tout ce qu'ils voulaient, sauf commettre un meurtre.

La capacité économique d'intervention de l'État se heurte à la conformité imposée avec les règles du marché, tandis que son pouvoir organisationnel et ses forces de police restent intacts afin de remplir efficacement leur rôle d'« équipe de maintenance de l'usine », assurant par là la continuation de « l'ordre général du marché » tout en étant fermement « encasté » dans son pouvoir (Hayek). L'encastrement dans le marché mondial permet aux investisseurs de pouvoir sélectionner librement leurs pays, tandis que les États, à l'inverse, ne peuvent pas choisir leurs investisseurs et se voient par conséquent entraînés dans une course implacable vers le bas pour offrir des conditions de production attractives. Résultat, les différences sociales entre les classes, les nations, les nationalités et les générations sont portées à des niveaux vertigineux.

Le football est à beaucoup d'égards le reflet de la société en général. Si en 1985 les joueurs professionnels de la *Premier League* anglaise gagnaient deux fois plus que le supporter ordinaire, ils gagnent désormais 200 fois plus. Cette hausse des revenus des joueurs s'est accompagnée d'une hausse du prix des billets pour assister aux matchs. Les supporters de longue date, se retrouvant dans l'incapacité de s'aligner sur ces hausses, ont dû renoncer et rester à l'écart de stades dont les gradins se remplissaient de gens qui gagnaient plus d'argent. On trouve le même scénario en dehors des stades : les personnes issues des quartiers en déshérence, qui ne parviennent plus à intégrer la nouvelle société, sombrent dans l'apathie politique, l'alcool et la prostitution liée à la consommation de stupéfiants. Le taux de participation aux élections y est inférieur à 30% alors qu'il s'élève à plus de 90% dans les beaux quartiers, alimentant l'illusion de ces derniers d'être à la pointe du progrès. Et même si les progrès, une fois de plus, s'avèrent être largement en deçà de ce qu'ils paraissent au départ, leur portefeuille n'en reste pas moins bien garni. Naturellement, les partis de gauche, qui ne cessent de perdre des électeurs, s'orientent à chaque élection un peu plus à droite – comme on peut s'y attendre dans une économie de marché dont l'évolution est fondée sur une rivalité sans limite.

### > Les inégalités sociales à l'origine des inégalités politiques

Les principales réalisations des féministes et des tenants du multiculturalisme, qui ont permis de mettre fin à des

rapports de domination vieux de plusieurs décennies, sont en train de perdre leur « valeur équitable » (Rawls). La femme, qu'elle soit chômeuse, juive, lesbienne ou noire anciennement déclarée coupable, ne peut plus abandonner les « liens de sang » (Marx) qui la lient à son ghetto d'origine – où elle est exposée à tous les préjudices antisémites, homophobes et misogynes possibles dans la même mesure où elle est confrontée au sexisme et aux violences de la police et des gangs masculins.

Si les campagnes électorales n'offrent que des alternatives *techniques* caractérisées par différentes stratégies microéconomiques d'ajustement au marché mondial, plutôt que des alternatives *politiques* à l'économie de marché néolibérale, alors la démocratie cesse d'exister.

La « brillante détresse » (Kant) des centres commerciaux révèle son aspect le moins brillant et le plus terrible dans le désert libyen, en pleine mer, et dans les camps qui longent les frontières méridionales. Dans l'ancien camp de réfugiés de Moria situé sur l'île grecque de Lesbos, désormais converti en centre de déportation, l'Union européenne est en train de sacrifier ce qu'elle prétendait défendre. « L'espace de liberté, de sécurité et de justice » (article 4 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, ci-après TFUE), « dans le respect des droits fondamentaux » (article 67, TFUE), garantissant le « droit d'asile » international (article 18 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE) et « le respect du principe de non-refoulement » (article 78, TFUE), où le « racisme et la xénophobie » sont prévenus et combattus (article 67, TFUE), est converti en droit concret moyennant trois niveaux de frontière différents dans le camp absolument surpeuplé, sous-approvisionné en services médicaux et scandaleusement insalubre de Moria à Lesbos : la première frontière est constituée par le mur de briques qui entoure le camp de détention qui abrite les demandeurs d'asile déboutés et les nouveaux arrivants destinés à être rapatriés illégalement ; la deuxième frontière, matérialisée par des barbelés, des miradors et des gardes armés, enferme l'enceinte des installations pour les réfugiés, avec le camp de détention au centre ; la troisième frontière est constituée par la mer, et l'île que personne n'est autorisé à quitter. En raison de la mer, qui protège la nature même de nos marchés, la frontière devient un élément de droit naturel. Quiconque débarque est détenu, comme si fuir était un délit. Comme l'a fait remarquer Carolin Wiedemann, « des endroits comme Moria sont planifiés un peu partout dans l'Union européenne. Ils sont censés s'appeler des « centres contrôlés » [en allemand, *Kontrollierte Zentren*]. On voudrait éviter de penser à l'abréviation correspondante qui pourrait être utilisée [NdT : en allemand, KZ correspond à l'abréviation pour « camp de concentration »] ». ■

Toute correspondance est à adresser à <[brunkhorst@uni-flensburg.de](mailto:brunkhorst@uni-flensburg.de)>

# > La montée du capitalisme autoritaire

Christian Fuchs, Université de Westminster (Royaume-Uni)

Ces dernières années, la politique d'extrême droite a étendu et renforcé son emprise. Nous avons Donald Trump (Parti républicain) aux États-Unis, Viktor Orbán (Fidesz) en Hongrie, Heinz-Christian Strache (Parti de la liberté, FPÖ) en Autriche, Geert Wilders (Parti pour la liberté) aux Pays-Bas, Narendra Modi (Bharatiya Janata Party) en Inde, Recep Tayyip Erdoğan (AKP) en Turquie, le parti AfD (Alternative pour l'Allemagne) en Allemagne, Jarosław Kaczyński (Droit et justice, PiS) en Pologne, Marine Le Pen (Front National) en France, la Lega (ex-Ligue du Nord) en Italie, Vladimir Poutine (Front populaire panrusse) en Russie, etc. Quelle est la meilleure manière de caractériser cette évolution ? Quelles sont pour cela les catégories sociologiques les mieux adaptées ?

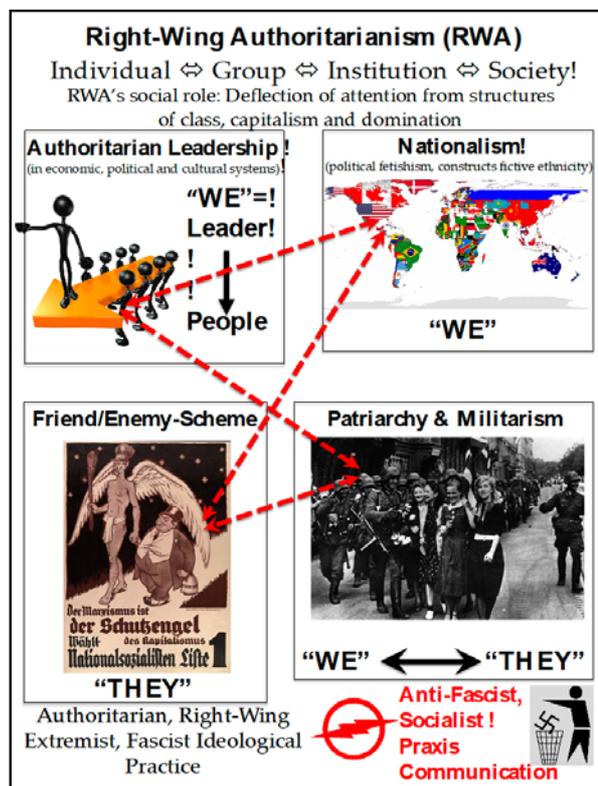
Tout d'abord, il semble pertinent d'utiliser le terme de populisme. Jan-Werner Müller (2017) a récemment réactualisé ce terme dans son livre *What Is Populism?* [Qu'est-ce que le populisme ?], dans lequel il définit le populisme comme une certaine « *vision moralisatrice de la politique*, une façon de percevoir le monde politique qui oppose un peuple moralement pur et et parfaitement homogène [...] à des élites jugées corrompues ou en quelque sorte inférieures au plan moral. [...] Les populistes sont toujours antipluralistes : ils prétendent qu'eux, et eux seuls, représentent le peuple. » Il note également que le populisme est « une politique identitaire fondée sur l'exclusion » qui représente « un danger pour la démocratie » et vise à « supprimer la société civile ».

Ce type d'approche range dans une seule et même catégorie Syriza, Evo Morales, Podemos ou Bernie Sanders à gauche et Donald Trump, Geert Wilders ou Marine Le Pen à droite. Le résultat est que, tout comme dans la théorie du totalitarisme, la droite radicalisée est comparée à la gauche, les dangers de la première étant par conséquent banalisés. Pour Müller, Donald Trump et Bernie Sanders sont tous deux populistes. Bernie Sanders n'est certainement pas un homme politique conventionnel, mais à la différence de Trump, son engagement démocratique ne fait aucun doute.

Dans mon livre publié en 2018 *Digital Demagogue: Authoritarian Capitalism in the Age of Trump and Twitter* [Le démagogue numérique : Le capitalisme autoritaire à l'ère de Trump et de Twitter], j'adopte une approche différente, qui combine économie politique critique, critique idéologique et psychologie critique. L'autoritarisme de droite (*right-wing authoritarianism* en anglais, ou RWA) articule quatre éléments (voir Figure 1) : la croyance en la néces-

sité d'un leader charismatique ; le nationalisme ; l'opposition amis/ennemis ; et le patriarcat militant (politiques de maintien de l'ordre public, idéalisation de la guerre et des soldats, répression à l'encontre d'ennemis construits, conception conservatrice des relations hommes-femmes). Le RWA a pour but idéologique de détourner l'attention du rôle des structures de classe et du capitalisme en tant que fondements et causes des problèmes sociaux. Les réfugiés, les immigrants, les pays en développement, les musulmans, etc. servent de boucs émissaires, rendus responsables de problèmes comme le chômage, les bas salaires, la stagnation économique, la dégradation des services publics, la crise du logement et la criminalité. Trump rejette sur le Mexique et la Chine la responsabilité de la désindustrialisation et du déclin social des États-Unis, sans jamais mentionner que le capital américain exploite des travailleurs tant aux États-Unis que dans les pays où ce capital est externalisé, y compris dans les ateliers clandestins chinois et les *maquiladoras* du Mexique.

Figure 1 : Un modèle d'autoritarisme de droite



Source: C. Fuchs, 2018.

Le RWA n'est ni une forme de prise de conscience, ni une structure, ni un type de société. C'est un processus qui peut se produire à différents niveaux de la société : au niveau individuel (personnalité autoritaire, prise de conscience, comportement politique individuel), au niveau des organisations et mouvements politiques, au niveau idéologique, au niveau des institutions, au niveau de la société dans son ensemble. L'extrémisme de droite et le fascisme sont des formes amplifiées de RWA qui tolèrent ou défendent activement la violence physique et la terreur comme moyens politiques.

Les explications culturalistes de la montée du RWA prétendent que le développement d'une société « post-matérialiste » a créé un fossé entre les générations, la génération plus âgée prônant des valeurs conservatrices et regrettant un passé révolu. Pourtant, l'hypothèse post-matérialiste ne permet pas par exemple d'expliquer pourquoi, lors des élections législatives de 2017 en Autriche, l'extrême droite est arrivée en tête chez les 16-29 ans (30%) alors qu'elle n'est arrivée qu'en troisième position chez les électeurs de plus de 60 ans.

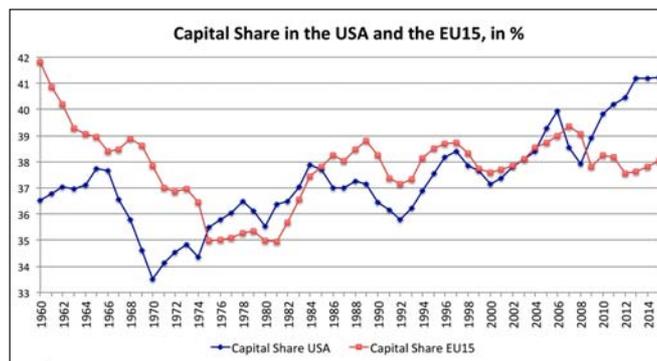
Une autre explication consiste à prendre en considération l'économie politique. À cet égard, l'analyse critique du théoricien politique Franz L. Neumann dans son essai « [Anxiety and Politics](#) » de 1957 est bénéfique. Selon lui, la montée de l'autoritarisme de droite serait liée à l'aliénation des travailleurs (voir Figures 2 et 3), à la concurrence destructrice, à l'aliénation sociale génératrice d'une peur du déclin social, à la désaffection à l'égard de la politique, des politiciens et des partis politiques, et à l'institutionnalisation de l'anxiété par des groupes d'extrême droite qui alimentent les peurs et favorisent la stratégie politique du bouc émissaire.

**Figure 2 : La part des salaires dans le PIB aux États-Unis et dans l'UE au fil des années**



Source des données : AMECO.

**Figure 3 : La part du capital dans le PIB aux États-Unis et dans l'UE au fil des années**



Source des données : AMECO.

Le capitalisme autoritaire est le résultat de la dialectique négative du capitalisme néolibéral. La contradiction entre liberté du marché et liberté sociale s'est traduite par des inégalités croissantes et des crises qui, après le krach de 2008, ont acquis un caractère nouveau. La bourgeoisification et la néolibéralisation de la social-démocratie, la faiblesse de la gauche, ainsi qu'une politique identitaire postmoderniste qui a sous-estimé l'importance de la politique de classe et de l'analyse de classe, ont exacerbé la montée de l'extrême droite et du capitalisme autoritaire. Le capitalisme néolibéral a abouti à l'universalisation de l'aliénation. Comme Harvey, Hardt, Negri et moi-même l'avons soutenu [par ailleurs](#), le néolibéralisme a entraîné la marchandisation de pratiquement tout, de sorte que nous avons connu une « accumulation par dépossession » primitive continue et une réelle subsumption de la société au capital. Selon les mots de David Harvey : « L'aliénation généralisée a engendré les mouvements Occupy aussi bien que le populisme de droite et les mouvements nationalistes et racistes sectaires. Donald Trump est le président de l'aliénation. » ■

Toute correspondance est à adresser à <[christian.fuchs@triple-c.at](mailto:christian.fuchs@triple-c.at)>

# > D'une citoyenneté ethnicipisée à une citoyenneté illégitime

**Andrea Silva-Tapia**, Université Humboldt de Berlin et Université Justus Liebig de Giessen (Allemagne)

## > Citoyenneté et construction de l'État-nation dans un monde encore colonial

Le concept de citoyenneté est ambigu, ce qui explique que sa signification fasse l'objet d'un large débat. Alors que pour certains, le terme désigne un statut purement juridique conféré par la nationalité ou le pays d'appartenance, pour d'autres, il évoque une forme d'identité. Si l'on prend en compte diverses définitions et l'opinion de différents auteurs tels que T.H. Marshall, Margaret Somers, T.K. Oommen, Engin F. Isin ou Patricia K. Wood, on pourrait décrire la citoyenneté comme une forme moderne d'appartenance à un espace politique et géographique. Le concept de citoyenneté exprime par conséquent l'appartenance *juridique* et *symbolique* à un État-nation. Cette définition semble simple, mais elle devient plus complexe dès lors que l'on considère le contexte historique dans lequel le concept de citoyenneté est apparu.

Sous sa forme moderne, la citoyenneté s'est développée en même temps que l'État-nation. La citoyenneté est un concept à la fois lié à la modernité, à la construction de l'État-nation et au sentiment d'appartenance. Il faut pour cela remonter à l'idée d'un État-nation à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, telle qu'elle s'est exprimée dans les révolutions française et américaine et lors de l'indépendance des anciennes colonies – qui ont suivi le même modèle de construction de l'État-nation. L'État-nation moderne a été défini comme un État indépendant, doté d'une constitution écrite, et gouverné au nom de citoyens égaux. Le principe de légitimité est ainsi passé de la monarchie (de droit divin) à la représentation d'une nation de citoyens

égaux. Or ces concepts de citoyenneté et d'État-nation sont fondés sur une manière particulière (eurocentrique) de construire un État-nation, où la colonialité a fortement joué, et joue encore.

La citoyenneté illégitime est une autre façon de désigner une citoyenneté coloniale insérée dans notre système-monde actuel, un système-monde patriarcal, eurocentrique et centré sur le christianisme. Ce système-monde colonial est fondé sur des hiérarchies raciales/ethniques globales qui déterminent quels groupes méritent le prestige et quels groupes ne le méritent pas. D'après Anja Weiss, on peut parler de racisme « lorsqu'un marqueur stable et durable prétend rendre visible une altérité présumée et a des répercussions sur les classifications, les pratiques et les institutions sociales de façon à accorder moins de droits aux groupes de cette catégorie – que ce marqueur renvoie à une différence biologique ou à toute autre différence établie ». Cette citoyenneté ethnicipisée ou racialisée affecte non seulement les populations indigènes et les minorités ethniques du monde entier, mais aussi les migrants qui sont victimes d'un processus d'ethnicipisation/racialisation, comme dans le cas des Turcs en Allemagne ou des Latino-Américains aux États-Unis. Ce processus d'ethnicipisation signifie qu'un groupe donné est dévalorisé et considéré comme un groupe homogène en raison de ses caractéristiques raciales ou culturelles.

Dans l'idée de l'État-nation inclus dans un système-monde eurocentrique, la nation est le fondement sur lequel les États modernes sont construits, et la base de leur légitimité. Le rapport entre nation et États modernes semble

>>

## “**Le citoyen racialisé, le citoyen illégitime, est toujours décrit comme faisant partie d'un groupe et jamais en tant que sujet individuel autonome**”

évidente et n'est généralement pas remise en question dans notre vie quotidienne. Nous employons souvent les termes « nation », « État » et « pays » de manière interchangeable. Parfois, nous considérons même la citoyenneté comme un synonyme de tous ces termes.

### > **Des citoyens légitimes, et des citoyens illégitimes**

Les personnes qui font partie de la nation en tant que groupe culturel homogène sont considérées comme des citoyens légitimes, tandis que les citoyens ethnicisés sont considérés comme des citoyens illégitimes. Ces derniers sont perçus comme des citoyens du pays mais pas comme des citoyens légitimes ou « véritables ». Cette illégitimité liée à l'ethnicisation et à la dévalorisation raciale est un type spécifique d'inégalité qui porte atteinte à la dignité des personnes et aux possibilités qui leur sont offertes, et qui conduit à la discrimination et à l'humiliation. Si cette inégalité a commencé comme une inégalité de citoyenneté avec la naissance de l'État-nation, elle obéit cependant à des classifications et des structures qui sont antérieures (avant l'État-nation ou l'époque coloniale). Les architectes de l'État-nation et les chefs de file de mouvements pour l'indépendance ont favorisé une identité nationale homogène qui a laissé de côté de nombreuses particularités, comme ce fut le cas pour les Mapuches (un peuple autochtone du Chili) ou les habitants du Nord-Est en Inde (qui représentent plusieurs groupes ethniques différents mais qui font l'objet de stéréotypes et sont exclus de manière très similaire) et comme c'est le cas aujourd'hui pour les migrants ethnicisés (tels que les migrants turcs en Allemagne). Les Mapuches au Chili et les habitants du Nord-Est en Inde vivent dans des régions moins industrialisées, où les possibilités d'emploi et d'éducation sont également moins nombreuses. Les deux groupes sont en conflit avec l'État et la police (et même avec l'armée dans le cas des habitants du Nord-Est de l'Inde), et leur identité se trouve confrontée à l'identité nationale hégémonique. Les habitants du Nord-Est de l'Inde se heurtent également aux violences et au harcèlement du reste de la population, surtout lorsqu'ils quittent le Nord-Est et migrent vers des villes comme Delhi, Mumbai ou Bangalore.

Les citoyens légitimes et les citoyens illégitimes constituent deux types de citoyens, malgré la reconnaissance

légitime des deux. Mais la dimension d'appartenance n'est reconnue que pour les premiers, reléguant les seconds au second plan. Quelque chose fait « défaut » aux citoyens illégitimes, leur culture et leur comportement sont jugés incomplets, ce qui entraîne des discriminations et des humiliations qui sont invisibles pour le reste de la société.

### > **Les conséquences pour la démocratie**

La citoyenneté est un concept qui fait référence à des individus, mais lorsqu'elle est racialisée ou ethnicisée, l'individualité des sujets disparaît. Le citoyen racialisé, le citoyen illégitime, est toujours décrit comme faisant partie d'un groupe (« les immigrants », « les Arabes », « les musulmans », « les indigènes », « les Indiens du Nord-Est ») et jamais en tant que sujet individuel autonome. Cette individualité est réservée aux Blancs. Dès lors, les échecs d'un Européen blanc ou d'une personne d'ascendance européenne sont attribués à des erreurs individuelles ; ils ont le privilège d'être des citoyens à titre individuel. C'est ce qui a été théorisé comme le « privilège blanc ». En revanche, les échecs du sujet colonial, les erreurs du citoyen illégitime, sont attribués à sa culture, sa nation, sa race, son origine ethnique, mais jamais à l'individu en tant que citoyen autonome. Les citoyens illégitimes sont toujours prisonniers de leur appartenance ethnique et de leur race, ce qui n'est pas le cas des personnes qui jouissent du privilège d'être blanc. Le privilège blanc opère comme un dispositif invisible ; l'appartenance ethnique et la race des privilégiés ne sont jamais mentionnées ou reconnues. Le privilège blanc n'existe pas, ce qui fait d'autant ressortir la liberté de chaque individualité. Les réussites et les échecs des privilégiés sont considérés comme des réalisations individuelles et non comme relevant de leur appartenance ethnique ou raciale.

Ne pas reconnaître l'expérience de certains groupes peut provoquer des conflits et même des violences si leurs revendications ne sont pas prises au sérieux. Dans notre monde d'aujourd'hui, il n'est plus possible de considérer les États-nations comme étant culturellement, racialement ou ethniquement homogènes. Écouter ceux qui ont été réduits au silence est une dette historique qui doit être acquittée en vue de consolider la démocratie. ■

Toute correspondance est à adresser à Andrea Silva-Tapia  
<[andrea.silva-tapia@sowi.uni-giessen.de](mailto:andrea.silva-tapia@sowi.uni-giessen.de)>

# > L'illusion de la démocratie en Afrique du Sud

Hlengiwe Ndlovu, Université du Witwatersrand (Afrique du Sud)



Le livre [Rioting and Writing](#), issu du mouvement #FeesMustFall, réunit des articles rédigés par des militants étudiants. Copyright : SWOP.

Ces dernières années, l'Afrique du Sud a été, sur le plan du militantisme, le théâtre d'un mouvement étudiant sans précédent, sans doute depuis le soulèvement des écoliers de Soweto en 1976. Le mouvement #FeesMustFall [« les frais universitaires doivent baisser »] a vu le jour en 2015 et s'est poursuivi en 2016. Les revendications concernaient l'accès à une éducation gratuite et de qualité, ainsi que la transformation et la « décolonisation » des établissements d'enseignement supérieur. Le mouvement, qui s'est étendu à toutes les universités publiques, s'est caractérisé par une alliance unique entre les étudiants et les travailleurs externalisés des universités. À l'origine de ces luttes, il y a la prise de conscience des échecs de la démocratie et du caractère illusoire de l'idée d'une « nation arc-en-ciel » vendue aux Sud-Africains après 1994.

Si le concept de démocratie connaît diverses interprétations – qui incluent des gouvernements démocratiquement élus, des élections libres et régulières et l'exercice de divers droits humains et individuels –, pour de nombreux Sud-Africains, le sens de la démocratie reste profondément lié à l'exclusion historique de la population majoritaire. Outre des siècles d'esclavage et de colonialisme, il y a eu 46 ans de lutte contre un système d'apartheid raciste qui a délibérément ségrégué et exclu les Noirs des espaces socioculturels et des opportunités économiques. Les Sud-Africains noirs étaient impatients de voir se concrétiser la démocratie. Mais surtout, l'idée d'une « nation arc-en-ciel » – telle que l'avait imaginée l'une des grandes figures de la lutte anti-apartheid, l'évêque Desmond Tutu – semblait indiquer qu'avec la disparition de l'apartheid, les Sud-Africains jusque-là divisés sur la base de critères raciaux deviendraient une seule nation offrant l'égalité des chances au plan socio-économique et culturel.

>>

La lutte menée par le mouvement #FeesMustFall vise à faire prendre conscience que la démocratie était une farce et la nation arc-en-ciel un mythe. Bien que la plupart des institutions historiquement blanches, notamment l'Université du Witwatersrand (Wits) et l'Université du Cap (UCT), se targuent d'avoir transformé la population étudiante en augmentant le nombre d'étudiants noirs, la réalité est toute autre. Ces deux universités figurent toujours parmi les plus chères du pays et se caractérisent par une violence culturelle et épistémique profondément enracinée. En outre, si le nombre d'étudiants noirs a augmenté, les établissements d'enseignement supérieur n'en continuent pas moins d'exclure systématiquement les étudiants issus de milieux défavorisés au plan social, géographique, culturel et économique.

En Afrique du Sud, on s'attendait à ce qu'après 1994, les catégories de la population auparavant exclues bénéficient des apports de la démocratie ; le principal parti de libération, le Congrès national africain (ANC), avait pour slogan « une vie meilleure pour tous ». Les gens s'attendaient à ce que leur vie s'améliore dans tous les domaines – y compris l'accès à une éducation gratuite de qualité comme le proposait la Charte de la liberté, l'accès à un logement décent, à l'eau, à l'électricité, à l'emploi et à l'assainissement – comme énoncé dans le document d'orientation du Programme de reconstruction et développement (RDP). Les vagues de protestations autour de l'accès aux services publics qui ont agité les townships noirs après 1994, les violents conflits du travail comme celui qui s'est achevé par le massacre de Marikana en 2012, ou encore les manifestations du mouvement #FeesMustFall démontrent l'incapacité de l'État sud-africain à fournir les résultats escomptés de la démocratie.

On ne peut cependant pas isoler les universités sud-africaines de ce qui se passe dans la société en général. Pour mieux comprendre la crise démocratique après 1994, il est important de réexaminer la façon dont a été négociée la transition vers la démocratie en Afrique du Sud, à l'instar d'autres indépendances négociées à travers l'Afrique. La négociation a simplement consisté en un repositionnement stratégique des parties prenantes sous couvert d'une tentative désespérée pour parvenir à une « transition pacifique ». De ce fait, les Sud-Africains noirs n'ont obtenu que le pouvoir politique d'exercer leur droit de vote et d'organisation – un droit qui continue d'être menacé par la violence étatique dans l'Afrique du Sud post-apartheid. D'autre part, le pouvoir économique et les ressources stratégiques telles que les terres, les banques et les mines sont restés aux mains des anciens propriétaires, perpétuant ainsi la domination d'un système suprémaciste blanc qui continue d'exclure des rouages économiques

près de 80% de la population noire. Dès lors, il devient impossible de parler de démocratie dans l'Afrique du Sud de l'après-1994 sans aborder la question des inégalités économiques structurelles.

Le mouvement #FeesMustFall est né d'une volonté de regarder en face les problèmes d'exclusion et d'exiger l'égalité d'accès à une éducation gratuite de qualité ainsi que la transformation et « décolonisation » des programmes d'études et de la culture à l'université. Il est intéressant de noter que des universités traditionnellement noires comme, entre autres, l'Université de Fort Hare (où beaucoup de grandes figures de la lutte africaine ont fait leurs études), ont été engagées dans cette lutte depuis le début. Cependant, il a fallu l'intervention d'un autre phénomène – la vision romanesque des universités historiquement blanches véhiculée par les médias suprémacistes blancs sud-africains – pour que cette lutte attire l'attention à l'international, où elle a été présentée comme ayant débuté à l'Université Wits. Qui plus est, le mouvement #FeesMustFall a émergé quelques mois après que le mouvement #RhodesMustFall (« Rhodes doit tomber ») à l'Université du Cap avait déjà soulevé le problème de la transformation et de la décolonisation des programmes d'études universitaires et du système d'enseignement supérieur en général. Inextricablement liées au projet de décolonisation, ces luttes se sont intégrées dans la critique d'un projet global de commercialisation et de marchandisation des universités au détriment du progrès ontologique et épistémologique.

Bien que les institutions traditionnellement blanches affirment que leur population étudiante a été transformée, une exclusion structurelle systématique continue d'appliquer les inégalités selon des critères raciaux. Le montant exorbitant des frais d'inscription signifie que ceux qui peuvent se permettre de les payer – essentiellement des étudiants blancs favorisés et quelques Noirs issus des classes moyennes – auront accès à l'université tandis que la majorité des jeunes Noirs en sont systématiquement exclus – ce qui va à l'encontre de l'idée de nation arc-en-ciel. De surcroît, le personnel des universités – à la fois international et sud-africain – reste blanc, tandis que les programmes d'études restent majoritairement eurocentriques. Tout cela contribue à créer un décalage et des conflits culturels. L'échec de la plupart des enseignants à adopter des méthodes afrocentrées de production des connaissances ontologiques et épistémologiques continue de représenter un défi pour la majorité des étudiants noirs des townships pauvres.

Au départ, le mouvement #FeesMustFall est apparu pour dénoncer les défaillances d'une démocratie qui n'a

pas su se transformer en une réalité concrète et réaliser le rêve d'une nation arc-en-ciel. Bien que le mouvement ait constitué une importante remise en cause des universités et de l'État, il n'a pas été exempt de contestations internes. Au début, le mouvement se caractérisait par une unité entre les différentes orientations politiques, races et classes sociales. Mais dès le début, il a souffert d'un manque de démocratie interne sur les questions idéologiques et de genre. Bien que le mouvement ait été lancé par des femmes, il y a eu une prise de pouvoir délibérée par des camarades masculins pour dominer la lutte et décrédibiliser les femmes et les personnes qui ne se conforment pas à un genre. Mais les femmes du mouvement #FeesMustFall étaient déterminées à ne pas reproduire le système patriarcal qu'elles combattaient. Cela a divisé le mouvement, car beaucoup ont accusé les voix dissidentes d'être clivantes. De plus, l'État et les universités sont devenus très répressifs et violents. La police anti-émeute a été déployée dans tous les campus et a été autorisée à un usage extrême de la force. Des militants étudiants ont été pris pour cibles, arrêtés, et pour certains, exclus

de l'université. Étant donné la nature répressive de l'État antidémocratique, le mouvement a dû battre en retraite et explorer d'autres moyens de faire avancer la lutte.

Le mouvement #FeesMustFall se trouve actuellement dans une impasse. Des militants étudiants languissent toujours en prison, et d'autres sont en cours de procès. Bien que l'État sud-africain progresse dans la mise en œuvre de l'éducation gratuite pour les pauvres, la lutte pour un enseignement de qualité gratuit et décolonisé se poursuit. La démocratie reste un événement qui a eu lieu dans les rues d'Afrique du Sud dans les années 1990 et qui s'est achevé avec la libération de Nelson Mandela, figure emblématique de la lutte, et d'autres prisonniers politiques de Robben Island. Pour la majorité des Sud-Africains, la démocratie reste une illusion et la nation arc-en-ciel un mythe. Pour les militants du mouvement #FeesMustFall, la lutte continue, et pour les femmes et autres groupes marginalisés, la démocratie reste une lutte pour les siècles à venir. ■

Toute correspondance est à adresser à Hlengiwe Ndlovu  
<[hlengiep@gmail.com](mailto:hlengiep@gmail.com)>

# > La démocratie à Athènes

Gerassimos Kouzelis, Université d'Athènes (Grèce)



Manifestations anti-austérité, devant le Parlement grec.  
Flickr/konterz. Certains droits réservés.

**P**arler aujourd'hui de démocratie directe peut sembler insensé dans la mesure où son potentiel d'application réel est extrêmement limité. L'idée d'un véritable contrôle démocratique en dehors du Parlement, telle qu'on la trouve dans des écrits récents, apparaît comme une revendication radicale et même utopique. Comment le *demos*, le peuple, peut-il jouer le rôle d'arbitre et exercer un pouvoir et un contrôle dans un régime où les conditions sont dictées par des acteurs extérieurs – des organisations internationales qui ne sont pas démocratiques ? La situation en Grèce, soumise à des « mémorandums d'entente », n'est pas une situation dans laquelle la démocratie peut fonctionner. Le Parlement – les représentants du peuple – ne peuvent pas agir de manière autonome ; leurs décisions sont largement prédéterminées.

Le fait que la souveraineté nationale soit partiellement compromise, de même que le droit du Parlement de prendre des décisions autonomes, est le produit (que beaucoup estiment justifiable) d'une crise considérée comme étant de nature fiscale et qui a eu des incidences financières : la crise de la dette grecque. La crise qui a forcé l'austérité et compromis la souveraineté nationale est certes fiscale – l'économisme dominant a raison sur ce point – mais elle l'est pour des raisons aussi bien sociopolitiques qu'idéologiques. Son potentiel aussi bien que sa nécessité sont le résultat de la neutralisation d'un État social (ou Providence) régulateur, de la prédominance d'une idéologie libérale dévastatrice en l'absence d'opposants, de la restructuration politiquement et socialement incontrôlée des relations entre plusieurs secteurs de l'économie, et surtout de la consolidation du capital et de l'organisation d'un bloc

d'influence économique. Ainsi, une corrélation spécifique entre ces forces a permis, alimenté, et exploité la crise.

Bien que l'expression « domination néolibérale » soit plutôt simpliste, elle est utile pour montrer comment le déclin de la démocratie s'est, dès le départ, accompagné d'un discours (celui du « néolibéralisme ») qui exprime, légitime et élargit cette forme de domination. En particulier dans le cas de la crise grecque, la déconstruction en profondeur de la démocratie apparaît clairement comme la froide et dure *réalité* du néolibéralisme. L'ensemble des développements associés à la prédominance de ce discours, les conditions de son articulation ainsi que ses conséquences, la dynamique de la reproduction capitaliste ainsi que les orientations à court terme imposées, tout se recoupe pour renforcer l'*autoritarisme social*.

J'énumère ci-dessous plusieurs caractéristiques dont on a beaucoup parlé concernant la période 2010-2015 qui a précédé les changements politiques :

- Un pouvoir économique considérablement renforcé qui intervient, bien au-delà de la production, dans la sphère de l'organisation sociale – un phénomène qu'illustrent le type et l'ampleur des scandales qui imprègnent « l'élite », et qui conduit à entremêler intérêts économiques et intérêts politiques.
- La commercialisation intégrale des médias et des pratiques culturelles (en particulier, médias monopolistiques et groupes de presse organisés sur des bases partisans).
- Le déclin, et la reconstruction à la manière du marketing d'entreprise, des processus de représentation politique (les partis, « transcendant » la politique, étant proposés

>>

comme des produits commerciaux et représentés par des « stars » de la télévision).

- La prédominance d'une logique qui a imposé comme principe directeur une ligne de conduite sans visibilité concernant la circulation des biens (« le marché montre la voie »).
- Le processus imposé de « gestion de la démocratie » mis en œuvre au cours d'un processus d'expansion constante du pouvoir exécutif et, en partie, du pouvoir judiciaire, au détriment du législatif (au moyen de décisions ministérielles prises sans l'approbation du Parlement, et d'interventions judiciaires qui étaient de nature politique et à la limite de l'arbitraire).
- La déstabilisation de la souveraineté de l'État tant au sein de la structure sociale à l'échelle nationale que dans ses liens au niveau international (en se prévalant de façon récurrente des « exigences de la Troïka »).
- La création d'îlots inaccessibles au contrôle démocratique, à l'écart de la publicité et invisibles pour le Parlement lui-même, comme le domaine de la politique fiscale et monétaire, mais aussi une grande partie de ce qui a été décidé à Bruxelles (établissant de fait un « état d'exception »).

Lorsque le changement politique s'est produit en 2015, certaines de ces caractéristiques ont également changé. Ainsi, l'objectif ferme et explicite de renforcer les processus démocratiques – une option politique essentielle pour Syriza – a permis d'inverser la tendance résumée dans le dernier point, en rétablissant en grande partie, mais pas complètement, le pouvoir du Parlement, sachant que la plupart des décisions sont encore dictées par des organes externes ou liées à des engagements envers ce qu'on appelle maintenant les « institutions ».

Surtout, cette nouvelle situation politique a limité l'évolution jusque-là incontrôlée de mesures dangereusement renforcées de sécurité, de surveillance, et de répression autoritaire par des forces de l'ordre qui ont ouvertement coopéré avec les groupes néonazis et ont permis à la société de développer des réflexes démocratiques. La démocratie au niveau de la vie sociale et politique de tous les jours est redevenue « normale ».

Il reste cependant deux domaines dans lesquels le discours néolibéral continue de d'imposer ses conditions, ce qui rend plus difficile l'efficacité de la politique de relance. Le premier domaine touche à la définition cynique de la réalité comme un ensemble de données fiscales, un ensemble complexe d'éléments que « le peuple » ne peut ni appréhender ni juger et qui est, en tant que tel, fondamentalement incontrôlable et échappe à la responsabilité de toute planification démocratique ou décision collective. Le deuxième domaine est la déconstruction de la sphère publique et, partant, l'impossibilité pour l'opinion publique de se fonder sur un jugement sûr. Le discours dominant des médias contrôlés par un petit nombre continue d'être la

norme qui impose sa « construction de la réalité », malgré les changements intervenus sur la scène politique, tandis que la consultation et l'échange d'arguments se font rares.

L'incapacité à inverser la dynamique dans ces deux domaines nous rappelle que la déconstruction des processus démocratiques n'est pas tant liée à la gestion néolibérale de la crise qu'à des aspects de l'organisation sociale qui doivent être reconnus comme « systémiques » et qui ont été recensés comme des éléments de la crise démocratique actuelle.

D'un autre côté, la situation a évolué en ce qui concerne le discours le plus notoire consistant à justifier la réduction de la démocratie au nom de la crise économique, à savoir la rhétorique d'une limitation « nécessaire » des droits. Il ne s'agissait pas seulement des droits sociaux, *mais aussi* – comme l'ont montré la crise des réfugiés et la manipulation terroriste des revendications d'expression publique (élections et référendums) – des droits politiques. Pendant les cinq premières années de la crise, les gouvernements successifs ont procédé à une réduction radicale des droits sociaux (travail, protection sociale, santé) et ont également rejeté les revendications politiques (de contrôle et d'expression de l'opinion publique), cultivant l'idée que tout cela était du « luxe » dans un contexte de pénurie économique. Le nouveau gouvernement, en donnant la priorité au principe démocratique de solidarité, jusqu'alors oublié, a démontré que la crise n'était qu'un prétexte.

Là où les choses n'ont pas suffisamment évolué et où la crise continue d'opérer, à la fois idéologiquement et substantiellement, c'est dans tout ce qui touche à l'organisation de la vie des citoyens, en ce qui concerne leurs perspectives, leurs façons de voir les choses et leurs espoirs pour l'avenir de leur famille et de leur communauté aussi bien que le leur. Il s'agit là d'un point essentiel dans la mesure où le manque de perspective alimente les attitudes totalitaires et antidémocratiques.

Le pouvoir des forces néonazies constitue une menace. Il se développe en effet dangereusement et, phénomène nouveau en Grèce, se manifeste et s'organise politiquement sous la forme du « racket » caractéristique d'une économie parallèle, et de la délinquance au quotidien. Le discours de certaines forces politiques qui alimente le nationalisme et le populisme, et même certains aspects du discours néolibéral dominant concernant les profits et le pouvoir (« personnalités fortes » et « prise de décision efficace », au mépris des règles institutionnelles et des contraintes « bureaucratiques ») ont joué un rôle très négatif, dérivant trop souvent non seulement vers une rhétorique vide, mais même vers une rhétorique de tolérance à l'égard de la « politique » des gangs. La démocratie, actuellement affaiblie, exige donc de la vigilance. ■

Toute correspondance est à adresser à Gerassimos Kouzelis  
<[gkouzelis@pspa.uoa.gr](mailto:gkouzelis@pspa.uoa.gr)>

# > Médias sociaux et démocratie, une arme à double tranchant ?

**Haryati Abdul Karim**, Université malaysienne de Sabah (Malaisie)



*Les téléphones portables et les médias sociaux font désormais partie intégrante de l'activisme politique. Flickr/Sakuto. Certains droits réservés.*

**P**armi les répercussions les plus profondes des médias sociaux sur la société, on peut sans aucun doute signaler à quel point ceux-ci sont devenus un outil permettant à des citoyens ordinaires de prendre en main leur destin et décider de leur avenir. De nos jours, la vie sociale est marquée par l'activisme sur Internet, où des personnes issues des horizons les plus divers, munies de leurs seuls smartphones, peuvent facilement se sentir impliquées. Cela permet assurément aux citoyens de participer et de s'engager plus librement dans des discussions publiques sur leur pays et le reste du monde, tout en restant relativement anonymes. Cela est particulièrement utile dans des pays où la liberté d'expression ne fait pas partie de la culture ou n'est pas la norme.

La Malaisie ne fait pas exception. Aujourd'hui, les Malaisiens utilisent très régulièrement les médias sociaux pour s'exprimer sur toutes sortes de questions de société, comme jamais auparavant. Ils ont pris l'habitude de publier des commentaires, de partager ou de télécharger sur leurs comptes de médias sociaux des vidéos et des

sites Web sur des sujets qui leur tiennent à cœur, et d'engager des discussions en ligne entre amis. Les médias sociaux comme Facebook, Instagram et YouTube sont tous très populaires parmi les Malaisiens. Mais Facebook arrive largement en tête, avec environ 81% de Malaisiens qui l'utilisent, dont près de 90% y accèdent depuis leur smartphone.

Pour constater à quel point les médias sociaux ont effectivement « libéré » les Malaisiens, il suffit de voir la manière dont ils expriment ouvertement leurs opinions sur le gouvernement et sur des questions jugées sensibles, telles que la religion et l'appartenance ethnique, et ce malgré l'existence de lois restreignant ce type de débats. Un climat sain et dynamique est ainsi créé, qui permet aux gens de s'impliquer sur les questions qui les concernent au niveau national. Outre la politique, les médias sociaux permettent également aux Malaisiens d'exprimer et de se forger une identité hybride, à la fois globale et locale.

Dans les pays où l'État exerce un contrôle fort sur les médias, que ce soit en étant directement propriétaire ou

par le biais de la législation, les canaux de communication où peuvent s'exprimer des points de vue différents sont devenus limités. Les gens sont donc contraints d'opérer dans la clandestinité par le biais des nouveaux médias. Les médias sociaux se révèlent beaucoup plus efficaces que les autres portails d'information pour façonner l'opinion publique. Cela a été le cas, par exemple, du Printemps arabe, dans un contexte où les canaux de communication avaient été sérieusement limités et où le public avait perdu confiance dans le gouvernement et dans les médias traditionnels. Les médias sociaux sont alors devenus la seule source d'information pour la population, ainsi qu'un espace leur permettant d'exprimer leurs opinions.

En Malaisie, les médias sociaux ont contribué à ce qu'on a appelé le *tsunami politique* des élections législatives de 2008, qui ont vu l'hégémonie du gouvernement de la Coalition nationale (Barisan Nasional ou BN) s'effondrer lentement. L'opposant politique au BN, alors connu sous le nom d'Alliance de l'espoir (Pakatan Harapan ou PH), s'est maintenu clandestinement dans la mesure où il était exclu des médias traditionnels. Les médias sociaux sont devenus pour les *cybertroopers* du PH et ses fervents partisans un outil pour propager leur point de vue auprès de la population. À l'aide de leurs pages Facebook, des questions épineuses comme la taxe sur les produits et services (TPS), la vie chère et les pratiques présumées de corruption du gouvernement du BN ont été systématiquement mises en avant. Cela a donné lieu à une discussion entre les citoyens et contribué à créer une sphère publique. Des blogueurs qui étaient de fervents partisans de l'Alliance ont utilisé leurs blogs pour influencer l'opinion publique. Lors des quatorzièmes élections législatives qui se sont récemment achevées, WhatsApp a commencé à être utilisé comme un outil de campagne, en plus de Twitter et Facebook. À la différence de Facebook, les messages WhatsApp parviennent aux individus à titre personnel. Une sphère publique a été créée entre des individus au sein de leur groupe de discussion WhatsApp pour discuter des messages de campagne du PH. C'est peut-être cette stratégie de campagne très bien orchestrée au cours de laquelle le PH s'est polarisé sur des questions spécifiques sur lesquelles il a communiqué de manière répétée, qui lui a permis de renverser le gouvernement du BN au pouvoir depuis 61 ans. Dans la mesure où il contrôlait les médias traditionnels, le BN a tardé à adopter les médias sociaux. À l'issue des élections du 9 mai 2018, la stratégie de communication du PH s'est révélée payante, avec 113 sièges sur 222 remportés au Parlement, contre 79 sièges pour le BN.

Lorsqu'il est question des médias sociaux, de la liberté de la presse et de la démocratie, les médias sociaux constituent une arme à double tranchant. Tout en offrant davantage de possibilités pour la liberté d'expression et la prise en main de son propre destin, ils ouvrent également la voie à la création et à la propagation de *fake news*. Les fausses informations sont devenues un problème majeur pour les Malaisiens. Lors des dernières élections législatives, les électeurs ont été inondés par le biais des médias sociaux de fausses informations plutôt que d'informations de presse authentiques. Les *fake news* déformant à la perfection l'information, elles privent en fin de compte les citoyens du droit de connaître la vérité. Le recours excessif aux médias sociaux comme seule source d'information a contribué davantage encore à l'essor des *fake news* car les citoyens vérifient rarement les faits. La tentative du gouvernement de s'attaquer au problème avec l'adoption en 2018 d'une loi anti *fake news* n'a pas permis de définir clairement ce qui constituait un « faux » lorsqu'il s'agit d'informations. Quoi qu'il en soit, la loi n'aura été que de courte durée, le nouveau gouvernement ayant annoncé son intention de l'abroger.

L'autre menace que représentent actuellement les médias sociaux, c'est lorsque le fanatisme politique des défenseurs de la classe dominante impose leurs points de vue dans le cyberspace. Ceux qui ont des positions différentes sont sujets au cyberharcèlement, au point de les décourager de participer à des discussions démocratiques, tandis que d'autres sont traumatisés par la réaction hostile de partisans fanatiques. Même si certains des points soulevés sont raisonnables, ces partisans fanatiques se rassemblent et fustigent avec vulgarité les utilisateurs qui expriment ainsi des points de vue divergents, niant leur droit et leur liberté d'exprimer leur opinion. Ce manque de civilité et de rationalité décourage les gens ordinaires de participer à une discussion saine sur des questions de société.

Pour que les médias sociaux deviennent un outil efficace au service d'une véritable démocratie, la civilité et l'éducation aux médias doivent d'abord devenir une norme et une culture parmi les citoyens. Il faut faire comprendre aux citoyens le sens d'une communication rationnelle. C'est la condition pour qu'une véritable réforme de la nation passant par l'échange des idées puisse avoir lieu. ■

Toute correspondance est à adresser à Haryati Abdul Karim  
<[haryati@ums.edu.my](mailto:haryati@ums.edu.my)>

# > Le recul de la démocratie en Argentine

**Esteban Torres Castaños**, Université nationale de Córdoba et CONICET (Argentine)



*La nouvelle crise économique constitue une nouvelle menace pour la démocratie argentine. Flickr/Alex Proimos. Certains droits réservés.*

**L**a République argentine connaît actuellement un recul spectaculaire de la démocratie. Il est difficile de saisir l'étendue et la complexité de ce phénomène si l'on utilise les théories sur la démocratie qui, après l'effondrement des dictatures militaires, sont devenues la grille d'analyse dominante des forces de gauche et progressistes en Argentine et partout ailleurs en Amérique latine. La démocratisation contemporaine, comprise comme un processus social d'expansion des forces d'appropriation publique, est composée de trois vecteurs essentiels : un vecteur technico-politique, un vecteur technico-économique et un vecteur technico-communicatif, chacun comprenant plusieurs dimensions. Je voudrais ici simplement retracer les principaux événements qui ont précipité le recul structurel de la démocratie en Argentine en 2018. Ces événements sont liés à la dimension politique répressive du vecteur technico-politique précité et à l'une des dimensions capitales du vecteur technico-économique pour un pays périphérique, à savoir le degré d'autonomie qu'a l'État pour définir sa politique macroéconomique.

S'agissant de la dimension politique répressive, les deux principaux événements qui se renforcent mutuellement sont 1) la décision du pouvoir exécutif argentin d'appliquer, par décret, une transformation doctrinale et opérationnelle des forces armées nationales et 2) le soutien du gouvernement à l'implantation de bases militaires américaines dans différentes régions du territoire national.

Concernant le premier événement, le fondement de la transformation que le pouvoir exécutif encourage avec le décret n° 683/2018 est d'autoriser les forces armées à assurer des fonctions de sécurité intérieure. De cette manière, la frontière entre sécurité intérieure et défense nationale se retrouve pratiquement annulée, ce qui confirme l'intention du gouvernement de criminaliser les mouvements de protestation sociale qui se sont développés dans l'ensemble du pays depuis la victoire de Cambiemos (la coalition au pouvoir) en décembre 2015. Avec cette mesure, le gouvernement de Mauricio Macri cherche à mettre les forces armées au service d'un « programme de lutte contre le trafic de drogue et le terrorisme »,

moyennant quoi il s'aligne pleinement sur le programme de politique étrangère des États-Unis. Avec l'application de ce nouveau décret, le décret n° 1691/2006 est aboli et le cadre juridique constitué par les lois sur la défense nationale (1998), sur la sécurité intérieure (1992) et sur le renseignement national (2001) est condamné à être démantelé. Ces lois, qui sont le fruit de 30 ans d'avancées démocratiques, avaient été élaborées à partir de consensus multipartites d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du pays.

Concernant le deuxième événement, le gouvernement actuel encourage l'établissement sur le territoire argentin de bases militaires américaines, dont la direction technique est assurée par le Commandement Sud des États-Unis. Trois sites ont été identifiés à ce jour : la Triple Frontière (entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay), la Terre de Feu (Ushuaia) et la province de Neuquén. À ces deux événements vient s'ajouter un troisième : l'arrivée, cette année sur le territoire argentin, de troupes américaines censées mener des exercices conjoints avec les forces locales. Comme l'ont déclaré les autorités des deux pays, ces exercices visent à fournir des informations « contre le trafic d'armes de destruction massive ». L'arrivée de troupes étrangères est théoriquement soumise à l'autorisation du Parlement, or cette autorisation n'a pas été demandée par le parti au pouvoir.

En même temps, il faut être attentif à une deuxième série d'événements qui a entraîné – en un temps record – une perte totale d'autonomie de l'État argentin dans l'élaboration de sa politique macroéconomique. Je fais référence à la politique d'hyper-endettement extérieur du gouvernement Macri. Les deux indicateurs clés à prendre ici en considération sont l'évolution de la dette extérieure par rapport au PNB de l'Argentine, et les caractéristiques des engagements pris avec les créanciers. En ce qui concerne le premier élément, il apparaît que Cambiemos a provoqué l'augmentation de la dette extérieure la plus rapide de l'histoire du pays, dans le cadre d'un nouveau régime de valorisation financière. Sous les gouvernements Kirchner (2003-2015), la politique économique de l'État visait à réduire l'endettement extérieur en adoptant une position ferme dans les négociations avec les créanciers. Le succès relatif de ces négociations a permis de promouvoir l'économie productive. Dans une large mesure, il a également permis l'abandon du modèle de valorisation financière des années 1976-2001. Depuis décembre 2015, le gouvernement Macri recourt à nouveau à une dette extérieure irrépressible comme principal moyen pour relancer le modèle de valorisation financière. Le ratio de la dette publique extérieure par rapport au PNB augmente depuis

2011, année où il s'était établi à 14,2%, son plus bas niveau depuis le rétablissement de la démocratie en 1983. Le taux d'endettement a commencé à partir de là à augmenter, et s'est envolé sous l'effet de l'emballement de la politique d'hyper-endettement de Macri, jusqu'à atteindre 65,5% du PNB en juin 2018. Ainsi, le coefficient d'endettement de l'Argentine est passé en un temps record d'un niveau bas à des niveaux difficilement gérables. Le total des émissions de dette en monnaie locale et en devises étrangères a atteint l'équivalent de près de 133 milliards de dollars, ce qui a fait de l'Argentine le plus grand émetteur de dette souveraine parmi les économies émergentes du monde pour la période 2016-18.

En ce qui concerne les relations avec les créanciers, l'élément le plus important de ce nouveau cycle d'endettement a été la décision de rétablir le rapport de subordination à l'égard du Fonds monétaire international (FMI), après quatorze années de règlement de la dette avec cette organisation. Ce nouveau recours au FMI s'est matérialisé par la demande d'un prêt stand-by. Ce qui est nouveau dans ce macro-prêt (50 milliards de dollars) par rapport aux précédents prêts signés entre l'Argentine et le FMI, c'est que non seulement les objectifs fiscaux et monétaires, mais aussi l'inflation, seront cette fois surveillés. Ainsi le gouvernement Macri délègue-t-il dans la pratique la gestion de l'économie nationale au FMI. Ce faisant, il devient l'agent d'exécution du programme d'ajustement monétariste néolibéral exigé par le FMI.

Ces politiques de militarisation du territoire national et d'hyper-endettement accéléré sont en train de compromettre la souveraineté nationale et d'entraîner des mouvements massifs de résistance et des manifestations dans l'ensemble du pays. Les forces d'opposition mobilisent un large éventail d'acteurs sociaux qui se retrouvent lésés ou exclus de la société par ces politiques génératrices de régression sociale. Bien que la relation de pouvoir entre les tenants de la démocratisation et ceux du nouveau régime de macro-appropriation privée mondialisée soit singulièrement inégale en faveur de ce dernier, l'avenir politique du pays à moyen terme est imprévisible. Rappelons qu'il ne suffit pas de simplement *décrire* le phénomène actuel d'érosion démocratique, il faut également *expliquer* dans une perspective multidimensionnelle de la démocratie intégrée dans une nouvelle théorie sociale de l'appropriation et du changement sociohistorique. C'est ainsi que nous pourrions redéfinir un nouveau programme de gauche prônant un changement social qui s'attaque à la problématique sociale de l'appropriation dans laquelle nous sommes plongés. Il faudra y parvenir avant qu'il ne soit trop tard pour la démocratie. ■

Toute correspondance est à adresser à Esteban Torres Castaños  
<[esteban.tc@conicet.gov.ar](mailto:esteban.tc@conicet.gov.ar)>

# > L'effacement des femmes de la révolution égyptienne



Flickr/lokha. Certains droits réservés.

**L**e Printemps arabe a provoqué un regain d'intérêt pour l'étude des révolutions, du fait de la fascination suscitée par le spectacle des manifestations de masse sur la place Tahrir. Beaucoup a été écrit sur le sujet, mais on note que les femmes sont souvent absentes. Le livre de H.A. Hellyer *A Revolution Undone* s'ouvre sur une liste de 27 personnalités qui ont compté dans la révolution égyptienne : une seule femme y apparaît, aux côtés de 26 hommes. Dans l'ouvrage de Philip Marfleet, *Egypt: Contested Revolution*, c'est une femme qui apparaît en couverture, et pourtant il est peu question des femmes dans son analyse. D'autres spécialistes se sont surtout intéressés aux femmes en tant que victimes de harcèlement ou de violences, plutôt que comme des protagonistes qui ont influé sur le cours des événements. Pour trouver des femmes dans l'abondante littérature consacrée au Printemps arabe, il faut se tourner vers les domaines spécialisés dans les études de genre, car les femmes sont souvent absentes des ouvrages qui prétendent offrir une vue d'ensemble des révoltes. Habitant moi-même au Caire depuis 2008, j'ai constaté la présence de femmes à toutes les manifestations, tous les sit-in, à pratiquement tous les événements auxquels j'ai assisté. Or les femmes ont été effacées de l'histoire de la révolution égyptienne. Les générations futures risquent de penser que les femmes n'ont pas joué un rôle important

**Amy Austin Holmes**, Université américaine du Caire (Égypte) et professeure invitée à l'Université Harvard (États-Unis)

dans les événements connus sous le nom de Printemps arabe. Or rien n'est plus faux.

Les femmes n'ont pas seulement défendu les droits des femmes. Elles ont souvent été à l'avant-garde de l'activisme révolutionnaire égyptien, depuis les années de dictature de Moubarak en passant par les années de révolte et jusqu'à aujourd'hui où le régime s'est restructuré sous la présidence d'Al-Sissi. Déjà, en 2005, pour lutter contre la fraude et introduire une part de responsabilité dans le régime autoritaire égyptien, trois femmes ont fondé une organisation du nom de *Shayfeencom* (littéralement « nous vous voyons. com »), chargée de superviser les élections présidentielles et législatives. L'une des fondatrices, Bouthaina Kamel, est par la suite devenue la première femme de l'histoire moderne de l'Égypte à se porter candidate à la présidence du pays. Avant la révolution, le Centre Nadeem a été le seul centre à s'occuper des victimes de torture, et là encore c'est une femme qui l'a fondé, le docteur Aida Seif El-Dawla. Et qui est l'auteur de la vidéo, qui s'est propagée une semaine avant le 25 janvier 2011 et a entraîné des millions de personnes à descendre manifester dans les rues ? Également une femme : Asmaa Mahfouz, du Mouvement du 6 Avril.

Après l'éviction de Moubarak, le pays a été dirigé pendant un an et demi par une junte militaire connue sous le nom de Conseil suprême des forces armées. Comme je l'ai déjà souligné ailleurs, l'une des revendications les plus radicales de la révolution était de mettre fin au régime militaire. Il n'était pas question de réforme ou de changement progressif ou de la simple destitution d'un dictateur, mais bien de transformer en profondeur la structure de l'État : il s'agissait d'introduire un régime civil dans un pays gouverné par les militaires depuis 1952. L'armée égyptienne est basée sur la conscription universelle masculine. Les femmes sont par conséquent exclues de l'institution la plus puissante du pays. Ce n'est peut-être pas un hasard si beaucoup d'activistes à la tête de ces mouvements antimilitaristes étaient



Bouthaina Kamel (sur la photo), au-dessus de la Place Tahrir le 28 janvier 2011. Elle est devenue la première femme de l'histoire de l'Égypte à se porter candidate à l'élection présidentielle.  
Copyright : Amy Austin Holmes.

des femmes. Le mouvement « Non aux procès militaires » réclamait la fin des tribunaux militaires pour les civils. Shahira Abou Leil et Mona Seif représentaient des figures de proue de ce mouvement. Un autre mouvement s'est attaché à dénoncer les nombreuses exactions commises par les militaires, en projetant des vidéos dans les espaces publics. Le mouvement, appelé *Askar Kazeboon* (c'est-à-dire « les militaires sont des menteurs »), a été cofondé par Sally Toma, une femme copte chrétienne.

Ce sont souvent des femmes qui ont brisé certains tabous de société en parlant des violences indescriptibles infligées aussi bien aux femmes qu'aux hommes. C'est Samira Ibrahim qui a mis fin au silence autour de la pratique des tests de virginité pratiqués par l'armée sur les femmes détenues. C'est Heba Morayef, à l'époque la responsable de l'organisation Humans Rights Watch en Égypte, et la seule femme à apparaître dans la liste de Hellyer, qui a mené la campagne visant à éradiquer la pratique des tests de virginité. Les femmes ont également joué un rôle prépondérant dans la défense des droits des

hommes. Dalia Abdel Hamid, chercheuse à l'EIPR (Egyptian Initiative for Personal Rights), a été l'une des rares personnes en Égypte à dénoncer la répression contre la communauté LGBTQ à l'automne 2017, notamment les examens anaux pratiqués de force sur les hommes soupçonnés d'être homosexuels.

Les femmes ont été en Égypte à l'avant-garde de l'opposition dans le paysage médiatique. Lina Attallah a été la fondatrice et la rédactrice en chef de *Mada Masr*, un site d'information que le journal britannique *The Guardian* décrivait en 2015 comme le dernier rempart de la liberté de presse en Égypte. Le choix de dire la vérité malgré les dangers a valu à *Mada Masr* de figurer parmi les premiers sites web bloqués par les autorités en 2017, et le site reste interdit un an plus tard.

Parmi la nouvelle génération de militants nubien figurent plusieurs femmes de premier plan. Fatma Emam a fait partie du comité chargé de rédiger une nouvelle constitution pour le pays et a réussi à ce que la Nubie soit mentionnée pour la première fois dans la constitution égyptienne. Cette blogueuse et chercheuse continue de sensibiliser l'opinion à des questions complexes, y compris la confiscation par l'armée de terres traditionnellement nubienues à la frontière avec le Soudan. Au printemps 2017, Seham Osman, une jeune femme originaire d'Assouan, a été la première femme à annoncer son intention de se présenter à la présidence de l'Union générale nubienne, avant de devoir se rétracter suite à de fortes pressions.

Enfin, l'une des figures les plus connues des droits de l'homme en Égypte est Mahienour El Massry. Cette avocate est connue pour sa défense des droits de tous les Égyptiens, et a notamment défendu 21 sympathisantes des Frères musulmans, bien qu'elle ait elle-même critiqué ouvertement la confrérie. Elle a également défendu des réfugiés syriens, et tenu à dormir à leurs côtés dans les commissariats de police pour s'assurer qu'ils ne seraient pas torturés ou maltraités. En 2014, elle a reçu le Prix des droits de l'homme Ludovic-Trarieux ; Nelson Mandela avait reçu le même prix en 1985.

Il est difficile dans un article aussi court de rendre justice à notre sujet. Il y a tout simplement trop de femmes pour les mentionner toutes. Pour une analyse plus détaillée, on pourra se reporter à *Women and the Egyptian Revolution* de Nermin Allam. J'espère néanmoins avoir montré que les femmes égyptiennes n'ont pas seulement défendu les droits des femmes ; elles ont fait partie intégrante de la lutte générale. Effacer les femmes de l'histoire de la révolution, ou les reléguer au domaine des études de genre, revient à perpétuer les structures patriarcales contre lesquelles elles se sont rebellées. ■

Toute correspondance est à adresser à Amy Austin Holmes  
<[holmes@aucegypt.edu](mailto:holmes@aucegypt.edu)>

# > Gouvernance mondiale

## et ordre mondial démocratique

**Peter Wahl**, membre du conseil exécutif de WEED (Association pour le l'économie, l'écologie et le développement mondiaux) à Berlin et cofondateur d'Attac Germany (Allemagne)



Illustration : Arbu.

**D**ans les années 1990, un nouveau concept est apparu, celui de gouvernance mondiale. Celle-ci portait la promesse d'un type nouveau et plus démocratique de système international en même temps que celle d'une mondialisation à visage humain. L'évolution de ce concept est riche d'enseignements :

Pour commencer, rappelons que le mot « gouvernance » se distingue de « gouvernement ». Le mot vient du français « gouverner », qui signifie « guider, diriger, régir ». Les points essentiels liés à ce concept sont essentiellement les suivants :

- Le processus économique de mondialisation a échappé à la régulation politique. Ceci s'explique par le triomphe du néolibéralisme, qui repose sur l'autorégulation des marchés, la libéralisation, la privatisation et la déréglementation.
- De nouveaux problèmes sont apparus à l'échelle globale, tels que le réchauffement climatique, qui ne peuvent être résolus par les seuls États-nations.
- Des problématiques internationales plus anciennes, telles que la sécurité collective, la course aux armements, la non-prolifération nucléaire, etc., nécessitent des solutions novatrices.
- De nouvelles formes de régulation politique sont nécessaires, au moyen d'une combinaison d'accords formels et contraignants, de normes non contraignantes, d'accords volontaires et de réseaux multilatéraux qui, ensemble, formeraient un nouveau régime.
- Tout cela requiert un nouveau mode d'interaction entre les différents acteurs du système international, à savoir, les gouvernements, les institutions multilatérales, le secteur des entreprises et la société civile. L'inclusion, la coopération, le dialogue, la coordination, la négociation et la conciliation des intérêts sont ici essentiels.

Avec la fin de la guerre froide, il semblait réaliste de penser que le concept de *gouvernance mondiale* allait se concrétiser. L'idée était dans l'air du temps et avait le vent en poupe. La conférence des Nations Unies à Rio en 1992, la plus grande conférence de l'histoire, avec plus de 100 chefs d'État présents et une participation massive de la société civile, en a sans doute été le symbole. Le sommet de Rio a constitué une avancée importante dans la conception d'un « monde unique », capable de rassembler aussi bien les tenants d'un cosmopolitisme libéral que ceux d'un internationalisme de gauche.

La désillusion n'a cependant pas tardé à arriver. Déjà, lors de la première conférence de bilan organisée cinq ans plus tard, il était évident que la mondialisation du capitalisme néolibéral n'avait pas tenu ses promesses. Il n'y a

>>

pas eu d'afflux de prospérité, dont les pauvres comme les riches seraient sortis gagnants. Au contraire, les perdants se sont multipliés, notamment dans les économies développées – ce qui a eu des conséquences dont nous ne mesurons tout l'impact qu'aujourd'hui, au moment où de nombreux perdants ont viré vers l'extrême droite. Comme l'ont montré les spectaculaires manifestations de Seattle lors du sommet de l'Organisation mondiale du commerce de 1999, de plus en plus de gens ont pris conscience des aspects négatifs de la mondialisation, notamment des menaces qu'elle fait sur l'équité sociale, l'environnement et la démocratie.

Autrement dit, la dynamique de l'économie de marché capitaliste l'a emporté. En 2008, l'idée que les marchés financiers feraient leur travail et pouvaient s'autoréguler s'est bel et bien avérée être un mythe. Le capitalisme financier, devenu incontrôlable, a conduit à la plus grave crise financière depuis la Grande Dépression. La *gouvernance mondiale* n'avait même pas été en mesure de modifier le cours des choses, et encore moins de le renverser.

Mais ce n'est pas seulement dans le domaine économique que l'idée de *gouvernance mondiale* n'a pas donné les résultats escomptés. L'esprit de la *gouvernance mondiale* n'a pas opéré non plus dans les relations internationales. Ainsi l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Est a-t-il été amorcé en 1997 contre la volonté de la Russie d'Eltsine. Lorsque, en 1999, l'OTAN a commencé sa guerre en ex-Yougoslavie sans mandat de l'ONU, cela a marqué le début de toute une série d'actions de politique de la force unilatérale et de violations du droit international. Cela s'est poursuivi avec la « guerre contre le terrorisme » après les attentats du 11 septembre, l'attaque menée contre l'Irak par la « coalition internationale des volontaires », l'indépendance unilatérale du Kosovo sous la protection de l'OTAN en 2008, et le changement de régime en Libye en 2011. Tout cela se situe à l'exact opposé de l'idée de *gouvernance mondiale*.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que des réactions aient émergé. En particulier, la Russie et, de plus en plus, la Chine se sont senties encouragées à sortir du cadre de l'ordre mondial instauré après la guerre froide. Il ne s'agit pas là d'un simple phénomène temporaire mais au contraire d'un mouvement tectonique profond de transformation du système international. Nous assistons aujourd'hui à la transition vers un ordre mondial polycentrique, essentiellement caractérisé par la montée de la Chine au rang de superpuissance, le retour en force du capitalisme d'État russe, le déplacement du centre de gravité économique de la planète vers l'Asie, et une érosion (relative) de la domination américaine et occidentale.

Les nouveaux venus s'organisent entre eux suivant des configurations variables et nouent des alliances en fonction de différents enjeux, comme l'Organisation de Coopération de Shanghai ou les BRICS. Ils créent des institutions financières multilatérales, telles que la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) comme alternative au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, et prévoient des mégaprojets économiques et d'infrastructure tels que la « nouvelle route de la soie ». Ce à quoi il faut ajouter l'émergence de structures parallèles au sein de l'économie mondiale, comme par exemple l'élaboration d'un système concurrent de SWIFT (le système neuronal électronique de la finance internationale) par la Chine et la Russie, et un système de cartes de crédit qui leur est propre, qui met fin au monopole mondial de Mastercard, Visa et American Express. Des accords commerciaux remplacent de plus en plus le dollar américain par des unités de compensation convenues bilatéralement, sapant ainsi l'un des piliers de l'hégémonie américaine. Autrement dit, il existe une forme alternative de réaction à la mondialisation, qui repose sur l'idée d'un pouvoir compensateur, dont l'un des éléments serait une « démondialisation sélective ».

L'ordre mondial à venir s'accompagne bien sûr de nouveaux risques. Comme toujours dans de telles circonstances, la concurrence entre les nouveaux venus et les acteurs en place est source de conflits et d'instabilité. Avec l'arrivée de l'administration Trump et son unilatéralisme extrémiste pour « rendre sa grandeur à l'Amérique », les risques se sont accrus.

Les principales raisons de l'échec de la *gouvernance mondiale* sont les suivantes :

- ne pas avoir su voir les rapports de pouvoir au sein de l'économie politique du capitalisme mondialisé, ou, comme l'aurait dit Marx, la *violence silencieuse des rapports économiques* ;
- ne pas avoir su voir les rapports de pouvoir au sein du système international ;
- et avoir sous-estimé l'inertie de l'État-nation en tant que cadre encore dominant d'organisation de la société capitaliste.

La *gouvernance mondiale* a été dès le départ un concept trop idéaliste. Pourtant, l'idée d'une coopération internationale reste valable et, pour la théorie sociale critique – ainsi que pour la pratique – on ne devrait pas y renoncer. Mais pour développer des alternatives viables, il est nécessaire de s'intéresser de plus près à qui coopère avec qui et *contre* qui, et de prendre la mesure réaliste des forces en présence. ■

Toute correspondance est à adresser à Peter Wahl  
<[peter.wahl@weed-online.org](mailto:peter.wahl@weed-online.org)>

# > L'intellectuel par excellence

Nicolás Lynch, Université nationale de San Marcos (Pérou)



Anibal Quijano en 2015. Creative Commons.

**A**u Pérou et en Amérique latine, Anibal Quijano (1928-2018) représente l'intellectuel par excellence, resté critique et cohérent tout au long de sa vie. Devenu sociologue dans les années 1960 et 1970, à une époque où la critique de l'ordre établi est à son apogée, il n'a jamais

cédé aux sirènes du marxisme-léninisme qui a atteint son expression la plus barbare dans le mouvement du Sentier lumineux. Dans les années 90, au plus fort de l'influence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, sa condamnation de la subalternisation de certaines catégories sociales l'a finalement

>>

amené à contribuer de manière déterminante à l'explication des processus à l'œuvre au Pérou et en Amérique latine.

Quijano a principalement travaillé comme professeur et chercheur dans son université de San Marcos à Lima (Pérou), ainsi que dans un certain nombre d'autres universités en Amérique latine et aux États-Unis. Suite à sa brève incursion en politique dans les années 70 avec la revue *Sociedad y Política*, il a été condamné à l'exil au Mexique par le gouvernement militaire de Juan Velasco Alvarado. C'est à cette époque qu'il émerge comme un intellectuel profondément engagé dans les luttes des peuples du Pérou et d'Amérique latine. Il allait en effet consacrer sa vie à explorer pourquoi les processus sociaux et politiques qui modèlent notre société sont comme ils sont, et les mécanismes susceptibles de les transformer.

Le premier volet de sa contribution est d'ordre épistémologique. Quijano propose une explication « venue du Sud » des processus sociaux à l'œuvre dans la région. Ce faisant, il rompt avec la dichotomie tradition/modernité dérivée de la sociologie fonctionnaliste, et préconise l'hétérogénéité historico-structurelle comme principal élément d'explication. Il estime qu'un ensemble de formes de production coexistent

dans les sociétés latino-américaines, organisées autour du capital comme phénomène non seulement national mais aussi transnational et, en fin de compte, planétaire.

Quijano s'est ainsi attaqué à la question de la situation de dépendance de l'Amérique latine. Bien qu'il ne fasse pas lui-même référence à une théorie dite « de la dépendance », il est évident que sa réflexion s'inscrit dans la pensée inaugurée par Raúl Prebisch et la CEPAL dans les années 50 et poursuivie par Cardoso et Faletto et enfin par Ruy Mauro Marini dans les années 60 et 70. Sa participation au débat qui émerge à cette époque, avec notamment diverses contributions sur l'urbanisation et la force de travail, a atteint son point culminant trois décennies plus tard, lorsqu'il utilise le concept de « colonialité du pouvoir » pour caractériser dans sa globalité la situation de l'Amérique latine.

Mais la contribution de Quijano a également été fondamentale sur les questions de l'identité latino-américaine, depuis sa réflexion sur le processus de « cholification » au début des années 70 au Pérou jusqu'à sa récupération des écrits de José Carlos Mariátegui – le grand penseur marxiste critique latino-américain des années 30 – en passant par sa sympathie particulière pour les luttes

des peuples indigènes et le concept du *buen vivir* aujourd'hui défendu par divers mouvements ethniques.

Sa contribution sur la question de l'identité est basée sur le concept de race. D'après lui, le concept de race trouve son origine dans la colonisation européenne de ce qu'on a appelé l'Amérique, et devient un élément central de la hiérarchie sociale qui s'est imposée dans la région. L'identité se construit autour de la race, tout comme la domination. En même temps que le concept de dépendance, le concept de race allait devenir un élément clé dans la construction de la colonialité du pouvoir. Quijano explique que la colonialité du pouvoir implique une domination externe, d'un empire sur une colonie ou néocolonie, mais aussi une domination interne, des élites dirigeantes sur le reste de la société – précisément en raison de cette construction raciale différentielle. Ainsi la colonialité du pouvoir devient-elle le principal défi pour la formation d'États véritablement nationaux ou plurinationaux en Amérique latine.

Sa créativité théorique, et la place qu'il occupe dans la tradition de pensée sociale autonome dans la région, ont fait de Quijano une figure marquante de la sociologie péruvienne et latino-américaine. ■

Toute correspondance est à adresser à Nicolás Lynch <[nicolaslynch54@gmail.com](mailto:nicolaslynch54@gmail.com)>

# > La joie du combattant

**Raquel Sosa Elízaga**, Université autonome nationale du Mexique (Mexique)

**H**éros de mille et un combats, Aníbal Quijano ne s'attendait pas à ce que l'Université du Costa Rica lui décerne le titre de docteur *honoris causa*, et sa surprise a été encore plus grande lorsqu'une salle comble lui a fait une ovation debout. Après avoir adressé ses remerciements aux autorités et aux universitaires pour s'être « familiarisés avec son travail », il a souligné que cette marque de reconnaissance s'appliquait selon lui à un mode de vie « qui donne sens à ce que l'on écrit et à ce que l'on pense ». Avec une humilité et une simplicité extrêmes, il a partagé avec l'auditoire ce qu'il considérerait la devise de toute une vie : *Vivir adentro y en contra* (« vivre dedans et contre »), avant d'ajouter qu'« il n'y a pas d'autre façon de vivre dans un monde qui combine pouvoir, exploitation et violence ».

J'ai fait la connaissance d'Aníbal Quijano il y a bien longtemps, dans mon pays, où il avait dû s'exiler au milieu des années 70. Sa pensée et sa lutte anti-impérialistes, sa conviction de la nécessité d'ancrer la connaissance sociale dans les revendications et les luttes des peuples d'Amérique, d'Asie et d'Afrique, son empathie pour les luttes des femmes, des jeunes, des peuples autochtones, des migrants, des personnes déplacées et des réfugiés partout dans le monde, l'ont amené à entreprendre d'innombrables voyages et à être reconnu et accueilli dans des lieux où les universitaires avaient rarement accès.

**“Sa devise était : Vivre dedans et contre”**

De retour dans son Pérou natal au début des années 90, et fidèle à son long parcours de rébellion, il renonce à sa chaire de professeur à l'Université de San Marcos après que le dictateur Fujimori ait ordonné à l'armée de prendre le contrôle de l'Université. Une fois de plus, Quijano trouve refuge à l'étranger, à l'Université Binghamton aux États-Unis, à Paris et ailleurs, et ce n'est qu'en 2010 que l'Université Ricardo Palma, au Pérou, lui offre un poste pour ce qui allait être ses dernières années de combat. Toute sa vie, il aura organisé des rencontres et participé à des événements universitaires, politiques, éducatifs, populaires, toujours dans un esprit de formation et de solidarité. Il est l'auteur de brillants chapitres d'ouvrages écrits en collaboration avec de nombreux intellectuels et universitaires qui ont participé à ses côtés au Forum social mondial, dont ses amis proches Immanuel Wallerstein et Pablo González Casanova.

Son idée de « colonialité du pouvoir », qui lui vaudra d'être reconnu dans le monde entier, relève d'une lutte à la fois politique et théorique. Je dirais qu'il s'agit en fait d'un appel d'ordre moral, d'un appel à élever notre regard et notre dignité, pour ne plus être les sujets des pouvoirs

en place, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs, et à faire du savoir un outil et une arme implacable pour chercher les voies véritables du changement, dans l'intérêt des peuples vilipendés, déshérités, éternellement exclus et abandonnés à travers le monde.

À l'instar de ses prédécesseurs Aimé Césaire, Frantz Fanon, et surtout, José Carlos Mariátegui, Aníbal Quijano a donné à son œuvre un véritable sens historique, en soulignant avec force la manière dont, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, le monde s'est transformé en faisant du racisme et de l'esclavage les moteurs économiques du développement capitaliste. La compréhension et la dénonciation de ce cycle d'oppression et d'aliénation qui perdure jusqu'à ce jour, sont devenus le fil directeur de sa vie. Indifférent aux modes et aux célébrations, sans se laisser abattre par les périodes d'isolement ou d'incompréhension, de privations ou de persécution politique, c'est dans la lutte qu'il puisait la joie. Il était heureux parce qu'il savait qu'il luttait pour une cause qui le dépassait. Et il savait apprécier la vie, la beauté, sa famille et ses amis, avec toute l'intensité que lui a permis sa propre longévité. Célébrons donc son formidable exemple, sa détermination et son intégrité ! ■

# > La pauvreté post-apartheid

**Joshua Budlender**, Université du Massachusetts à Amherst (États-Unis)



Frederik Willem De Klerk et Nelson Mandela en 1992 au Forum de Davos. Copyright : Forum économique mondial.

**I**l apparaît aujourd'hui comme une évidence que les libertés politiques auxquelles la population noire majoritaire en Afrique du Sud a accédé en 1994 à la fin de l'apartheid, n'ont pas été accompagnées de réelles libertés économiques. Mais c'est souvent en des termes très généraux, ou dans le cadre d'études spécialisées traitant de phénomènes particuliers, que ce constat est généralement émis. L'article qui suit cherche à faire la synthèse de toute une série d'éléments afin d'établir ce qui a changé et ce qui n'a pas changé concernant la pauvreté en Afrique du Sud.

## > L'ampleur de la pauvreté dans l'Afrique du Sud post-apartheid

Le premier constat à faire, et le plus fondamental, est que la proportion de la population sud-africaine généralement classée « à bas revenus » n'a guère évolué depuis la fin du régime de l'apartheid. Les chiffres précis peuvent varier en fonction du seuil de pauvreté retenu, mais de manière générale de 50 à 65% de la population est considérée comme « pauvre », avec une amélioration d'à peine quelques points depuis 1994. La pauvreté continue à être clairement répartie en fonction des groupes raciaux définis par la classification employée dans les recensements, avec 73% des Noirs, 48% des *Coloureds* (métis), 12% des Indiens ou Asiatiques et 2% des Blancs se situant sous le seuil de pauvreté.

Si la pauvreté a légèrement diminué, c'est surtout dû à l'augmentation massive, après l'apartheid, des aides

sociales publiques qui ont consisté en des allocations mensuelles et inconditionnelles destinées à certaines catégories de pauvres. Pour les 40% des ménages les plus pauvres d'Afrique du Sud, les aides sociales représentent plus de la moitié du revenu total du ménage.

L'autre amélioration majeure de la situation matérielle des Sud-Africains depuis la fin de l'apartheid concerne certains aspects de la pauvreté qui ne sont pas liés au revenu. Des programmes publics de grande envergure ont permis d'accroître de manière considérable l'accès à l'eau courante, à l'électricité et à l'éducation, tandis que la malnutrition et la mortalité ont nettement diminué. Les améliorations obtenues dans ces domaines témoignent du degré extrême d'abandon et de pauvreté à l'époque de l'apartheid, mais des avancées substantielles sont indéniables, en particulier dans les zones rurales.

Malgré ces avancées concrètes, l'extrême pauvreté reste cependant très présente dans les campagnes, en particulier dans les anciens *homelands* (bantoustans ou réserves ethniques) de l'époque de l'apartheid. Lorsqu'on utilise les indices de pauvreté pour dresser une carte de la pauvreté en Afrique du Sud, les zones les plus démunies recouvrent souvent exactement les anciennes frontières des *homelands*, ce qui prouve l'existence de séquelles durables, plus de 20 ans après la réintégration officielle de ces territoires dans l'Afrique du Sud.

Mais la pauvreté n'est bien sûr pas seulement un problème des régions rurales. Si les ménages des zones urbaines informelles (là où se concentrent les bidonvilles) ont légèrement plus de possibilités de sortir de la pauvreté que ceux des zones rurales, ils n'en sont pas moins confrontés à d'importants obstacles structurels. L'organisation de l'ère post-apartheid a forcé les travailleurs noirs des villes et leurs familles à s'installer dans des périphéries urbaines éloignées, loin des emplois et des infrastructures des centres urbains bien développés. Après l'apartheid, ce modèle a été pérennisé grâce à une forte protection des droits de la propriété privée et à une politique gouvernementale qui ont

conduit à la construction de logements subventionnés par l'État sur des terrains périphériques bon marché. Dans ces zones mal desservies par le système de transport public, les travailleurs ont de longs temps de trajet entre leur domicile et leur travail, et des frais élevés liés à ces déplacements, ce qui revient à « taxer » de fait jusqu'à 40% de leur salaire. Il semble par ailleurs que l'éloignement de ces « villes de l'apartheid » rende plus difficile pour les habitants de ces zones périphériques de trouver un emploi.

### > Trop peu d'emplois, et des salaires trop bas

Mais de manière plus générale, ce sont surtout les dysfonctionnements du marché du travail sud-africain qui expliquent la persistance de la pauvreté depuis la fin de l'apartheid. Il n'est pas surprenant que le problème du chômage retienne l'attention des médias et des responsables politiques, étant donné le niveau extrêmement élevé qu'il atteint en Afrique du Sud. Selon la définition « restrictive » du chômage utilisée pour les comparaisons internationales, le taux de chômage dans le pays tend à osciller entre 25 et 30%. Selon la définition « large » – qui est plus pertinente dans le contexte sud-africain – ce taux fluctue autour de 40%.

Un chômage de masse d'une telle ampleur est à l'évidence un élément à ne pas sous-estimer. Le problème du chômage a cependant souvent contribué à détourner l'attention d'un autre problème majeur, celui des très bas salaires, qui prédominent en Afrique du Sud. Parmi les ménages sud-africains dont un des membres touche un salaire, la moitié se situent sous le seuil de pauvreté d'après les calculs les plus récents réalisés dans le pays (ils sont 88% lorsqu'aucun des membres ne touche de salaire). Alors que les salaires ont augmenté au sommet de la distribution, les salaires médians n'ont guère progressé en valeur réelle depuis 1994. Les données ethnographiques indiquent que de plus en plus de travailleurs sud-africains renoncent à leur emploi lorsque les salaires sont trop bas pour justifier l'ensemble des coûts matériels (tels que les frais de déplacement) et psychologiques (comme le traitement méprisant) qu'impliquent ces emplois – même si cela revient à se retrouver au chômage.

Quelles sont les causes du chômage élevé et des bas salaires ? L'une des explications privilégiées est la mauvaise qualité de l'enseignement. Selon cette théorie, l'Afrique du Sud connaît une « inadéquation des compétences », les employeurs nécessitant de plus en plus de travailleurs hautement qualifiés alors que le système éducatif de base fonctionne trop mal pour pouvoir produire de tels travailleurs. En effet, malgré une augmentation spectaculaire des taux de scolarisation, le système éducatif de base en Afrique du Sud se trouve dans une situation réellement critique avec, par exemple, huit élèves sur dix âgés de dix ans incapables de comprendre ce qu'ils lisent. Mais l'éducation n'explique pas tout.

L'un des problèmes qui doit être souligné est la demande insuffisante de main-d'œuvre de la part du secteur privé. Avec la fin de l'apartheid et de l'*influx control* (le contrôle des mouvements de travailleurs noirs) à la fin des années 80 et au début des années 90, l'offre de main-d'œuvre a considérablement augmenté, les Sud-Africains noirs auparavant confinés dans leur *homeland* pouvant désormais chercher une vie meilleure en ville. La demande de main-d'œuvre à cette époque n'a pas suivi le rythme de croissance de l'offre, ce qui a entraîné un clivage structurel lié au chômage qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Alors que les entreprises se plaignent souvent que l'application de la réglementation du travail coûte cher et rend l'embauche plus difficile, les données administratives montrent que le secteur privé sud-africain se caractérise par des niveaux exceptionnellement élevés de mobilité des travailleurs. En même temps, on peut également lier la demande insuffisante de main-d'œuvre aux faibles niveaux d'investissement fixe des entreprises du secteur privé. À la fin des années d'apartheid, le développement des entreprises par acquisition plutôt que par des investissements productifs a laissé place aux scissions d'entreprises, au versement d'importants dividendes aux actionnaires et au transfert de capitaux à l'étranger, mais le manque d'intérêt pour l'investissement productif dans le pays demeure.

### > Précarité et parcours de pauvreté

Depuis 1994, l'Afrique du Sud a suivi la tendance mondiale à la sous-traitance et au courtage de la main-d'œuvre, entraînant une augmentation des formes précaires de travail. Une analyse dynamique de la pauvreté en Afrique du Sud montre que 40% des ménages non pauvres sont « vulnérables » – c'est-à-dire qu'ils risquent fortement de devenir pauvres – alors que 80% des ménages pauvres sont classés comme « chroniquement pauvres », leurs possibilités de sortir de la pauvreté étant minimales.

Si le constat selon lequel une véritable liberté économique ne s'est pas concrétisée en Afrique du Sud apparaît à ce point comme une évidence, c'est bien parce que la réalité parle d'elle-même. Il y a cependant une question qui mérite d'être davantage prise en considération en Afrique du Sud, c'est dans quelle mesure, pour résoudre ce problème, une restructuration en profondeur de l'économie de l'apartheid – une économie qui perdure encore aujourd'hui – est nécessaire. Il ne fait aucun doute qu'en développant davantage les aides sociales et les services de base, nous pourrions progresser. Mais c'est bien le marché du travail sud-africain qui se trouve au cœur des dysfonctionnements de l'économie du pays, et c'est dans ce domaine qu'il faut intervenir si l'on veut mettre fin à la dépendance héritée de l'ère de l'apartheid. ■

Toute correspondance est à adresser à Joshua Budlender  
<[jbudlender@umass.edu](mailto:jbudlender@umass.edu)>

# > Après les plans de sauvetage, le nouveau visage de la pauvreté en Grèce

Vassilis Arapoglou, Université de Crète (Grèce)



La pauvreté est dépeinte sur les murs de logements abandonnés tandis que de nombreuses personnes se retrouvent à dormir dehors.  
Crédits : Vassilis Arapoglou.

**A**près avoir imposé huit années d'austérité drastique, le gouvernement grec a préparé la période qui allait succéder aux plans de sauvetage en proposant une « stratégie de croissance pour l'avenir », un plan qui a été négocié avec l'Eurogroupe, la Commission européenne et le Fonds monétaire international parallèlement à des discussions ayant pour objet de renforcer la surveillance budgétaire de la Grèce suite à sa sortie des programmes d'assistance financière. Il est précisé dans le plan que ce sont les Grecs eux-mêmes qui sont à l'origine des réformes prévues et des efforts pour placer une « croissance équitable et inclusive » au rang des priorités.

Je voudrais ici brièvement évaluer la prétention du plan à la réussite en la resituant dans un cadre spatio-temporel plus large et en la mettant en perspective avec mes récentes recherches sur la pauvreté dans les villes grecques. Le discours de « l'après-sauvetage » peut être considéré comme une étape spécifique sur la voie du *post-welfare*, de « l'après-État providence », une stratégie de décentralisation des prestations sociales qui progresse à un rythme variable dans de nombreux pays à travers le monde, et qui a

été adoptée par la Commission européenne dans le but de pousser plus avant la déréglementation du marché du travail et le recul des droits sociaux. Le *post-welfare* suppose une reconfiguration des relations entre les administrations locales, le marché et la société civile dans la mise au point des filets de protection sociale et des programmes d'intégration sociale. Le fait de décentrer les responsabilités en matière de politique sociale laisse le champ politique libre à des stratégies concurrentes. On trouve d'un côté une stratégie néolibérale, qui vise à transformer les associations locales à but non lucratif, ainsi que leur public, en investisseurs en capital humain et en consommateurs responsables des services sociaux. De l'autre, on trouve des stratégies progressistes visant à contrer ce projet imposé d'en haut de soumettre la protection sociale et la société civile aux règles du marché. Les « coalitions de cause » cherchent à intégrer les connaissances et les revendications issues des initiatives de la base, en leur permettant d'accéder aux ressources et aux financements locaux pour développer leurs activités dans de nouveaux domaines tels que la santé et les services sociaux, le logement, l'économie numérique et l'écologie urbaine.

>>

En Grèce, les deux premiers plans de sauvetage ont constitué une tentative délibérée de dévaloriser la force de travail et les acquis des travailleurs. La détérioration brutale des conditions de vie qui a débuté en 2010, a été stoppée au cours des deux dernières années, mais le mode d'organisation actuel du capitalisme européen rend impossible le rétablissement de la situation antérieure. Le taux de pauvreté en 2016, calculé sur la base des standards de 2008, avoisine les 50%. Autrement dit, la moitié de la population grecque vit dans la pauvreté si l'on prend ces standards. Mais même si l'on utilise les normes de revenu actuelles, près de la moitié de la population âgée de moins de 25 ans est pauvre, gravement démunie ou sans emploi. Le travail à temps partiel chez les jeunes a explosé : parmi les moins de 25 ans, un salarié sur quatre travaille à temps partiel, et un sur cinq appartient à la catégorie des travailleurs pauvres. La Grèce est sortie des plans de sauvetage avec des inégalités accrues et avec près de la moitié des jeunes du pays vivant dans des conditions de pauvreté ou de précarité. Cette nouvelle pauvreté a surtout touché les jeunes générations, les immigrants et les citoyens.

Les résultats de recherches menées récemment (cf. mon récent ouvrage *Contested Landscapes of Poverty and Homelessness in Southern Europe: Reflections from Athens* écrit en collaboration avec Kostas Gounis) illustrent la façon dont les mesures palliatives ont dominé les politiques locales de lutte contre la pauvreté. Le déploiement d'un dispositif de « revenu social de solidarité » a joué un rôle essentiel dans la décentralisation des services sociaux, mais l'aide est très limitée et soumise à de nombreuses conditions, suivant un modèle dur de *workfare* (allocations sous condition de travail). Dotées de ressources drastiquement réduites, les organismes civils locaux ont dû modifier en profondeur leur conception de l'inclusion sociale afin d'attirer les investissements privés. Il convient de souligner que les plans de sauvetage n'ont pas seulement démantelé des modes d'assistance déjà modestes et inadaptés mais ont également tracé une voie spécifique vers une privatisation des aides publiques et un cadre propice au développement des œuvres caritatives.

Le plus inquiétant a été de constater qu'une distinction artificielle était souvent faite entre les « nouveaux pauvres », ceux avec lesquels le citoyen ordinaire des classes moyennes était susceptible de s'identifier (dans la mesure où ils représentaient le risque de tomber dans la même misère), et les autres personnes marginalisées – toxicomanes, malades mentaux, migrants clandestins et personnes en transit. À cet égard, l'une des erreurs des pouvoirs publics locaux n'a pas seulement été de ne pas avoir su lutter contre l'indigence matérielle mais aussi d'avoir effectué des distinctions symboliques entre les laissés-pour-compte dans le but d'éviter les sentiments de culpabilité et de peur.

À l'opposé, le pluralisme de la société civile a permis de remettre en question la logique des marchés et les

anciennes pratiques de lutte contre la pauvreté. Un climat d'espoir s'est répandu au travers de multiples initiatives plus ou moins coordonnées, pour répondre aux besoins de ceux qui ne rentrent pas dans les catégories définies par l'administration. Le soutien informel a servi de garde-fou contre l'aggravation de la marginalisation, et grâce à des initiatives locales de solidarité, des réfugiés ont été accueillis dans les villes grecques, à contre-courant de l'ambivalence de la politique européenne d'immigration.

Mais la « spontanéité » ou la « bonne volonté » ne suffisent pas pour provoquer le changement, a fortiori lorsque les initiatives populaires se heurtent à la suspicion de l'Union européenne ou doivent opérer dans un contexte fortement bureaucratique. Contrairement à une opinion répandue, il a fallu des années pour accumuler des connaissances dans des domaines où la société civile a traditionnellement joué un rôle actif, là où le secteur associatif, les associations professionnelles, les collectifs de squatteurs et les initiatives populaires coopèrent et où des liens sont créés avec des organisations ou mouvements de défense internationaux. Pourtant, l'essentiel de ces compétences reste inexploité. Les mœurs autoritaires et clientélistes restent très présentes parmi les membres des partis au pouvoir, qui utilisent les organismes collectifs comme s'ils étaient une extension de l'État, dévalorisent leur expertise en matière sociale et réduisent au silence les voix dissidentes.

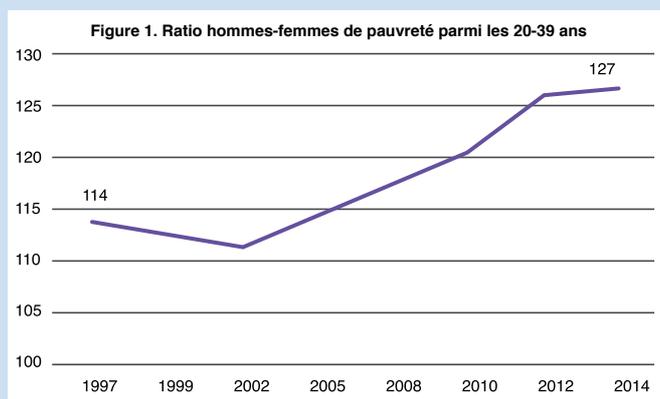
La stratégie grecque « pour une croissance équitable et inclusive » peut être considérée comme une tentative d'accentuer la politique de fragmentation et de parvenir à un compromis avec les institutions européennes sur l'avenir du *post-welfare*. Les organisations de la société civile ont d'ores et déjà critiqué les termes de ce plan et les négociations avec la Commission pour leur manque de transparence. Le plan ne fixe pas d'objectifs concrets en matière de réduction de la pauvreté et loue les avantages d'une assistance ciblée, sans prendre la mesure des répercussions sociales liées au faible niveau des prestations existantes. De la même manière, le caractère prioritaire de « l'intégration sociale et économique des jeunes » et d'une « économie axée sur le social » n'est pas soutenu par des mesures concrètes. Il est frappant de constater que la question urgente de l'intégration des réfugiés et des migrants est à peine évoquée. Le plan identifie les domaines importants de négociation avec la Commission européenne, avant tout le rétablissement de la négociation collective et d'un salaire minimum, qui ont été un sujet de préoccupation pour les militants syndicaux. Néanmoins il sera extrêmement difficile de revenir sur d'importantes lois anti-travailleurs et sur l'imposition des bas revenus et des jeunes travailleurs indépendants, et de reporter les baisses des retraites, tout cela ayant déjà été convenu avec les créanciers. Dans ces conditions manifestement défavorables, seules les luttes menées à l'échelle locale en faveur d'une émancipation politique et économique de la société civile donnent des raisons d'espérer. ■

Toute correspondance est à adresser à Vassilis Arapoglou <[arapov@uoc.gr](mailto:arapov@uoc.gr)>

# > Pourquoi y a-t-il plus de femmes pauvres en Amérique latine ?

**Juliana Martínez Franzoni**, Université du Costa Rica et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Pauvreté, la Protection sociale et les Politiques sociales (RC19)

**M**algré la croissance économique, la compétition électorale et les virages à gauche, le taux de femmes pauvres en Amérique latine est passé de 114 à 127 pour 100 hommes (Figure 1). Comment expliquer la dégradation de la situation de millions de femmes dans cette région du monde ?



Source : graphique élaboré par l'auteure à partir des données de la CEPAL, CEPALSTAT, 2018.

## > Contexte

L'Amérique latine sort tout juste d'un virage à gauche (ou de ce qu'on a appelé une marée rose), engagé en 1998 et qui aura duré jusqu'au milieu des années 2010. La compétition électorale a permis à des programmes progressistes d'avoir plus d'audience et de mettre en avant des revendications en faveur de politiques de l'emploi et de politiques sociales progressistes.

Ce basculement à gauche a été le produit d'une désillusion des citoyens face aux promesses non tenues des gouvernements conservateurs précédents. Cette désillusion a coïncidé avec un boom économique. Bien que présentant une grande diversité, les partis de gauche et leurs dirigeants se sont fait l'écho d'appels au changement, en particulier à un changement des conditions de vie. Déjà en 2000, les acquis sociaux et l'action des pouvoirs publics avaient progressé dans l'ensemble de la région.

## > L'action de l'État

Les politiques économiques mises en œuvre pendant la « marée rose » impliquaient des réformes du marché du travail qui ont conduit à augmenter le salaire minimum réel et à régulariser l'emploi. La part des dépenses sociales dans les dépenses publiques totales s'est accrue, passant

de 49% en 2000 à 58% en 2014, soit une augmentation par habitant de 687 USD en 2000 à 1.619 USD en 2014, d'après les données de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Bien que cette augmentation ait été plus ou moins importante selon les pays, elle est intervenue dans l'ensemble de la région et s'est traduite aussi bien à travers de nouveaux programmes qu'à travers des réformes.

La plupart des dépenses sociales engagées ont favorisé l'accès des femmes aux ressources allouées par l'État par le biais de transferts et de services. Un nombre considérable d'interventions à travers toute l'Amérique latine ont en effet ciblé les femmes et les mères. Les nouvelles politiques ont permis d'augmenter la proportion de femmes disposant de leur propre revenu, grâce aux transferts monétaires conditionnels et à l'extension des régimes de retraite. Ces interventions ont amélioré l'accès des femmes aux prestations de vieillesse afin qu'elles en bénéficient en droit propre et non plus en tant que personnes à charge de leur conjoint. En outre, la durée et la couverture des congés de maternité ont augmenté, et une réorganisation en dehors des familles des tâches non rémunérées prises en charge par les femmes et les mères a commencé à se mettre en place. Grâce à leur plus grande participation au marché du travail, la vie des femmes s'est transformée.

## > Marché du travail et intégration par l'État

Au cours des années 2000, l'augmentation de la participation globale des femmes au marché du travail a accusé un ralentissement, les femmes les plus instruites ayant atteint un plafond : les femmes âgées de 24 à 59 ans dotées d'un haut niveau d'éducation affichaient ainsi un taux de participation au marché du travail de près de 90%. Pour que la participation des femmes au marché du travail continue d'augmenter, il était donc nécessaire d'y intégrer des femmes moins instruites. Or celles-ci se sont heurtées à des obstacles structurels pour entrer sur le marché du travail. Le schéma général de changement ne s'est pas appliqué à l'ensemble des femmes, et l'inégalité des revenus a également entraîné une segmentation entre les femmes.

Pour plusieurs raisons, l'intégration des femmes au marché du travail a atteint un plateau au début des années 2000, à la fois pour les femmes à faible revenu et pour celles à revenu élevé. Le taux de participation des plus démunies a plafonné en raison de la division sexuelle du

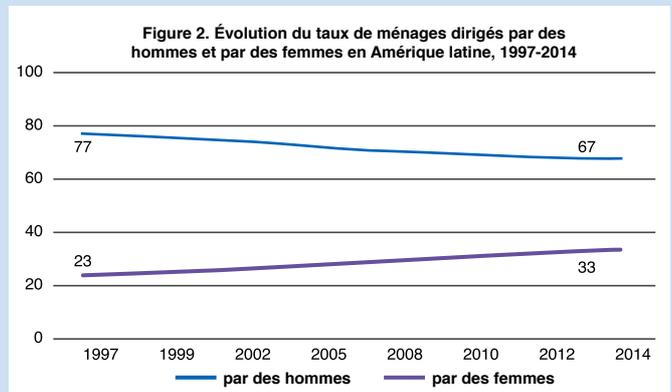
travail, d'une fécondité plus précoce et plus élevée, ainsi que de ressources limitées pour accéder aux services publics ou acheter des services privés de prise en charge des tâches familiales. Étant donné la division sexuelle inchangée du travail, les femmes à haut niveau d'instruction avaient pour leur part déjà atteint des taux de participation au marché du travail similaires à ceux des hommes en réduisant et en différant leur fécondité et en achetant des services privés de prise en charge des tâches familiales.

**> De nouvelles configurations familiales**

Les familles latino-américaines ont également connu de profondes transformations à la suite de la deuxième révolution démographique. Des relations conjugales diverses ont permis d'élargir les possibilités d'entrée et de sortie de la famille, et de mieux répartir les droits et les responsabilités. Les familles ont beau être en moins grand nombre, elles sont également devenues plus instables, et les ruptures familiales sont plus courantes.

Dans l'ensemble de l'Amérique latine, les familles nucléaires se sont érodées à mesure que les structures familiales se désagrègent et que les familles monoparentales, la cohabitation, les couples de même sexe et autres formes de configuration familiale se développaient. L'augmentation des taux de divorce est un indicateur de ces transformations. La Figure 2 montre la baisse du taux de ménages biparentaux dont le chef de famille est un homme et, à l'inverse, l'augmentation du taux de ménages dont le chef de famille est une femme. Les unités familiales sont par définition aussi bien coopératives que conflictuelles. Les transformations actuelles de la famille remettent en question le caractère coopératif des familles composées d'adultes qui s'entretiennent et se protègent mutuellement et protègent leur progéniture des risques sociaux, ce qui accentue l'émergence d'anciens et de nouveaux conflits. L'une des conséquences de ces transformations est l'augmentation du nombre d'enfants ne vivant pas sous le même toit que leur père.

La transformation des familles a des implications importantes pour toutes les parties concernées. Les comptes nationaux montrent qu'au moins 60% des besoins de consommation des enfants et des adolescents d'Amérique latine sont satisfaits au moyen de transferts privés. L'entretien économique et la prise en charge des enfants dépendent de la situation des mères, qui sont généralement les tutrices des enfants. Les femmes nourrissent les enfants, s'occupent d'eux, les accompagnent chez le médecin et s'acquittent d'une longue liste de tâches liées à leur éducation. Cette accumulation non visible de besoins, de valeurs et de consommation se passe au sein de la famille et se trouve résolue grâce aux soins et au travail domestique non rémunérés des femmes. Les enquêtes sur l'emploi du temps menées dans la région indiquent que c'est le cas quels que soient les revenus, l'âge et les structures familiales.



Source : à partir de données de la CEPAL.

La participation des femmes au marché du travail a évolué tandis que la participation des hommes aux tâches domestiques a peu changé. Les femmes continuent d'accomplir entre deux et trois fois plus de tâches domestiques et de soins non rémunérés que les hommes. De plus, lorsque les familles se désagrègent, peu d'enfants restent avec leur père. Cette division inégale persistante du travail domestique a des conséquences négatives sur l'accès des femmes à des ressources financières. Les charges domestiques limitent la participation des femmes au marché du travail (sous forme d'heures de travail rémunérées) et maintiennent la ségrégation professionnelle pour répondre aux besoins des familles. Les différences de revenu limitent la capacité des femmes à transformer une partie de leur travail domestique non rémunéré en travail rémunéré à domicile, également effectué par des femmes – une caractéristique essentielle de l'inégalité qui prévaut au niveau de la prise en charge des tâches familiales en Amérique latine.

**> Implications**

L'évolution des structures familiales, l'augmentation du nombre de pères qui abandonnent leur rôle de père, et la participation directe marginale de l'État au bien-être matériel des enfants rendent nécessaires une révision des lois et des politiques publiques. Les États se trouvent confrontés à la difficile tâche d'élaborer des politiques capables de répondre aux besoins d'un nombre croissant de familles divorcées, de ménages monoparentaux (pour la plupart des mères), de familles où les deux conjoints ont un revenu, de conjoints de même sexe, et d'enfants et de femmes exposés à la pauvreté. En outre, la reconnaissance légale et l'égalité des droits concernant ces structures familiales très diversifiées exigent l'intervention de l'État afin de renforcer la coopération dans le cadre de toutes ces configurations familiales et d'intervenir autrement que par le biais des transferts monétaires employés jusqu'ici pour lutter contre la pauvreté. Tout cela constitue, pour tous les acteurs politiques, y compris les partis de gauche, un nouveau défi. ■

Toute correspondance est à adresser à Juliana Martínez Franzoni <[juliana.martinez@ucr.ac.cr](mailto:juliana.martinez@ucr.ac.cr)>

# > L'économie de la charité, à l'ombre de l'État providence

Fabian Kessl, Université de Duisburg et Essen (Allemagne)



Rien qu'en Allemagne, des millions de personnes ont recours aux soupes populaires, aux magasins de vêtements caritatifs et à diverses banques alimentaires. Creative Commons.

**E**n décembre 2017, le conseil d'administration de l'antenne de la *Tafel* (réseau allemand de banques alimentaires) à Essen, en Allemagne, a décidé de restreindre l'accès des usagers migrants. Arguant du comportement supposément répréhensible d'un jeune migrant, la banque alimentaire a refusé l'accès aux personnes non munies d'un passeport allemand. Cette décision de restreindre l'accès à une banque alimentaire locale sur la base de critères ethniques a suscité un débat dans le monde entier et a été sévèrement critiquée pour son caractère foncièrement raciste. Le cas d'Essen est révélateur d'une réorientation de la question sociale. Plutôt que de se préoccuper avant tout des différences et des relations entre « ceux d'en haut et ceux d'en bas » dans une ville comme Essen – très fortement divisée entre riches et pauvres –, une nouvelle différence a été mise à l'ordre du jour : celle entre « ceux d'ici et ceux d'ailleurs ». L'opposition est à présent formulée comme celle entre « le pauvre retraité *allemand* vulnérable » et le « jeune homme *non allemand* qui veut s'imposer ». Même dans le contexte d'une société démocratique, un tel glis-

sement doit être débattu aussi bien publiquement que scientifiquement. Ce qui continue d'aller de soi, cependant, c'est l'existence même, dans les grandes villes d'Europe, d'antennes locales de banque alimentaire. À noter que la question de savoir pourquoi des gens au XXI<sup>e</sup> siècle font un usage quotidien des banques alimentaires dans un pays comme l'Allemagne – ou dans quelque autre pays d'Europe ou d'Amérique du Nord – a à peine été soulevée au cours de ces débats.

En Allemagne, les chiffres officiels disponibles sur l'aide alimentaire proviennent exclusivement des statistiques internes des associations du pays, telles que l'Association des banques alimentaires allemandes (*Tafel Deutschland e.V.*). D'après celle-ci, en 2016 il y avait 934 antennes régionales des banques alimentaires, un chiffre qui n'inclut que les organisations membres de *Tafel Deutschland*. Si l'on comptabilise l'ensemble des autres organisations qui distribuent des biens de première nécessité aux personnes « qui sont dans le besoin », on constate qu'il existe un système beaucoup plus vaste de « soulagement » de la pauvreté à travers toute l'Europe – et au-delà. Rien qu'en Allemagne, des millions de personnes ont recours aux soupes populaires, magasins de vêtements de bienfaisance, points de distribution de nourriture ou banques alimentaires. D'après nos propres recherches, environ 5.000 à 6.000 organisations sont présentes dans seulement cinq des seize *Länder* allemands. Un nouveau système d'atténuation de la pauvreté a été mis en place depuis les années 1980 (et plus tôt encore aux États-Unis), un système que l'on pourrait qualifier de « nouvelle économie de la charité ».

L'expression « nouvelle économie de la charité » désigne un système de distribution dans lequel des biens de première nécessité sont distribués gratuitement ou vendus au-dessous des prix du marché aux « pauvres » ou aux « personnes en difficulté », par l'intermédiaire de bénévoles ou de personnes peu rémunérées. Ce système repose sur la mise à disposition de biens de consommation courante en provenance de trois sources : la surproduction indus-

>>

trielle ; les biens qui ne peuvent plus être vendus pour des raisons liées aux normes légales de standardisation et aux objectifs commerciaux ; et les biens dont les ménages privés n'ont plus besoin.

La « nouvelle économie de la charité » s'adresse aux groupes de personnes qui n'ont pas les moyens ou les ressources nécessaires pour participer au système capitaliste de distribution des biens. Or ce nouveau modèle économique distribue essentiellement des biens de première nécessité pour la vie quotidienne. Cela a des répercussions sur les modes d'assistance, qui relevaient autrefois de la responsabilité exclusive de l'État providence et de ses institutions (telles que nous les avons connues en Europe ou en Amérique du Nord au milieu du XX<sup>e</sup> siècle). Dans le système de sécurité sociale de l'État providence, les manques matériels fondés sur des revendications légales sont essentiellement compensés par le biais d'allocations et complétés par des services sociaux. Or dans la « nouvelle économie de la charité », les prestations non monétaires vont de pair avec les assurances sociales obligatoires, les systèmes d'approvisionnement ou les structures d'assistance mises en place en tant qu'aides au profit des personnes démunies. Cette nouvelle économie va parfois jusqu'à se substituer aux aides légales. Dans ce cas, les usagers sont renvoyés vers ce nouveau service d'aide pour trouver des moyens de subsistance, basé sur les dons. L'accès à ce type d'aide ne dépend pas du droit à des prestations, mais de la réception de dons caritatifs (ce qui implique une loyauté). La « nouvelle économie de la charité » est en train de transformer la réduction de la pauvreté en soulagement de la pauvreté en changeant le mode d'attribution de l'aide : aussi bien les donateurs que les bénévoles agissent par compassion plutôt que par « solidarité entre étrangers » (suivant l'expression de Hauke Bunkhorst). Ainsi la « nouvelle économie de la charité » se caractérise-t-elle par une attention temporaire au malheur d'autrui et non par un droit formel à l'aide.

Mais il ne s'agit pas seulement d'un système de soulagement de la pauvreté fondé sur la loyauté et la compassion tel qu'il a pu exister aux débuts de l'ère industrielle. La « nouvelle économie de la charité » doit être également appréhendée comme un système économique secondaire. Étroitement liée au marché principal, l'économie de la charité facilite le transfert des surplus de production de l'économie principale vers un circuit secondaire. Ce transfert comporte également un intérêt économique pour ceux qui font don de biens de première nécessité dans la mesure où ils reçoivent un avantage équivalant à leurs dons. Par exemple, les enseignes d'alimentation *discount* peuvent encore réaliser un profit à partir des marchandises offertes car (1) cela réduit leurs frais d'élimination

des invendus et leur permet éventuellement de faire des économies d'impôt ; et (2) les entreprises qui sont des donateurs ou des sponsors officiels peuvent en tirer avantage et améliorer leur image auprès de l'opinion publique en faisant des dons entrant dans le cadre de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

La « nouvelle économie de la charité » témoigne par conséquent de l'existence d'un vaste système parallèle qui grandit à l'ombre de l'État providence. Contrairement à l'image publique, les banques alimentaires, les soupes populaires, les magasins de vêtements de bienfaisance et autres ne sont pas les seules initiatives de la société civile basées sur le bénévolat. D'après nos recherches, en Allemagne, 90% des organisations qui participent à la « nouvelle économie de la charité » fournissent à la fois une aide matérielle et toute une série de services sociaux. Il existe donc un lien étroit avec l'État providence officiel – ce qui ressort également au niveau du financement de l'économie de la charité : en effet, on y trouve souvent une combinaison de dons, de parrainages, de fonds publics, de cotisations des membres, de recettes et/ou de frais de service. En outre, les pourvoyeurs de l'aide issue des dons appliquent souvent un contrôle des ressources des candidats, en utilisant la plupart du temps les réglementations mises en place par l'État providence. Autrement dit, ce qui lie la « nouvelle économie de la charité » aux services établis par l'État providence, c'est aussi l'évaluation de la situation des individus par l'administration publique. C'est ce que l'on peut observer dans la collaboration indirecte entre les services sociaux publics et les services de la « nouvelle économie de la charité ». Par exemple, le personnel des agences pour l'emploi signalera des services, tels que des points de distribution de nourriture, aux personnes dans le besoin qui sollicitent des aides publiques. Ainsi, une nouvelle relation de subsidiarité – dans laquelle l'unité la plus petite est censée fournir une assistance avant l'unité suivante plus importante – est établie. Les agents de l'administration publique considèrent les services de la « nouvelle économie de la charité » comme un complément des prestations sociales de l'État proprement dites – voire un substitut à celles-ci – même si ces services n'ont aucun fondement en droit social.

Cette « nouvelle économie de la charité » semble constituer un exemple parfait de la nouvelle division du travail entre les trois secteurs que sont la société civile, l'économie marchande et l'État, dans laquelle leurs périmètres et leurs logiques d'action respectifs se trouvent brouillés. Nous sommes ainsi engagés sur la voie d'un changement fondamental des formes traditionnelles d'assistance aux personnes dans le besoin. ■

Toute correspondance est à adresser à Fabian Kessl <[fabian.kessl@uni-due.de](mailto:fabian.kessl@uni-due.de)>

# > Les défis de la sécurité alimentaire au XXI<sup>e</sup> siècle

**Mustafa Koç**, Université Ryerson (Canada) et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Sociologie des Migrations (RC31) et l'Agriculture et l'Alimentation (RC40)



**L**e discours sur la sécurité alimentaire a émergé durant la crise financière mondiale du milieu des années 70 comme une priorité internationale pour aborder la question de la disponibilité et de l'accessibilité de l'alimentation pour tous. L'une des définitions les plus courantes de la sécurité alimentaire a été donnée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996. Selon cette définition, la sécurité alimentaire « est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine ».

Bien qu'il soit largement reconnu par des organisations internationales telles que la FAO, le concept de sécurité alimentaire est un concept confus recouvrant des définitions multiples et des priorités différentes, qui continue d'évoluer au fil des ans. L'imprécision conceptuelle du discours sur la sécurité alimentaire est le reflet d'imaginaires qui divergent sur la façon dont l'accès à la nourriture devrait être géré dans les économies de marché, ainsi que sur les changements à opérer dans l'organisation spécifique du système alimentaire, c'est-à-dire dans les politiques et les pratiques qui définissent les conditions d'approvisionnement alimentaire dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Depuis les années 80, la conceptualisation de la sécurité alimentaire a fait l'objet d'une révision dans un contexte de libéralisme de marché, d'intensification des relations économiques mondiales et de restructuration de l'économie et de l'État. Les politiques néolibérales adoptées comme solution à la crise financière des années 70 se sont traduites par une réduction des dépenses consacrées aux programmes sociaux, par des changements dans les conditions de travail, par une réduction du rôle de l'État dans l'économie, par la déréglementation, la privatisation et la libéralisation du commerce. Ces changements ont entraîné un déclin des emplois syndiqués dans le secteur manufacturier, et une augmentation des emplois précaires et à temps partiel, surtout dans le secteur informel et celui des services. Le recul des programmes sociaux a aggravé la situation, entraînant des taux plus élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire.

Le discours néolibéral sur la sécurité alimentaire comprenait le passage du langage de l'époque antérieure fondé sur les droits, à un discours axé sur le marché qui désignait la nourriture comme une marchandise et l'insécurité alimentaire comme un échec personnel plutôt que comme un échec du système agroalimentaire. Un document de 1993 de la Banque mondiale reflétait clairement cette évolution : « Dans la pratique, cependant, la nourriture est une marchandise. » À mesure que les fonctions sociales de l'État providence se réduisaient et que les programmes sociaux nationaux étaient transférés aux autorités provinciales et locales, les fonctions d'assistance sociale et de soins étaient de plus en plus laissées aux organisations de la société civile et aux familles. Les organisations philanthropiques, telles que les banques alimentaires, ont commencé à combler le vide laissé par les programmes sociaux que géraient les gouvernements. D'abord apparues aux États-Unis en 1967, les banques alimentaires manquaient de transparence, n'étant pas tenues de rendre des comptes de leur gestion, contrairement aux organismes de protection sociale ; elles ont cependant commencé à se répandre dans le monde entier, au point de devenir d'importants mécanismes de sécurité sociale censés fournir des « excédents alimentaires » à des « populations excédentaires ».

Dans une économie de marché, les produits qui ont été fabriqués pour la consommation humaine mais qui ne peuvent pas être vendus sur le marché avant leur date de péremption deviennent des excédents. La redistribution des excédents alimentaires a été promue comme une solution pour lutter contre le gaspillage et la pauvreté alimentaire. Cette préoccupation apparemment noble tend cependant à passer sous silence le rôle des coupes

effectuées par les gouvernements dans l'aide sociale, et des impératifs commerciaux des entreprises agroalimentaires, dans la montée de l'insécurité alimentaire. S'il est vrai que jusqu'à 40% de la nourriture produite pour la consommation humaine est perdue ou gaspillée dans son parcours du champ à l'assiette et que réduire ce gaspillage pourrait nous permettre de nourrir tous ceux et celles qui souffrent d'insécurité alimentaire dans le monde, les causes de l'insécurité alimentaire ne sont pas dues à des pénuries alimentaires, mais à des inégalités dans l'accès à la nourriture. À l'heure actuelle, la plupart des céréales et des oléagineux à travers le monde sont utilisés comme aliments pour animaux, biocarburants et produits industriels (comme le sirop de maïs à haute teneur en fructose), plutôt que comme nourriture. La réduction du gaspillage alimentaire exige donc un réexamen critique de la manière dont les impératifs de profit du système agroalimentaire et les subventions dans certains secteurs ont pour conséquence d'augmenter considérablement à la fois les excédents alimentaires et la faim dans le monde.

### > Les progrès n'ont pas profité à tous

Au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, un engagement fut pris de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2015. À l'époque, on estimait à 799 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire. D'après les estimations, en 2009 leur nombre s'élevait à 1,023 milliards. Face à cette augmentation, la FAO décida en 2012 de modifier sa méthodologie. Mais même avec cette nouvelle méthodologie, le nombre de personnes sous-alimentées restait encore de 815 millions en 2015. De plus, en Afrique et au Moyen-Orient, le nombre de personnes sous-alimentées augmente en raison des guerres et des conflits armés. Au cours des dernières décennies, les conflits armés dans différentes régions du monde ont eu pour conséquence que des millions de personnes sont devenues des populations excédentaires en situation d'insécurité alimentaire. Selon les estimations de la FAO pour 2017, environ 60% des 815 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire et de malnutrition chroniques dans le monde vivent dans des pays en proie à des conflits. Environ 75% des enfants souffrant d'un retard de croissance dû à la malnutrition vivent dans des pays dévastés par la guerre. La destruction des économies nationales, des infrastructures et des principales institutions de l'État en raison de la guerre a également fait que des millions de personnes sont devenues des réfugiés, tandis que les tentatives pour contenir les mouvements de population dans leurs régions respectives ont transformé les pays limitrophes en camps de réfugiés. Les 6 millions de réfugiés afghans au Pakistan et en Iran, et les 5,6 millions de réfugiés syriens en Turquie, en Jordanie, au Liban, en Irak et en Égypte ne sont que deux des exemples récents de mouvements massifs de population au sein d'une région. Si les réfugiés souffrent d'insécurité alimentaire et de malnutrition chroniques et à long terme, ils deviennent aussi une source d'insécurité alimentaire et d'instabilité politique dans les pays d'accueil.

### > Menaces futures pour la sécurité alimentaire

D'ici à 2050, la population mondiale devrait atteindre les 9 milliards d'habitants. Dans la mesure où les économies en développement adoptent les modèles de consommation et de gaspillage des pays plus riches et où les conflits armés dans le monde produisent de nouvelles vagues de réfugiés, le niveau d'insécurité alimentaire peut s'aggraver. Jusqu'à présent, nous avons misé sur la recherche de moyens d'accroître notre capacité de production et d'améliorer l'accès à la nourriture des segments vulnérables de la population. Les efforts visant à accroître les capacités de production par des méthodes de culture industrielles ont conduit à une concentration accrue de la propriété entre les mains d'agriculteurs plus efficaces et ont poussé des millions de paysans et de petits agriculteurs vers les villes. L'utilisation croissante de produits agrochimiques est également à l'origine d'importants problèmes environnementaux, tels que la dégradation des sols, la pollution de l'air et de l'eau et la perte de biodiversité. On estime que l'agriculture contribue à 13% des émissions de gaz à effet de serre. Les impacts croissants du changement climatique créent une autre menace pour la capacité de production dans le monde. Tout en cherchant de nouvelles politiques pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires et réduire les pertes et le gaspillage, peut-être nous faudrait-il aussi remettre en question notre alimentation, nos habitudes de consommation et l'organisation du système agroalimentaire qui a prévalu au cours du siècle dernier.

Le mouvement émergent en faveur de la souveraineté alimentaire relie agriculteurs, travailleurs et consommateurs dans un effort commun pour chercher à mettre en place un système alimentaire alternatif. Bien que le concept de souveraineté alimentaire reprenne certains éléments de discours antérieurs sur la sécurité alimentaire, en mettant notamment l'accent sur le rôle des États pour définir les modalités de l'approvisionnement alimentaire à l'intérieur des frontières nationales ou locales, il comporte également une nouvelle logique de résistance à la mondialisation. À la différence des interprétations néolibérales sur la sécurité alimentaire, le discours sur la souveraineté alimentaire reconnaît l'alimentation comme un droit humain, souligne l'importance de la propriété et du contrôle des terres, de l'eau et des ressources génétiques par les populations locales/autochtones, privilégie la viabilité à long terme et la résilience plutôt que l'efficacité du processus de production, et rejette l'utilisation de l'alimentation comme d'une arme. Tout comme celui sur la sécurité alimentaire, le discours sur la souveraineté alimentaire est lui aussi dynamique et fluide, façonné par l'évolution des histoires politiques et économiques. Il sera intéressant d'observer le rôle que joue la souveraineté alimentaire dans la reconstruction de la perception par la société des priorités du système alimentaire et dans la redéfinition de la sécurité alimentaire. ■

Toute correspondance est à adresser à Mustafa Koç <[mkoc@ryerson.ca](mailto:mkoc@ryerson.ca)>

# > La modernité mondiale

**Sujata Patel**, Institut indien d'études avancées (Inde) et membre des comités de recherche de l'ISA sur l'Histoire de la Sociologie (RC08), le Développement régional et urbain (RC21), l'Analyse conceptuelle et terminologique (RC35), la Sociologie historique (RC56), et membre du conseil d'administration du RC08

**D**epuis la fin des années 1990, l'expression *global modernity* (« modernité mondiale ») revient de plus en plus souvent dans la littérature consacrée aux théories employées pour analyser notre monde à l'ère de la mondialisation. L'expression elle-même associe deux concepts, celui de mondialisation et celui de modernité, et donne lieu à une reformulation des théories sur l'un et sur l'autre dans la mesure où ils sont liés l'un à l'autre.

Les théories de la modernité mondiale sont dans un premier temps apparues à partir des grandes délibérations sociologiques qui interrogeaient la pertinence des théories classiques pour analyser les changements contemporains dans le Nord global. Cette question a conduit à formuler d'autres questions, dont celle de savoir si les théories de la modernisation des années 1950 et 60, calquées sur les positions sociologiques classiques et l'expérience européenne, restaient utiles pour appréhender la modernité telle qu'elle s'exprime à travers le monde. Il s'est vite avéré qu'en fait le modèle de modernisation homogénéisait et rendait hégémonique l'expérience européenne au motif que l'organisation institutionnelle et les caractéristiques culturelles représentant le processus de modernisation en Europe étaient vouées à se reproduire dans le reste du monde. Selon les chercheurs, une nouvelle approche était nécessaire, une approche susceptible de remplacer la théorie de la convergence de la modernité par une théorie qui reconnaisse les différences d'articulation de l'expérience moderne d'une région à l'autre du monde.

L'acceptation de cette position au sein de la sociologie dominante a ouvert une boîte de Pandore. Cela a permis le développement sur ce thème de toute une variété de points de vue relevant de différents courants (wébérien, marxiste, structuraliste, post-structuraliste, etc.), auxquels se sont juxtaposés d'autres analyses qui s'étaient développées en dehors du Nord Global, dites *indigenous theories* (« théories autochtones ») et/ou *Southern theories* (« théories du Sud »). L'apport de ces points de vue innovants a permis d'étendre la portée du sujet, qui est ainsi devenu un domaine d'étude et de réflexion à part. Aujourd'hui, le champ d'étude défini comme celui de la « modernité mondiale » traite d'un grand nombre de ques-

tions ontologiques, épistémologiques et méthodologiques concernant les théories essentielles de la modernité, ce qui a permis d'ouvrir à nouveau le débat sur les principes fondamentaux de la sociologie. Dans ce court article, j'expose trois ensembles d'analyses qui ont émergé depuis la fin des années 80 et le début des années 90. Il s'agit des théories des modernités multiples, des théories autochtones et du Sud, et de l'approche décolonialiste.

## > Modernités multiples

La théorie des modernités multiples compte de nombreuses variantes et de nombreux contributeurs. L'expression a été conceptualisée par Shmuel Eisenstadt, qui à bien des égards a été l'architecte de cette théorie, et qui a lié la modernité aux études des civilisations ; mais d'autres interlocuteurs, qui évitent de qualifier la modernité de civilisationnelle, ont également contribué à cette théorie. Tous ces différents chercheurs se rejoignent cependant sur les postulats suivants : a) il n'y a pas une mais plusieurs modernités, c'est-à-dire que la modernité n'est pas singulière mais plurielle ; b) bien que les expressions institutionnelles de la modernité puissent être similaires, il existe des différences liées aux différents contextes culturels de chaque société ; et c) pour appréhender ces différences, il est nécessaire de reformuler les théories sociologiques classiques.

Ainsi, les travaux de recherche sur les modernités multiples s'inspirent avant tout des idées et des positions en provenance d'Europe pour poser des questions historiques et philosophiques sur la manière dont les différentes expériences européennes de la modernité ont été organisées. Il s'agit ensuite de chercher à savoir s'il est possible d'établir un critère permettant d'évaluer ces différences à travers le monde. Deuxièmement, les chercheurs tentent d'interroger les éléments constitutifs fondamentaux de la modernité plutôt que ses éléments périphériques. Eisenstadt a fait valoir que l'élément fondamental de la modernité est la capacité des êtres humains d'agir sur le monde et de le transformer (*human agency*). Il qualifie cette capacité d'autonome, de rationnelle, de créative et de libre. Troisièmement, si l'élément fondamental de la capacité d'agir des êtres humains est la rationalité, comment cet élément s'est-il manifesté différemment à travers le monde ? Eisen-

## “ Il est nécessaire de modifier les pratiques scientifiques occidentales parce qu’elles font du sujet un objet de recherche ”

stadt soutient que cet élément fondamental – la capacité rationnelle d’agir sur le monde et de le transformer – trouve son origine dans les différentes religiosités des civilisations axiales. Mais c’est dans la civilisation axiale chrétienne européenne que les attributs de la modernité sont apparus en premier et se sont diffusés par la suite. Ce modèle occidental n’a pas été accepté sous sa forme originale, et ses attributs culturels ont été sélectionnés, réinterprétés et reformulés en fonction des caractéristiques attachées à chaque civilisation axiale. En conséquence, de nouveaux éléments fondamentaux sont apparus ; ce sont ceux-ci qui ont constitué les versions ultérieures des modernités. Ainsi, s’il y aura toujours une convergence à travers le monde des caractéristiques fondamentales de l’institutionnalisation, telles que les structures professionnelles et industrielles ou celles de l’éducation et de la formation des villes, il y aura toujours également des différences dans la façon dont la dynamique institutionnelle et les problèmes suscités par cette dynamique se développent à mesure que la capacité d’agir et la structure interagissent.

La thèse des modernités multiples aurait contribué au tournant culturel de la théorie sociale contemporaine. Il ressort clairement de ce qui précède que les processus matériels sont peu ou pas représentés dans cette analyse de la modernité. De plus, bien que cette thèse défende l’historicité, aucune référence n’est faite au colonialisme, à son organisation de la modernité, à ses processus d’exploitation et à ses relations avec les systèmes de savoir et en particulier avec ceux des sciences sociales. Les théories abordées ci-dessous traitent ces questions.

### > Théories autochtones et théories du Sud

Les théories autochtones partent du principe que les sciences sociales ont besoin d’autonomie pour formuler les préoccupations épistémiques dans leurs régions. Elles s’alignent sur la thèse de Raewyn Connell selon laquelle la répartition inégale du pouvoir entre la métropole et la périphérie a structuré les sciences sociales, ce qui a conduit à l’universalisation des théories du Nord, et donc de ses points de vue, de ses perspectives et de ses problèmes. Dans les travaux de recherche issus du Sud, deux concepts sont utilisés pour analyser ce phénomène. Le premier est « l’extraversion » telle que la conçoit Paulin Hountondji pour définir une science sociale orientée vers l’extérieur. L’autre est celui de « dépendance intellectuelle », telle que la conçoit Syed Farid Alatas. Ce dernier soutient que le savoir occidental est imposé au reste du monde et reste donc non contextuel et non pertinent. Ces chercheurs insistent par conséquent sur la nécessité d’élaborer des sociologies alternatives à partir des récits et des cultures « autochtones ».

D’après la théorie autochtone, si les sciences sociales se sont développées en Occident en nouant le dialogue avec ses systèmes philosophiques, il est également possible d’en faire autant avec d’autres cultures et systèmes philosophiques. Il s’agit de se doter d’une voix épistémique propre, capable de supplanter le pouvoir de la voix épistémique de l’Occident. Cette approche permettrait de créer des principes/abstractions qui tiennent compte de l’histoire et de la vie sociale autochtones et d’aider à formuler des manières « alternatives » de faire de la sociologie en dehors du langage de la « sociologie universelle » tel qu’il a été formulé par la sociologie occidentale/du Nord.

On peut identifier trois grands courants au sein des études autochtones. Le premier est le fait d’Akiwowo Akinsola, un sociologue nigérian selon lequel la sociologie peut être constituée à partir des récits, des mythes et des proverbes de son peuple et des « lois de la véritable sagesse africaine ». Avec ses collègues, il a élaboré une théorie sociologique inspirée de la poésie de la tribu des Yorubas du Nigeria. D’après eux, les principes inhérents à cette poésie indiquent que l’unité de toute vie sociale est l’individu et que, parce que l’individu en tant que « moi corporel a besoin de la compagnie d’autres individus », la vie communautaire fondée sur l’intérêt commun joue un rôle important dans l’existence de l’individu. Cette position a été remise en question pour les divers problèmes méthodologiques et épistémiques qu’elle pose, notamment l’utilisation de la culture populaire pour élaborer une théorie sociologique, la « véracité » de sa traduction et de son interprétation, et la question de savoir si ses formulations peuvent être assimilées à une méthode scientifique.

Le deuxième courant des études autochtones a tenté de répondre à cette dernière question – concernant leur capacité à affronter l’interrogation par des méthodes scientifiques – en affirmant que la science occidentale ne devrait pas être déclarée comme étant la seule au monde. Plaidant en faveur d’une science sociale autonome, à la fois adaptée et critique, Syed Farid Alatas reformule la problématique de la théorie autochtone en posant la question de savoir si des cultures distinctes et leurs épistémologies peuvent être utilisées pour constituer un nouveau corpus scientifique critique. D’après lui, les systèmes de savoirs autochtones, comme celui de l’Islam, portent en eux-mêmes une critique scientifique qui peut interroger le travail empirique. Il affirme que ces principes peuvent également servir à élaborer d’autres manières de faire de la sociologie. La question qu’il pose est la suivante : comment l’Islam peut-il servir de base métaphysique et épistémologique à la constitution de nouvelles connaissances sans s’engager dans une sociologie islamique ou une physique islamique ? Une telle intervention ne reviendrait pas

&gt;&gt;

à renoncer à la science, en particulier à son ancrage dans la pensée critique et d'investigation, mais plutôt à en élargir le champ et à inclure de nouvelles notions critiques en provenance d'une culture non occidentale.

Un troisième courant des études autochtones émane des travaux, également axés sur la science occidentale, de Linda Tuhiwai Smith. Selon elle, il est nécessaire de remplacer les pratiques scientifiques occidentales parce qu'elles font du sujet un objet d'investigation. La science occidentale impose « la vérité » aux peuples et aux régions du monde en ne tenant pas compte des savoirs locaux. Smith affirme la nécessité de repenser la méthodologie de la science et préconise une science qui prenne en compte les valeurs culturelles des individus, de la communauté et des personnes sur lesquels portent les recherches. Elle demande aux chercheurs de réfléchir à des moyens de dé-stabiliser le pouvoir des processus de recherche objectivistes et d'intégrer la voix des subalternes/autochtones dans le processus de recherche.

Ces trois courants interrogent les pratiques académiques dans les pays du Sud. Avec la perspective « décoloniale », une position plus révolutionnaire a émergé, qui s'inscrit dans la lignée de Marx selon laquelle les sciences sociales doivent changer le monde plutôt que de simplement réfléchir dessus.

### > La perspective décoloniale

La théorie/perspective décoloniale – également connue comme le projet Modernité/Colonialité – correspond à un mouvement intellectuel originaire d'Amérique latine. La théorie décoloniale est le fruit d'une combinaison de perspectives, notamment des théories de la dépendance, de la théologie de la libération et des théories du mouvement social dans le contexte latino-américain. Son ambition est large : elle préconise la nécessité de faire une critique épistémologique, et donc méthodologique, des théories européennes de la modernité de façon à pouvoir formuler de nouvelles positions épistémologiques. Elle plaide en faveur d'une reformulation des sciences sociales par la création de nouvelles hypothèses susceptibles d'étendre la recherche sur la modernité jusqu'aux « frontières mêmes de la pensée ».

Pour commencer, elle avance que la principale faille des théories contemporaines de la modernité et de la sociologie est l'effacement de l'expérience coloniale de son langage théorique. Elle fait valoir que cette invisibilité a rendu ethnocentriques les théories contemporaines de la modernité. Un nom est donné à cet ethnocentrisme, c'est l'eurocentrisme (ou eurocentrisme). Pour les décolonialistes, l'eurocentrisme est une épistémologie qui englobe toutes les branches des sciences sociales, et qui est particulièrement manifeste dans les disciplines de l'histoire et de la sociologie. Trois conceptualisations se rassemblent sur cette position : la « colonialité du pouvoir » théorisée par Anibal Quijano ; « l'intériorité/extériorité » conceptualisée par Enrique Dussel ; et la « différence coloniale » conçue par Walter Mignolo. Les trois s'imbriquent les unes avec les autres.

La colonialité du pouvoir, selon Quijano, repose sur deux mythes eurocentriques : l'évolutionnisme et le dualisme. D'une part, l'évolutionnisme organise l'histoire comme un récit linéaire, comme le passage du primitif au moderne. Cette linéarité, conceptualisée aux premiers temps de la modernité européenne, a été imposée pour interpréter les histoires non européennes du monde. Le dualisme est un autre procédé et mythe utilisé par l'eurocentrisme pour distinguer l'histoire et la société européenne des histoires et des sociétés non européennes. Ainsi, à travers le dualisme, l'eurocentrisme constitue la connaissance de l'autre comme celle de son contraire, et cela en termes binaires. Une hiérarchie se trouve ancrée dans cette approche binaire, qui pose l'histoire et la société européennes comme étant supérieures (l'Europe ayant créé en premier la modernité) et celles des autres comme inférieures.

Dans la perspective de la colonialité du pouvoir, l'eurocentrisme constitue des théories justifiant le contrôle : a) de l'économie, par l'appropriation des terres, l'exploitation du travail, le contrôle des ressources naturelles ; b) de l'autorité, par les institutions de l'armée, de la police et du pouvoir politique ; c) du genre et de la sexualité, au travers de la famille et du système éducatif ; et d) de la subjectivité et des connaissances grâce au développement de systèmes épistémologiques/de savoir.

Le concept de différence coloniale de Walter Mignolo (la division entre modernité et colonialité, et son utilisation pour créer d'autres divisions et différences en matière de connaissances) se situe dans le prolongement de la problématique établie par la « colonialité du pouvoir », qu'il établit comme un outil épistémologique qui privilégie l'espace intellectuel et politique des Européens pour les Européens. Mignolo estime que ce concept nous aide à mieux comprendre l'objectivation du monde colonial et de ses peuples, et la subordination de leurs imaginaires et de leurs connaissances.

Enrique Dussel réinterprète le mythe de l'évolutionnisme de Quijano en affirmant que l'histoire contemporaine est conçue comme une théorie de l'intériorité extrapolée de l'histoire régionale européenne afin d'exploiter le mythe selon lequel celle-ci serait à la fois universelle et linéaire. Il estime qu'il est nécessaire de développer un programme de recherche de et pour la modernité comme théorie de l'extériorité, une façon de percevoir le monde de l'extérieur de l'Europe, d'un point de vue décolonisé. Il est nécessaire de redessiner les hypothèses philosophiques, sociales et historiques contemporaines existantes en sciences sociales et de proposer des hypothèses alternatives fondées sur les voix des non-colonisés. L'objectif est extrêmement ambitieux : il s'agit de réorganiser l'épistémologie des sciences sociales telle qu'elle a été constituée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et de créer de nouveaux agendas de recherche pour redéfinir les thèmes, les spécialisations et les questions de manière à réinterpréter les fondements mêmes des sciences sociales. ■

Toute correspondance est à adresser à Sujata Patel <[patel.sujata09@gmail.com](mailto:patel.sujata09@gmail.com)>

# > Un regard rétrospectif

## sur la sociologie polonaise<sup>1</sup>

**Marta Buchole**, Université de Bonn (Allemagne) et Université de Varsovie (Pologne)



*Leon Petrażycki et Florian Znaniecki, deux grandes figures de la sociologie polonaise.*

L'histoire de la sociologie en Pologne été marquée dès l'origine par une tension entre portée internationale et engagement à l'échelle locale. Cette tension est difficile à gérer, parce qu'elle touche aux racines profondes de l'identité propre à la discipline et a des répercussions sur les stratégies de recherche, théoriques, institutionnelles et personnelles.

La persistance de cette tension est en partie due au fait que la sociologie académique en Pologne a été principalement importée de l'étranger. Même si une pensée sociale propre s'est développée dans les anciens territoires de Pologne aux XVIII<sup>e</sup> siècle et XIX<sup>e</sup> siècles (le pays lui-même

n'existant pas en tant que tel pendant la majeure partie de cette période), il s'agissait en général de science privée. Lorsque le processus d'institutionnalisation de la sociologie a commencé à peu près en même temps dans de nombreux pays, la nouvelle science s'est rapidement développée suivant un certain nombre d'orientations distinctes. Celles-ci ont été marquées par la circulation des connaissances et un enchevêtrement mutuel de ce qu'on désigne couramment comme traditions sociologiques nationales. Rétrospectivement, la nationalisation des sciences sociales rend difficile l'évaluation de la contribution d'auteurs comme Léon Petrażycki ou Ludwik Gumplowicz. Leurs concepts extrêmement novateurs correspon-

daient à l'interaction des intérêts cognitifs et politiques locaux dans l'environnement qui était le leur, mais reflétaient également leur implication dans la communauté scientifique transnationale. D'un autre côté, si l'influence des chercheurs d'Europe centrale et de l'Est sur le développement des sciences sociales dans leur ensemble a été si importante, c'est précisément parce que les barrières d'accès aux réseaux scientifiques de l'Europe impériale avant 1918 étaient comparativement peu élevées.

Cette double expérience d'un intérêt direct à la fois dans la région et dans les réseaux scientifiques transnationaux a également été celle des sociologues universitaires polonais qui

avaient fait leurs études en Occident, notamment Florian Znaniecki et Stefan Czarnowski, et dont l'activité s'est poursuivie dans le nouvel État-nation polonais. À l'époque, la sociologie occidentale s'est universalisée : elle représentait une science nouvelle, une nouvelle forme de pensée, un nouveau parcours professionnel, une nouvelle mode intellectuelle, et un allié apprécié pour l'élaboration des politiques. Le fait qu'assimiler toute cette nouveauté permette de maintenir un canal de communication avec l'Occident, constituait à l'évidence une motivation supplémentaire pour désirer y participer. Toute la culture polonaise du XIX<sup>e</sup> siècle peut être racontée comme l'histoire d'une quête d'une appartenance qui transcenderait les frontières nationales. Devenir un sociologue était l'un des moyens d'atteindre cet objectif.

Alors que la première génération de sociologues universitaires polonais, dans les années 1920 et 1930, a accepté l'universalité de la sociologie occidentale comme fonds de commerce, ce ne fut pas si simple pour leurs successeurs. Durant les années sombres de la Deuxième Guerre mondiale et du stalinisme, le lien avec la communauté internationale a été coupé, et le problème de l'appartenance et de la portée par opposition à l'esprit provincial et à la marginalité s'est posé de manière aiguë. Quand, dans les années 50, la sociologie polonaise s'est ouverte à nouveau sur le monde, il a fallu reconsidérer la stratégie de l'appartenance. Heureusement, il s'est avéré que la société polonaise sous le socialisme était fascinante pour l'Occident, et établir un pont entre les deux mondes devint la mission des sociologues – les plus cosmopolites et occidentalisés des spécialistes en sciences sociales – qui jouissaient d'une assez grande liberté par rapport à leurs homologues des autres pays du bloc de l'Est. Durant plus de 30 ans, le meilleur moyen de déployer cette appartenance était d'être éclectique en matière théorique (avec une forte influence du marxisme local polonais,

loin des standards soviétiques) et de développer la recherche à l'échelle locale. L'Occident était volontiers prêt à pardonner un anglais maladroit, un style d'écriture singulier, des lacunes au niveau de la formation théorique et une méthodologie souvent assez rudimentaire, parce qu'à cette époque il était extrêmement réceptif face à ces étrangers étonnamment civilisés de l'Est sauvage. S'il y a eu un moment au XX<sup>e</sup> siècle où la sociologie polonaise a été « orientalisée » dans le sens que lui donnait Edward Saïd, ce fut probablement à cette époque. D'autre part, certains sociologues, pour ne citer que Stanisław Ossowski, ont réussi à pratiquer l'art d'appartenir à deux mondes en même temps.

Cette tendance – où le seul fait d'être un sociologue polonais vous dotait automatiquement d'une validité universelle et d'une portée internationale – a connu son apogée dans les années 80. Cela s'explique par le fait que la Pologne, avec le sceau de *Solidarność*, était devenue un lieu tellement important à l'échelle universelle. C'était aussi un lieu stimulant au plan théorique, qui constituait en même temps un défi au plan empirique. Mais l'effet de la nouveauté n'a pas duré. Heureusement, en moins de dix ans, une nouvelle opportunité de prétendre à une portée internationale s'est présentée avec le changement de système : après 1989, tout le monde s'intéressait à la Pologne, même si le pays n'était qu'un compagnon de route des autres anciens pays socialistes, et non un type de société en propre.

En quelque sorte, la sociologie polonaise devrait être reconnaissante du récent recul de la démocratie dans le pays. L'année 2015 a ravivé l'intérêt déclinant pour la transformation de la Pologne. À l'étranger, on nous demande maintenant ce qui n'a pas marché après 1989, et en répondant à cette question essentiellement locale, nous sommes à nouveau capables de contribuer au débat général sur la crise de la démocratie et sur l'État de droit, les guerres culturelles

et les contre-révolutions populistes. Une fois de plus, notre région intéresse le monde.

Mais supposons que la réaction anti-démocratique puisse être maîtrisée et la stabilité politique restaurée, et que la société polonaise retrouve le stade qu'elle semblait avoir atteint après 2007, à savoir une stabilisation sans histoire. Qu'allons-nous entreprendre alors ? La sociologie polonaise a été, jusqu'à présent, pour l'essentiel la science d'une société qui s'auto-proclamait anormale, une recherche auto-infligée de déviations à la fois réelles et imaginaires. Nous nous sommes nourris de l'exceptionnalisme polonais, mais il y a une chose que nous devrions vraiment souhaiter à notre société, c'est qu'elle cesse enfin d'être une exception. Cela implique cependant de trouver d'autres moyens de surmonter l'impératif que nous nous imposons depuis une certaine d'années d'être importants à l'échelle universelle.

Le défi n'est pas négligeable. L'ancienne pression pour avoir une portée internationale, ancrée dans les dilemmes éthiques de l'intelligentsia du XIX<sup>e</sup> siècle, a obtenu un soutien inattendu de l'administration néolibérale des sciences et de l'enseignement supérieur, dont l'actuel gouvernement national-conservateur a sans heurt pris la relève à la suite de ses prédécesseurs libéraux. J'ai expliqué dans mon livre *Sociology in Poland: To Be Continued?* (2016) que composer avec la tension entre portée internationale et engagement à l'échelle locale a été le seul moyen pour la sociologie polonaise de survivre et de compter. Résister à l'attrait des bénéfices parfois imaginaires d'une portée universelle est un moyen aussi important d'arriver à ce résultat que de simplement constater que notre société n'est pas importante pour nous pour la seule raison qu'elle est unique pour les autres. ■

<sup>1</sup> L'auteure remercie pour son soutien le Centre National pour la Science polonais.

Toute correspondance est à adresser à Marta Bucholc <[mbucholc@uni-bonn.de](mailto:mbucholc@uni-bonn.de)>

# > Jeunes travailleurs précaires

## en Pologne et en Allemagne

**Jan Czarzasty** et **Juliusz Gardawski**, École des hautes études commerciales de Varsovie (Pologne), **Adam Mrozowski**, Université de Wrocław (Pologne) et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Mouvements de Travailleurs (RC44), et **Vera Trappmann**, Leeds University Business School (Royaume-Uni)



**I**l est devenu flagrant que les jeunes générations à travers toute l'Europe font l'expérience d'une insécurité croissante dans leur vie, qui résulte de l'augmentation du travail temporaire et à temps partiel subi, de la chute de l'importance de la représentation syndicale, et des difficultés de la transition des études au monde du travail. Le projet PREWORK est centré sur deux pays européens, l'Allemagne et la Pologne<sup>1</sup>. L'Allemagne est représentative des économies de marché coordonnées (*coordinated market economy* ou CME, d'après l'appellation utilisée par Hall et Soskice), connues traditionnellement pour la sécurité institutionnelle qu'elles garantissent aux travailleurs. Néanmoins, les réformes du marché du travail des années 2000 ont contribué, dans ce type d'économie aussi, à l'expansion du travail intérimaire, à

l'augmentation du travail temporaire, à la dualisation du marché du travail, à la stagnation des salaires, et aux concessions négociées par les syndicats. En Pologne, qui s'apparente davantage à une économie de marché libérale (*liberal market economy* ou LME), les vagues récentes de précarisation de l'emploi font suite aux changements dans la législation destinés à flexibiliser le marché du travail.

Dans les deux pays, les jeunes sont désavantagés sur le marché du travail, ce qui se traduit par des niveaux élevés de travail temporaire (en Pologne) et un risque croissant de sombrer dans la pauvreté ou de devenir un travailleur pauvre (en Allemagne), et des risques accrus d'exclusion économique dans les deux pays. La précarité des jeunes qui en résulte peut être analysée en termes d'insécurité

de l'emploi, et de perte d'un revenu de subsistance, d'intégration sociale et de l'ensemble des droits sociaux, sans oublier le sentiment subjectif de précarité constitué par la perte de reconnaissance et d'intégration sociale. Cependant, malgré cette évolution négative, la mobilisation collective des jeunes contre la précarité est limitée, et leur satisfaction générale par rapport à la vie reste à un niveau assez élevé. Ce qui nous amène à poser la question suivante : quelle est la relation entre des conditions de travail de plus en plus précaires, la conscience sociale, et les stratégies de vie des jeunes ? Est-ce que la précarité est perçue comme un *problème* par les jeunes travailleurs en Pologne et en Allemagne ? Ou bien la considèrent-ils comme la *norme*, comme un élément faisant partie intégrante de leur environnement de travail et auquel tout individu doit s'adapter ?

PREWORK cherche la réponse à deux niveaux : 1) en étudiant l'influence du travail précaire et des conditions de vie précaires sur divers aspects de la conscience socioéconomique des travailleurs précaires, à l'aide d'enquêtes suivant la méthode CATI en Pologne et en Allemagne, réalisées sur d'importants échantillons aléatoires (N=1000 dans chacun des pays) de personnes âgées de 18 à 30 ans ; et 2) en examinant le rapport entre l'augmentation des emplois précaires et les stratégies de vie/modèles de carrière des jeunes et leurs formes de mobilisation (et de démobilitation) collec-

tive, au travers de plus de 120 entretiens biographiques menés auprès de jeunes travailleurs précaires en Pologne (60) et en Allemagne (60), âgés de 18 à 35 ans, qui sont dans des emplois non conventionnels, au chômage, ou dans des formes précaires de formation professionnelle.

L'étude est encore en cours mais quelques observations peuvent d'ores et déjà être faites. La recherche quantitative éclaire sur la perception subjective de la précarité : 48,8% des jeunes travailleurs polonais et 31% des jeunes travailleurs allemands admettent avoir travaillé dans des conditions précaires, c'est-à-dire moyennant de bas salaires ou avec des contrats de travail de courte durée. Néanmoins, la conscience économique des jeunes n'est pas la même dans les deux pays.

Contrairement à nos prévisions, le statut précaire des jeunes Polonais et Allemands n'a pas d'impact significatif sur leurs visions normatives de l'économie. Nous pensions que le fait d'avoir un contrat à durée déterminée entraînerait un soutien plus ferme en faveur d'un État interventionniste dans le domaine économique et en faveur d'une plus grande égalité. L'indice utilisé dans notre recherche incluait quinze variables. En Pologne, seulement cinq variables affichaient une différence statistique entre les réponses des personnes qui avaient un contrat à durée indéterminée et celles avec un contrat à durée déterminée. Qui plus est, les employés qui ont des contrats à durée déterminée montrent, concernant certains aspects, une attitude plus libérale que ceux qui ont des contrats à durée indéterminée. En Allemagne, les différences sont plus claires. Les personnes ayant des contrats à durée déterminée sont légèrement moins favorables aux principes étatiques (33,8% contre 24,8%), tandis qu'elles penchent un peu plus souvent en faveur de l'égalitarisme social (69,1% contre 65%). Les points de vue des jeunes Polonais en matière économique sont une combinaison d'un fort soutien au « capitalisme interne »

(préférences pour les entreprises polonaises et régulation de l'économie par l'État) et de tendances ultralibérales assez prononcées : 53,4% des Polonais interviewés, contre seulement 12,3% des Allemands, préfèrent que les cotisations aux pensions de retraite soient facultatives plutôt qu'obligatoires. La conscience économique des jeunes Allemands est plus proche du modèle d'économie de marché coordonnée, en ce qu'ils soutiennent les systèmes de codécision au travail, la compensation des différences de revenus par le biais de la politique fiscale, et la libre circulation des travailleurs en Europe (une orientation soutenue par 88,7% des Allemands interviewés contre 66,6% des Polonais). Les opinions des jeunes Polonais sont plus proches du modèle d'économie de marché libérale, en dépit de quelques incohérences frappantes.

La recherche qualitative nous apporte un éclairage complémentaire au travers des récits biographiques des personnes interrogées sur leur expérience en relation avec le travail. Nous avons reconstitué six types différents de stratégies de vie en relation avec le travail, comportant différentes formes d'adaptation à la précarité. Les « ouvriers » – des travailleurs manuels précarisés qui aspirent à un emploi stable et prévisible – n'acceptent pas la flexibilité de l'emploi en tant que norme, mais s'y adaptent et la pallient en cherchant de la stabilité dans d'autres domaines de la vie qui ne sont pas liés au travail et en limitant eux-mêmes leurs aspirations. Les « cadres et membres de professions libérales », en général des cadres ou employés de bureau qui aspirent à un travail stable à plein temps avec des perspectives d'augmentation de salaire et d'évolution de carrière, soit légitiment la précarité comme une expérience nécessaire liée à la transition vers le marché du travail, soit la critiquent, en particulier dans les cohortes les plus âgées, comme étant un obstacle à leurs projets de vie individuels. Les « créatifs », qui souvent travaillent dans des ONGs, dans la création ou dans le secteur culturel, ont une autre approche et

considèrent la flexibilité comme le prix à payer pour se libérer de la routine des emplois en entreprise ou en usine. Pour les « bricoleurs » qui s'essaient à différents projets de création d'entreprises, la précarité est perçue comme le prix à payer pour être indépendant des employeurs, de la famille, ou des aides de l'État. Enfin il y a la catégorie des personnes « bloquées », qui critiquent la précarité mais qui ne font rien pour la contrecarrer, en raison de problèmes psychologiques et/ou de rejet du sacrifice personnel à faire pour leur sécurité, et la catégorie des individus « en retrait », qui se caractérisent par la distance qu'ils ont prise avec le monde de l'emploi régulier, qui n'a plus de sens dans leur parcours personnel – ou n'en a jamais eu.

Les enquêtes quantitatives et qualitatives révèlent les unes comme les autres que les jeunes des deux pays se sentent précaires mais généralement ne critiquent pas ni ne mettent en cause leur précarité. La plupart des jeunes semblent s'être habitués à la précarité, qu'ils perçoivent comme temporaire, soit comme une étape dans leur vie, soit comme un investissement qu'ils assument et qui portera ses fruits un jour ou l'autre. La critique est faible et conduit rarement à une mobilisation politique ou syndicale. En d'autres termes, nous assistons à une « normalisation » continue de la précarité, qui en vient à être considérée par de nombreux jeunes comme une situation quasi naturelle. ■

<sup>1</sup> Cet article a été préparé dans le cadre du projet PREWORK « Les jeunes travailleurs précaires en Pologne et en Allemagne : une étude sociologique comparative sur les conditions de travail et de vie, la conscience sociale et l'engagement civique », financé par le Centre national pour la Science (Pologne) et la Fondation allemande pour la recherche (DFG). L'équipe de recherche en Allemagne comprend Vera Trappmann, Jule-Marie Lorenzen, Alexandra Seehaus, Denis Neumann. L'équipe en Pologne comprend Juliusz Gardawski, Adam Mrozowicki, Jan Czarzasty, Magdalena Andrejczuk, Aleksandra Drabina-Rózewicz, Jacek Burski, Mateusz Karolak et Agata Krasowska.

Toute correspondance est à adresser à :  
Adam Mrozowicki <[adam.mrozowicki@uwr.edu.pl](mailto:adam.mrozowicki@uwr.edu.pl)>  
Jan Czarzasty <[jczar@sggw.waw.pl](mailto:jczar@sggw.waw.pl)>  
Juliusz Gardawski <[jgarda@sggw.waw.pl](mailto:jgarda@sggw.waw.pl)>  
Vera Trappmann <[V.Trappmann@leeds.ac.uk](mailto:V.Trappmann@leeds.ac.uk)>

# > Pourquoi les gens votent à droite

**Katarzyna Dębska, Sara Herczyńska, Justyna Kościńska et Kamil Trepka**, Université de Varsovie (Pologne)



Malgré une opinion publique favorable, le gouvernement du PiS fait également l'objet d'un vaste mouvement de contestation. Flickr/Platforma Obywatelska RP. Certains droits réservés.

**C**omme l'expliquait Arlie Hochschild dans un numéro de *Dialogue Global* de 2016, les sociologues doivent chercher des réponses à la question posée dans le titre de cet article, non pas seulement en analysant les processus économiques et les opinions qui émergent au sein de la société, mais également en se penchant sur les biographies des sympathisants de ces partis. Une intuition semblable a guidé notre équipe de recherche (composée – outre les auteurs de cet article – du Professeur Maciej Gdula comme responsable de la recherche, et de Stanisław Chankowski, Maja Głowacka, Zofia Sikorska et Mikołaj Syska) pour étudier les raisons du soutien de plus en plus important recueilli par le parti Droit et Justice (PiS), qui gouverne la Pologne

depuis 2015. Le PiS est considéré comme un parti conservateur sur le plan social : conservateur pour ce qui est des valeurs et étatiste sur le plan économique. Bien que ce gouvernement eurosceptique et nationaliste ait fait l'objet de nombreuses critiques à la fois en provenance de l'Union européenne et des sections plus progressistes de la société polonaise, le soutien qu'il a recueilli n'a fait qu'augmenter, atteignant 50% dans les sondages à la fin de l'année 2017.

## > Introduction à notre étude

Notre étude a été menée dans une ville du centre de la Pologne que nous avons surnommée « Miastko » (« petite ville » en polonais). Dans cette ville, le parti au pouvoir a recueilli près de 50% des voix

en 2015, contre 37,6% au niveau national. Notre rapport a été publié sous le titre « Bon changement dans la ville. Le néo-autoritarisme dans la politique polonaise du point de vue d'une petite ville ». Le « bon changement » est le mot d'ordre employé par les responsables politiques du PiS depuis le début de la campagne présidentielle de 2015.

Afin d'étudier les convictions politiques des sympathisants du PiS, nous avons mené deux entretiens avec chacun des 30 habitants interrogés à Miastko : le premier entretien était un entretien biographique, tandis que le second portait sur leur opinion sur des questions telles que l'avortement ou la politique d'aide sociale de l'État. Notre méthodologie s'est inspirée de la théorie de Pierre Bourdieu de la distinction de classe, et de son adaptation polonaise par Maciej Gdula et Przemysław Sadura. Nous avons classé les personnes interrogées en deux groupes : la classe populaire et la classe moyenne. Il est important de noter que nous n'avons pas interviewé ceux qu'on appelle les « perdants de la transformation », un terme qui fait référence aux personnes qui ont été durement éprouvées par la mutation capitaliste d'après 1989.

### > Deux thèmes très controversés : l'avortement et les réfugiés

Les personnes interviewées appartenant aux classes populaires étaient en général opposées à l'interdiction totale de l'avortement. Les femmes plus âgées des classes populaires exprimaient une préférence pour une libéralisation de la loi anti-avortement en vigueur. Les femmes des classes moyennes estimaient généralement nécessaire de laisser aux femmes la liberté de choisir et mettaient l'accent sur la difficulté d'élever un enfant malade. Mais malgré l'ouverture manifestée par certaines des personnes interviewées à une possible libéralisation de la réglementation anti-avortement, nous avons constaté une forte opposition à l'avortement en général.

La plupart des personnes que nous avons interviewées étaient opposées à l'accueil de réfugiés en Pologne. Les personnes interrogées des classes populaires jugeaient que les réfugiés ne seraient pas disposés à travailler et voudraient profiter des avantages sociaux. Elles soulignaient le danger que cela représentait pour le système de protection sociale polonais et l'injustice résultant des avantages qu'ils pouvaient obtenir. Les personnes interrogées faisaient le lien entre la situation des réfugiés et la guerre, et admettaient généralement qu'il était normal qu'ils reçoivent un soutien, mais étaient opposées à les aider sur le territoire polonais. Seulement deux des personnes interviewées ont soutenu qu'accepter les réfugiés au sein de la société polonaise ne ferait de mal à personne – eu égard au faible effectif que l'ancien gouvernement avait proposé d'accepter.

Les personnes interviewées appartenant à la classe moyenne ont été plus nombreuses à soutenir que les nouveaux arrivants appartenaient à une culture différente et n'étaient pas disposés à accepter les normes de la culture polonaise et européenne. Il était très rare qu'elles fassent référence à un sentiment de solidarité avec ceux qui fuient la guerre, et à une similitude entre leur expérience de la guerre et de l'instabilité politique et celles de la société polonaise. Selon les personnes interviewées de la classe moyenne, les réfugiés devraient rester « chez eux, là où ils ont leur place ». Selon certaines personnes interrogées, l'idée de l'Europe était fondée sur l'idée d'exclusion ; protéger la « pureté » de l'Europe nécessitait que les réfugiés, identifiés seulement en fonction de leur religion et de leur origine ethnique, soient laissés au dehors. La tendance visant à fixer et à clarifier les frontières a été exprimée dans une solution proposée par l'une des femmes de classe moyenne interviewée : s'il faut qu'il y ait des réfugiés en Pologne, ils devraient être séparés du reste de la société polonaise.

### > Destruction des institutions de l'État de droit démocratique

En décembre 2015, le gouvernement a commencé à entraver le travail du Tribunal constitutionnel, chargé de juger si les lois sont en accord avec la Constitution polonaise. Le précédent gouvernement avait désigné cinq juges au Tribunal constitutionnel en septembre 2015, juste un mois avant les élections législatives. La majorité parlementaire de l'époque, constituée d'une alliance de la Plateforme civique des libéraux-conservateurs avec le Parti paysan, avait le droit de désigner trois juges, mais en a désigné cinq. Malgré le fait que le Tribunal a maintenu la désignation de trois juges (légalement désignés) et en a invalidé deux (illégalement désignés), le nouveau parlement dominé par le PiS a nommé cinq nouveaux juges et arrêté la publication des décisions du Tribunal. La prestation de serment des juges nouvellement désignés par le président Andrzej Duda a entraîné non seulement une crise constitutionnelle, mais aussi des manifestations de rue dans Varsovie et dans d'autres grandes villes de Pologne. La réponse à la question de savoir si les mesures prises par le gouvernement concernant le Tribunal constitutionnel étaient légitimes, ne varie pas en fonction d'un critère de classe mais en fonction d'un critère idéologique : les sympathisants du PiS étaient en faveur de ces mesures, au motif que le PiS aurait restauré la « pluralité » au sein d'un Tribunal dominé par la Plateforme civique ; pour ses opposants, ces mesures constituaient une attaque contre la démocratie et une tentative réussie de supprimer tout contrôle constitutionnel sur le gouvernement.

### > La politique sociale du PiS : le programme « Famille 500+ »

Le programme « Famille 500+ » a été introduit par le gouvernement du PiS en avril 2016 comme la mesure

phare de sa politique sociale. C'est assurément l'une de ses mesures politiques les plus importantes. Le programme consiste en une allocation familiale universelle. Chaque famille reçoit 500 zlotys (environ 120 euros) pour le second et le troisième enfant (les familles pauvres peuvent recevoir l'allocation dès le premier enfant). Sa réalisation témoigne d'un changement significatif dans la Pologne post-communiste : c'est la première fois depuis 1989 que l'État polonais a mis en place un système de redistribution à grande échelle bénéficiant à la fois aux classes moyennes et aux classes populaires.

La plupart des participants ont soutenu la mise en place d'allocations familiales, à l'exception de membres de la classe moyenne appartenant à l'opposition progressiste, qui considéraient cette mesure comme une manière d'« acheter » le vote de la population. Les allocations ont recueilli l'assentiment de la majorité des personnes interviewées de la classe moyenne, qui considéraient leur introduction comme le symbole de la nouvelle puissance du pays. Payer des allocations familiales n'était pas considéré comme une extravagance, mais plutôt comme une mesure « normale » caractéristique des pays développés de l'Occident, et un signe que la Pologne était en train de les rejoindre. Les personnes interrogées des classes populaires étaient également en faveur des allocations fami-

liales, bien que beaucoup se soient également montrés favorables à un contrôle par les administrations locales de l'usage qui était fait de ces allocations par ceux qui les reçoivent.

### > Les causes du soutien au PiS sont multiples

Le parti Droit et Justice représente un nouveau modèle d'exercice du pouvoir avec la mise en œuvre de son programme de redistribution. Notre recherche nous a permis de constater que les sympathisants du PiS sont bien plus différenciés que ce que l'on croit. Dans cet article, nous essayons d'analyser quelles sont ces différences sociales et quels sont les facteurs qui peuvent expliquer l'essor des partis de droite.

Nos recherches ont montré que ce ne sont pas seulement les aides financières en faveur des pauvres qui ont entraîné le soutien au PiS. Ce qui fait plutôt le succès du PiS, c'est qu'il fait appel aux différents besoins et valeurs de l'ensemble des classes sociales. Ses responsables politiques répondent à la demande de dignité et de reconnaissance des classes populaires, en critiquant la consommation effrénée des anciennes « élites » aux frais du contribuable. Mais ils vont aussi dans le sens de la classe moyenne, en répondant à leur désir de souveraineté et d'ordre. Notre étude a révélé une tendance très intéressante : les opinions politiques

et les déclarations des interviewés ne coïncident pas toujours avec leur expérience personnelle.

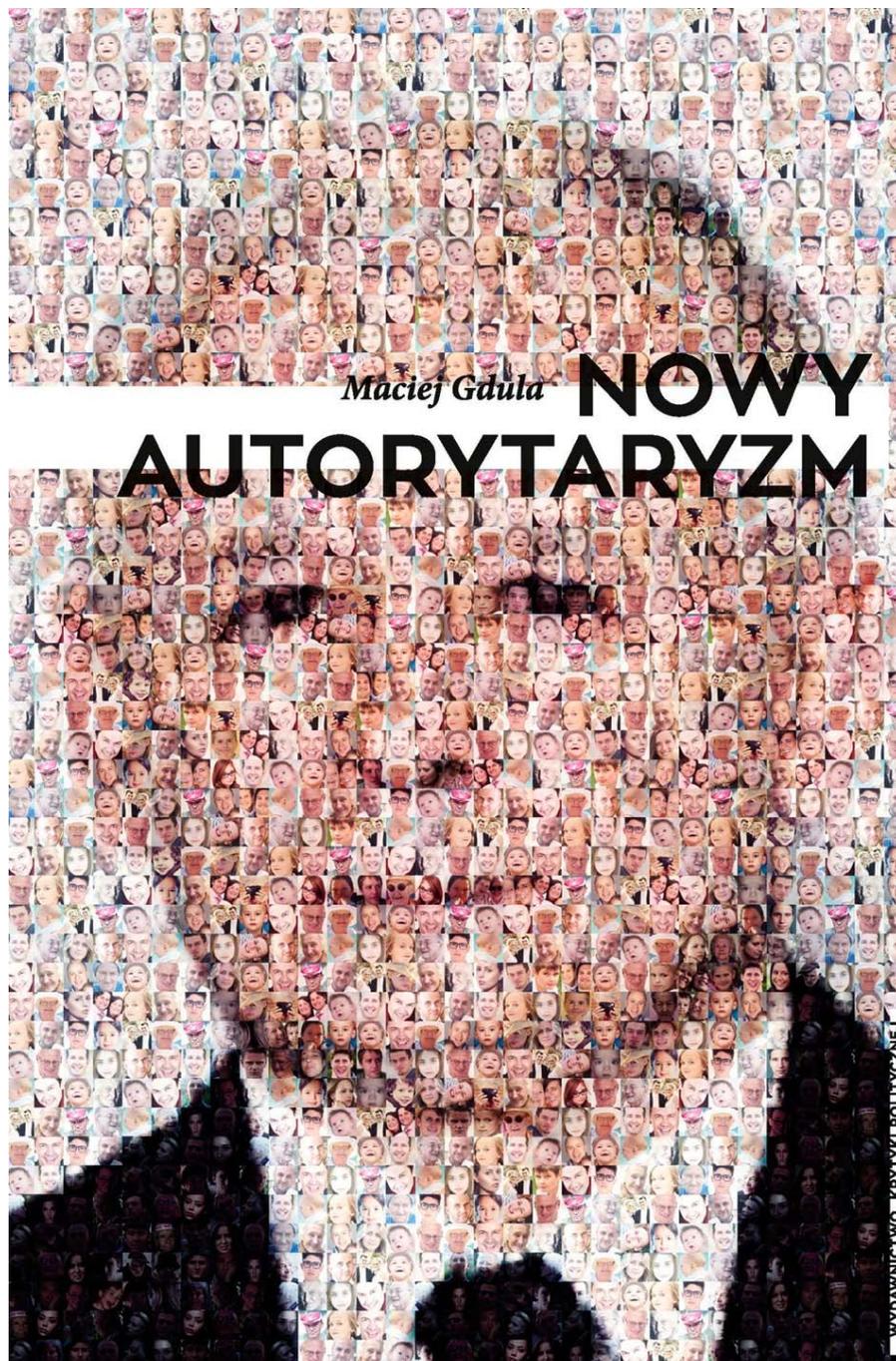
En même temps, le PiS a commencé à s'attaquer aux institutions démocratiques (telles que le Tribunal constitutionnel), toujours au nom de la démocratie et du « bon changement ». Notre recherche montre que les adhérents du PiS se considèrent eux-mêmes comme des « démocrates », mais rejettent sa forme libérale qui se base essentiellement sur l'autolimitation. Maciej Gdula fait référence à ce nouveau phénomène en utilisant le terme de « néo-autoritarisme ». Selon Gdula, nous sommes face à un nouveau phénomène – ce « néo-autoritarisme » qui se caractérise par un changement radical de la sphère publique (dominée par Internet, plus que par la presse écrite comme c'était le cas dans le passé) et une relation particulière entre les électeurs et le leader du parti au pouvoir.

Les résultats de notre recherche ont confirmé que les explications qui prévalent sur le succès des partis de droite sont insuffisantes. Ces résultats ont attiré l'attention d'un large public et ont déclenché un vaste débat qui implique aussi bien les intellectuels de gauche que ceux de droite pour commencer à discuter des divisions de la société polonaise. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Katarzyna Dębska <[k.debska@is.uw.edu.pl](mailto:k.debska@is.uw.edu.pl)>  
Sara Herczyńska <[sara.herczynska@gmail.com](mailto:sara.herczynska@gmail.com)>  
Justyna Kościńska <[j.koscińska@is.uw.edu.pl](mailto:j.koscińska@is.uw.edu.pl)>  
Kamil Trepka <[k.trepka@is.uw.edu.pl](mailto:k.trepka@is.uw.edu.pl)>

# > La place de la sociologie dans la nouvelle sphère publique

Maciej Gdula, Université de Varsovie (Pologne)



Le néo-autoritarisme de Maciej Gdula est un bon exemple de sociologie publique.

**E**n novembre 2017, cela faisait deux ans que les élections avaient permis au parti Droit et Justice (PiS) de former son propre gouvernement. Bien qu'un grand nombre de règles de la démocratie libérale aient été violées au cours de ces deux années, plus de 40% des électeurs continuaient à soutenir le gouvernement. C'est à ce moment-là que mon étude « Bon changement dans la ville. Le néo-autoritarisme dans la politique polonaise du point de vue d'une petite ville » a été publiée.

Cette étude, basée sur une recherche menée dans une petite ville située dans le centre de la Pologne – que nous avons appelée Miastko (« la ville » en polonais) – a suscité de vifs débats auxquels ont participé durant plusieurs semaines des journalistes, des responsables politiques et des chercheurs. Certaines des notions et interprétations avancées dans cette étude sont devenues des points constants de référence dans les débats actuels sur les questions

politiques et de société. Cependant, au lieu de célébrer le succès de cette étude, je souhaiterais réfléchir ici aux conditions sociales qui l'ont rendue possible. Cela peut s'avérer important pour redéfinir la stratégie qui permettrait de renforcer la présence de la sociologie dans la sphère publique et son rôle non seulement pour décrire les processus sociaux mais aussi pour influencer sur ceux-ci. Bien que je fasse principalement référence au contexte polonais, cela ne concerne pas que les processus qui se déroulent en Pologne.

### > Une nouvelle sphère publique

S'il fallait réfléchir aux possibilités qu'a la sociologie d'accroître son impact sur le débat public, il faudrait tenir compte des changements intervenus récemment dans la sphère publique. En résumé, ces changements correspondent au passage de la domination de la presse à l'hégémonie d'Internet. L'ancienne sphère publique (du moins celle qui concernait la politique) était organisée autour de la presse, et les « intermédiaires culturels » (journalistes, experts et politiciens) jouaient un rôle central dans le débat public. Le développement d'Internet a frappé la presse écrite, au niveau économique aussi bien que symbolique. En Pologne, cette évolution a été rapide et spectaculaire. À titre d'exemple, le plus important journal polonais, *Gazeta Wyborcza*, a perdu 75% de ses lecteurs entre 2005 et 2017.

Dans la sphère publique dominée par Internet, il y a une plus grande dispersion de la production de contenus. Ces contenus sont gérés par de grands diffuseurs sur le web, par des sites web plus petits et spécialisés, mais aussi par des producteurs individuels comme le sont les YouTubers, qui rassemblent souvent de larges audiences. Pour attirer l'attention de l'opinion publique, la concurrence entre ces producteurs devient de plus en plus féroce, l'accent étant mis sur la rapidité de réaction, une conflictualité accrue, les scandales et les jugements moraux.

### > La faiblesse des intermédiaires et de la sociologie

La réduction des obstacles à l'entrée dans la sphère publique se traduit par la diffusion de fausses informations et la prolifération de discours qui rompent intentionnellement avec toute responsabilité par rapport à la vérité, donnant naissance au concept de « post-vérité ». La concurrence impitoyable pour attirer l'attention de l'opinion publique met sur la touche le journalisme basé sur des processus plus longs de collecte de l'information et de production de textes complexes. Pour de nombreux médias, le moyen de s'assurer une existence est de se créer un public autour d'une identité donnée – un public lié à ce média par le sentiment d'une supériorité morale et celui de participer, non pas tant à un débat sur des questions d'intérêt public qu'à une lutte civilisationnelle.

La vie politique et le débat sur les affaires publiques s'adaptent également à cet état de fait et les dirigeants politiques deviennent des « militants médiatiques » arborant des opinions radicales et fournissant des déclarations accessibles par un clic.

Le public participe à une communication qui est rapide, agressive et qui fait appel à des principes moraux, mais il y a encore de la place pour un savoir qui traite des enjeux publics importants et qui en même temps les confronte aux résultats de la recherche. La concurrence féroce entre les producteurs de contenu tend à stériliser le débat et à le réduire à de brefs commentaires. Le journalisme traditionnel manque de temps et d'argent. Dans ce contexte, le savoir sociologique qui fournit une nouvelle interprétation de la réalité suscite beaucoup d'intérêt et de réactions, et influence l'orientation du débat public.

### > Faire de la sociologie qui compte

Dès lors, quelles sont les règles pour produire un tel savoir ? En me

basant sur le rapport consacré à Miastko et la façon dont il a été accueilli, je vais me risquer à formuler quelques thèses.

Tout d'abord, le moment où le texte est diffusé est important. En Pologne, le rapport sur les raisons du soutien au PiS a été publié à un moment où certaines des explications utilisées jusque-là apparaissaient de moins en moins convaincantes. Par exemple, selon l'opinion générale, le PiS, alors qu'il promettait de s'attaquer aux élites, a créé dans le même temps de nouvelles élites, avec la même tendance à la corruption, ce qui aurait dû conduire à une baisse du soutien qu'il recueillait pour avoir trahi ses idéaux. En fait rien de tout cela ne s'est produit, et le PiS a continué à bénéficier du soutien de 40% de la population. Le rapport explique ce phénomène en utilisant la notion de néo-autoritarisme qui, en plus d'autres questions, aborde le rôle du leader dans le contrôle de ses propres élites et de l'évolution politique.

Pour que l'étude ait un impact, la synchronisation avec les processus sociaux en cours est importante. Bien sûr, cela ne dépend pas seulement des sociologues, mais nous ne pouvons pas ignorer la question du rythme de production. Il doit être beaucoup plus rapide que celui de la production académique traditionnelle de manière à prendre en compte les questions d'actualité qui intéressent un public plus large. Pour approfondir la recherche sur les sympathisants du PiS, il faudrait idéalement mener des recherches supplémentaires dans plusieurs autres endroits, augmenter le nombre d'entretiens et les préparer de manière rigoureuse. Le problème, c'est que les résultats de ces recherches ne pourraient être produits qu'après les prochaines élections, et ne présenteraient alors qu'un intérêt historique.

La deuxième question importante est celle de la relation avec la connaissance du sens commun. Les discours universitaires deviennent de

plus en plus complexes, et les problèmes posés par la recherche et les conclusions des universitaires sont construits et présentés d'une manière qui pose des difficultés même aux lecteurs instruits. Lorsque nous élaborons un savoir censé avoir un impact social, nous devons tenir compte des opinions plus largement répandues, même si – et peut-être surtout lorsque – nous sommes en désaccord avec elles. Il semble important de ne pas les rejeter comme une preuve d'immaturation, d'ignorance, de capacité mentale limitée, etc. mais de les traiter comme des opinions sujettes à vérification.

Dans le cas de notre recherche à Miastko, plusieurs opinions étaient largement répandues à propos des sympathisants du PiS. L'une d'entre elles était la conviction que les partisans du PiS sont avant tout des personnes exclues ou qui ont dans tous les cas le sentiment d'avoir subi un profond préjudice. Cela n'a pas été confirmé par les entretiens biographiques, car la grande majorité des personnes interrogées ont parlé de leur vie en estimant avoir atteint leurs objectifs ou même avoir réussi. Une autre conviction que nous avons prise en compte était l'hypothèse selon laquelle le soutien au PiS résultait d'un sentiment de gratitude pour les fonds du programme « Famille 500+ » (une prestation mensuelle d'environ 120 euros pour chaque enfant à partir du deuxième). Les personnes interrogées qui ont voté pour le PiS n'ont pas défini ce programme en termes de satisfaction des besoins personnels, mais l'ont interprété comme une preuve de la solidarité de l'État et comme un signe que la Pologne était enfin en train de rejoindre les pays développés dans la mise en œuvre d'une politique globale de soutien aux familles.

En troisième lieu, le savoir sociologique devrait introduire la complexité qui fait défaut dans les débats publics. Les gens aiment les simplifications, mais pas toujours ! S'il y a un savoir qui a un rapport avec leurs expériences et leurs opinions, mais qui permet de les approfondir, cela les intéressera. Les personnes qui ont lu le rapport sur Miastko ont été intéressées, par exemple, par les diverses critiques à l'encontre des élites formulées par des sympathisants du PiS des classes populaires et des classes moyennes. Les premiers mettaient l'accent sur l'aliénation des élites et leur distance par rapport aux gens ordinaires. Selon les autres (c'est-à-dire selon la classe moyenne), les élites, en se compromettant par la corruption, avaient perdu le mandat moral qui les autorisait à gouverner. C'était la première fois depuis très longtemps que le thème de la diversité des classes était abordé dans le débat public polonais.

Contrairement aux idées reçues, les gens s'intéressent aux contenus complexes et exigeants. Mais il ne s'agit pas de faire une simple démonstration de complexité scientifique. Simplifier le message, en vulgarisant le savoir dans le but de générer des conflits et de la compétition pour susciter l'attention de l'opinion publique, n'est pas non plus la voie à suivre pour les sociologues. Au lieu de cela, la complexité devrait être introduite pour provoquer des réactions et de la controverse dans le discours public.

### > Le rôle de la sociologie

Que pouvons-nous attendre d'une sociologie qui produise un savoir susceptible de trouver un écho dans la société ? Sachant qu'il n'y a pas de réponse qui satisfera tous les sociologues, je vais énumérer les options

qui me paraissent particulièrement importantes.

Une sociologie de ce type a la possibilité de contrebalancer les formes actuelles de communication, lesquelles ont tendance à aboutir à des conflits rituels où la brutalisation et la simplification du message règnent en maître. Nous ne pouvons pas blâmer les journalistes et les responsables politiques pour cet état de fait. Ils exercent dans des circonstances qu'ils ne peuvent pas facilement négocier. Cependant, il n'y a aucune raison pour que ces règles ne puissent pas être recadrées par les sociologues, en apportant un savoir qui fasse contrepoids aux tendances négatives qui hantent notre communication publique.

Une des tâches importantes de la sociologie est de donner une véritable voix aux personnes qui ont peu de place dans la sphère publique. Il est à mon sens particulièrement important de créer un espace pour les classes populaires et de présenter leurs perspectives et leurs expériences.

La troisième question est de savoir comment les sociologues se situent par rapport aux autres acteurs de la sphère publique. À mon avis, il faut avant tout les percevoir par opposition aux journalistes et aux responsables politiques. La sociologie se distingue par sa sensibilité et par le savoir qu'elle apporte, ainsi que par son autonomie dans le contexte de rivalité pour gagner l'attention de l'opinion publique, et par la distance qu'elle maintient face à la pression des conflits politiques. Ce type de sociologie peut faire contrepoids à d'autres acteurs de la sphère publique en limitant leur pouvoir de définir la réalité sociale. ■

Toute correspondance est à adresser à Maciej Gdula <[gdulam@is.uw.edu.pl](mailto:gdulam@is.uw.edu.pl)>